



Investir dans les populations rurales

République de Madagascar

PROSPERER Rapport de Supervision

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 10 au 21 juillet 2017

Date du document: 31/07/2017

No. du Projet: 1100001401

No. du rapport: 4511-MG

Division Afrique orientale et australe
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du programme	2
C. Produits et effets	4
D. État d'avancement de l'exécution du programme	18
E. Aspects fiduciaires	19
F. Durabilité	22
G. Autres	22
H. Conclusion	23

Liste des illustrations

Figure 1:	Décaissement du Prêt FIDA 737-MG
Figure 2:	Décaissement du Prêt supplémentaire FIDA 737A-MG
Figure 3:	Décaissement du 2 ^{ème} Prêt supplémentaire FIDA 2000001241
Figure 4:	Décaissement du Don FIDA 996-MG

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées	25
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	29
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	33
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	35
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	43
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	51

Annexes

Annexe 1: Aspects fiduciaires

Annexe 2: Aperçu synthétique des MER appuyées par PROSPERER

Annexe 3: Opérationnalité des infrastructures et comités de gestion/entretien mis en place par le programme

Annexe 4: Etat de mise en œuvre des recommandations de la mission de suivi d'octobre 2016

Annexe 5 : Agenda de la mission de supervision et liste des personnes rencontrées

Sigles et acronymes

AGB	Association de Groupements de Base
AGR	Activité Génératrice de Revenus
APIMF	Association Professionnelle des IMF
AZ	Ancienne Zone
BAD	Banque Africaine de Développement
BDD	Base de données
BDS	Business Development Services (= SADE)
BP	Business plan
BPE	Bilan Plan d'Entreprise
CA	Chiffre d'affaires
CAE	Crédit avec éducation
CAR	Chambre d'Agriculture Régionale
CAPAG	Centre d'affaires polyvalent et d'accueil des groupements
CCI	Chambre de Commerce et de l'Industrie
CCIR	Chambre de Commerce et de l'Industrie Régionale
CCS	Crédit à Caution Solidaire
CDDT	Centre de Démonstration et de Diffusion des Technologies
CE	Conseiller d'Entreprise
CECAM	Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuels
CFP	Centre de Formation Professionnelle
CGAP	Consulting Group to Assist the Poor (Portail Microfinance de la Banque Mondiale)
CIC	Comité Interministériel de Concertation
CIP	Conseiller en Insertion Professionnelle
CIPE	Centre d'Information Pour les Entreprises
CITE	Centre d'Information Technico-Economique
CM	Commune
CM	Caisse Mixte
CNFI	Comité National de la Finance Inclusive
CNMF	Coordination Nationale de la Microfinance
CNP	Comité National de Pilotage
COSOP	Country Strategic Opportunities Paper
CPM	Country Program Manager
CR	Coordonnateur Régional
CRA	Coordonnateur régional Analamanga
CRH	Coordonnateur régional Haute Matsiatra
CRP	Comité Régional de Pilotage
CRP	Crédit Rural de Proximité
CRS	Coordonnateur régional Sofia
CRS	Christian Relief Service (IMF)
CSA	Centre de Services Agricoles
CTOP	Comité technique pour l'Orientation du Programme
CVA	Chaîne de valeur
DAC	Dispositif d'Appui à la Commercialisation
DAPP	Direction d'Appui à la Professionnalisation des Producteurs

DDP	Direction de la Dette Publique
DGR	Direction du Génie Rural
DIP	Diagnostic Participatif
DPP	Dialogue Public/Privé
DRF	Demande de Remboursement de Fonds
DT	Document de Travail
EPM	Enquête Permanente auprès des Ménages
EPN	Equipe PROSPERER Nationale
EPP	Evaluation Programme /pays
EPR	Equipe PROSPERER Régionale
FA	Financement Additionnel
FAE	Fonds d'Appui à l'entrepreneuriat
FAI	Fonds d'Appui Institutionnel
FAO	Food and Agriculture Organisation
FAPEX	Fonds d'Assurance sur Perte d'Exploitation
FCCI	Fédération des Chambres de Commerce et de l'Industrie
FCCIM	Fédération des Chambres de Commerce et de l'Industrie de Madagascar
FCM	Fonds de cautionnement mutuel
FENU/UNCDF	Fonds d'Equipement des Nations Unies/ <i>United Nations Capital Development Fund</i>
FER	Fonds d'Entretien Routier
FFCP	Fonds de Financement à Coûts Partagés
FI	Fédération Interprofessionnelle
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FIR	Facilité d'Investissement Rural
FPR	Facilité de Partage des Risques
GdM	Gouvernement de Madagascar
GTDR	Groupe de Travail du Développement Rural
GUMS	Guichet Unique Multi-Services
GVEC	Groupe Villageois d'Entraide Communautaire
GCV	Grenier Commun Villageois
IFC	International Finance Corporation
ITC	International Trade Centre
IMF	Institution de Micro Finance
LT	Long Terme
MAP	Madagascar Action Plan
MCC	Ministère du Commerce et Consommation
MGA	Franc Malgache (Ariary)
MFB	Ministère des Finances et Budget
MER	Micro Entreprise Rurale
MIDSP	Ministère de l'Industrialisation, et du Développement du Secteur Privé et des PME
MPAE	Ministère auprès de la Présidence en charge de l'Agriculture et de l'Elevage
MT	Moyen Terme
NZ	Nouvelle Zone
OFID	Fonds de l'OPEP pour le développement international
OM	Opérateur de Marché
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation de Producteurs ou Organisation Paysanne
OPR	Organisation Paysanne/Professionnelle Régionale

OPEA	Opération Promotion Entreprises Agricoles
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OTIV	<i>Ombona Tahiry Ifampisamborana Vola</i> <i>Collecte d'épargne pour l'octroi de crédit</i>
PAFIM	Programme d'Appui à la Finance Inclusive à Madagascar
PAMF	Première Agence de Micro Finance (Aga Khan)
PATAS	Pérennisation des Acquis, des Transferts, des Avoirs et des Savoirs
PCAF	Plateforme de Concertation et d'Appui Filières
PDMT	Plan de Développement à Moyen Terme
PER	Petites Entreprises Rurales
PME	Petites et moyennes entreprises
PND	Programme National de développement
PNUD	Programme des nations Unies pour le Développement
PPP	Partenariat Public Privé
PROSPERER	Programme de Soutien aux Pôles des Micros - Entreprises Rurales et aux Economies Régionales
PSE	Prestataires de Services Externes
PSAEP	Programme sectoriel Agriculture, Elevage et Pêche
PSR	Project Status Report
PTBA	Plan de travail et budget annuel
RIMS	Result-oriented and Impact Management System
RMP	Revue à Mi-Parcours
RPE	Rapport de Préévaluation
RPI	Ressources Propres Internes
RPM	Responsable passation de Marché
RSE	Responsable Suivi-Evaluation
RTR	Responsable Technique Régional
SAF	Service d'Appui Filières
SAM	Service d'Appui MER
SADE	Services d'Appui en Développement des Entreprises
SDE	Services en Développement des Entreprises
SE	Suivi Evaluation
SNFI	Stratégie Nationale de la Finance Inclusive (2013/2017)
SSE	Système Suivi Evaluation
SYGRI	Système de Gestion des Résultats de l'Impact

A. Introduction¹

1. Le Gouvernement de la République de Madagascar (Gouvernement de Madagascar) et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) ont signé le 18 décembre 2007, un accord pour le financement du Programme de soutien aux pôles de micro-entreprises rurales et aux économies régionales (PROSPERER). L'accord est entré en vigueur le 28 avril 2008 et le premier décaissement sur les fonds du prêt FIDA a été effectué le 20 mai 2008. Deux prêts supplémentaires du FIDA ont été approuvés puis mis en vigueur respectivement le 17 septembre 2013 et le 31 décembre 2015. La date d'achèvement du programme est prévue pour le 31 décembre 2021 et la clôture des prêts et dons du FIDA pour le 30 juin 2022.

2. Le coût total du programme est de 65,1 millions USD dont : 46,3 millions financés par le FIDA; 5 millions par OFID; 0,61 million par UNCDF ; 9,4 millions au titre de la contribution nationale ; et 3,8 millions pour la contribution des bénéficiaires.

3. L'objectif général du programme PROSPERER est de promouvoir l'augmentation des revenus par la consolidation des micro-entreprises rurales au niveau local et régional. Les objectifs spécifiques sont de: (i) créer et appuyer un réseau d'organisations professionnelles, de corps de métiers et de fédérations interprofessionnelles qui répondront aux besoins de développement des entreprises rurales; (ii) contribuer à l'élaboration d'un cadre institutionnel et de la politique nationale en matière d'appui aux micro-entreprises rurales; (iii) améliorer la compétitivité des micro-entreprises rurales pour renforcer les performances des clusters et filières au sein de pôles économiques régionaux; (iv) permettre aux entrepreneurs d'accéder à des services financiers et non financiers pérennes ainsi qu'aux marchés dans un environnement favorable de gestion de risques; et (v) créer un environnement structurant favorisant la modernisation des filières rurales.

4. Le programme est structuré autour de 5 composantes: (i) identification et mobilisation des MER, des PER et structuration des interprofessions; (ii) services d'appui aux micro-entreprises rurales et formation professionnelle; (iii) finances rurales et gestion des risques; (iv) infrastructures de marché et investissements structurants; et (v) suivi-évaluation, capitalisation et communication.

5. Le programme intervient dans 35 districts répartis dans neuf régions² géographiques dont quatre nouvelles couvertes à partir d'octobre 2013 dans le cadre du 1^{er} prêt additionnel du FIDA. Le programme est placé sous tutelle du Ministère auprès de la Présidence en charge de l'Agriculture et de l'Elevage (MPAE), et piloté par le Ministère de l'Industrie et du Développement et Secteur Privé et des PME (MIDSPP) et le Ministère du Commerce et de la Consommation (MCC). Il est exécuté par la Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie de Madagascar (FCCIM) à travers son réseau de Chambres de Commerce et d'Industrie Régionales (CCI). L'Equipe Nationale du programme (EPN) est rattachée à la FCCIM sur le plan institutionnel et les Equipes Régionales aux CCI régionales.

6. Dans ce cadre, la huitième mission conjointe FIDA et Gouvernement de Madagascar de supervision du programme s'est déroulée à Madagascar du 10 au 21 juillet 2017. La mission avait pour objectif de passer en revue l'exécution technique et financière du programme, notamment le degré de mise en œuvre du PTBA 2017 et des recommandations de la mission de supervision de mars 2016 et de la mission de suivi d'octobre 2016. Elle a fait le point notamment sur: (i) l'exécution des activités pendant la période sous-revue et l'appréciation des progrès réalisés; (ii) la durabilité des

¹ Composition de la mission: La mission était conduite par Mr Ibrahim Bamba, CPM FIDA, et composée de : Mr Damien Ngendahayo, Consultant principal, Mme Rachel Senn, CPO, en charge des aspects de gestion de savoirs et communication, Mr Raoul Sanon, Consultant spécialiste en agriculture contractuelle, Mr Issa Takou Soulemane Djobo, Economiste, Consultant en finance rurale, Mme Tantely Randrianasolo, Responsable du Suivi-évaluation de AROPA, Mme Oumou Wane Toure, Consultante en gestion financière et coordination, et Mr Hery Rahaingo, Contrôleur interne à la CAPFIDA. Du côté de la partie nationale, la mission était composée de : Mr Joelisoa Rakotonandrasana, Chargé du Suivi des Projets/DDP/MFB, Mr Bruno Rakotomalala, Chargé de la coordination des projets et programmes, DPSE/MPAE, et Mr Nirina Navalona Razoelimalalaniaina Ratsimba, DADFV/MPAE.

² Les 5 anciennes régions sont : Analamanga, Haute Matsiatra, Itasy, Sofia, et Vatovavy Fitovinany et les 4 nouvelles régions sont: Analanjirofo, Atsinanana, Boeny et Bongolava.

acquis du programme; (iii) le système de suivi-évaluation en s'assurant que les indicateurs SYGRI sont collectés et analysés; (iv) la qualité de la gestion administrative et financière; (v) les recommandations de l'audit des comptes de l'exercice 2016; et (vi) le degré de mise en œuvre des clauses de l'Accord de financement.

7. A Antananarivo, la mission a été reçue par Mr Pierrot Serge RANDRIANARITIANA, Secrétaire Général du MPAE, le 10 juillet 2017. Elle a tenu des séances de travail avec l'EPN, la FCCIM, l'APIMF, la CNFI, la DDP et la DCP du MFB. Au cours de ces séances, la mission a pris connaissance de l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme et la collaboration de l'EPN et des équipes régionales (EPR) avec les partenaires clés impliqués dans la mise en œuvre de PROSPERER.

8. Du 11 au 15 juillet 2017, la mission a visité la zone du programme, particulièrement dans les communes rurales des régions de Analamanga, Bongolava, et Itasy, où elle a rencontré les autorités locales, tenu des réunions avec les EPR et opérateurs partenaires (CCI, Directions régionales, GUMS, CSA, IMF, et PSE), les MER, GVEC, CAPAG, conseillers d'entreprise, et partenaires du secteur privé. Au cours de ces visites de sites, la mission a recueilli les avis et suggestions des partenaires et acteurs de PROSPERER sur l'amélioration des performances du programme.

9. Au terme de la mission, une réunion de synthèse a eu lieu au siège de PROSPERER, le 20 juillet 2017 avec l'équipe du projet. Une réunion de restitution présidée par le Directeur Général de l'Agriculture, s'est tenue le 21 juillet 2017, au siège du MPAE. La mission a attiré l'attention de l'EPN et des EPR sur les mesures à prendre pour améliorer l'efficacité du programme et la durabilité des résultats. Le présent rapport retrace les principales conclusions et recommandations de la mission.

10. La mission remercie les Autorités nationales et locales, les représentants des ministères, les partenaires et les populations locales, pour leur accueil et leur hospitalité. Elle tient à féliciter l'EPN et les EPR pour les présentations des activités ainsi que pour l'organisation remarquable des visites de terrain, qui ont permis à la mission d'effectuer des visites simultanées dans différents districts appuyés par le programme. Des fiches détaillées des sites à visiter ont été fournies aux membres de la mission, ce qui a facilité leur compréhension des activités réalisées sur ces sites.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du programme

11. Le programme a été conçu pour (i) identifier les opportunités de marché et d'accompagner les opérateurs à les exploiter avec des produits, répondant aux exigences du marché; (ii) rendre disponibles les services non financiers répondant aux besoins des MER afin d'induire une amélioration de la productivité, de la qualité, de la valeur ajoutée et des revenus; (iii) intégrer des innovations au sein des filières par la mise en place et l'opérationnalisation des CDDT; (iv) mettre en place et rendre opérationnels des mécanismes financiers favorisant la contribution des banques et des IMF au financement des acteurs des filières; (v) améliorer la qualité, la valeur ajoutée et la régularité des produits, à travers la mise en place d'infrastructures de soutien aux filières.

12. Après 9 années de mise en œuvre, les performances du programme sont jugées satisfaisantes, car la plupart des effets attendus sont en cours d'être réalisés. A titre indicatif: (i) le programme a appuyé 55 939 MER³ sur 61 000 prévues, soit un taux de réalisation de 92%; (ii) 29 295 MER (52% des MER appuyées) ont un revenu supérieur au seuil⁴ de la pauvreté; (iii) le taux de satisfaction des MER par rapport aux services rendus par les OP, les corps de métiers, et les fédérations interprofessionnelles atteint 84% contre 75% prévu; (iv) le taux d'augmentation du chiffre d'affaire consolidé des MER est estimé à 41% contre 50% prévu; (v) le nombre cumulé de nouveaux emplois créés est d'environ 54 300 contre 60 000 prévus; et (vi) 93% de MER/PER appuyées bénéficient des services non financiers. Les faibles performances du programme s'observent au niveau (i) du cadre institutionnel et de la stratégie des MER/PER qui ne sont pas encore mis en place; (ii) des investissements collectifs de soutien aux filières qui ne sont pas pleinement exploités; et (iii)

³ 72% des MER sont intégrées dans les filières agricoles

⁴ Seuil 2015 = 654 775 MGA

du pourcentage des MER/PER appuyées bénéficiant des services financiers estimé seulement à 15% contre 50% prévu.

13. En termes de réalisation de produits clés attendus, le programme a: (i) appuyé la mise en place de 190 couples OP/OM sur une prévision de 280, soit un taux de réalisation de 68%; (ii) identifié, appuyé et inséré 24 700 MER dans les couples sur une prévision de 30 000 (82%); (iii) habilité 476 AGB/OP/clusters à rendre des services à leurs membres contre 800 prévus (60%); (iv) inséré/installé 4 503 jeunes sur une prévision de 6 100 (74%); (v) facilité l'accès de 8 653 MER au crédit (29% de la prévision) pour un montant de 3,46 millions USD contre 6 millions prévus (58%); (vi) attiré un investissement d'environ 5 millions USD du secteur privé en favorisant le PPP, soit le double du montant prévu; et (vii) mise en place de 140 investissements collectifs de soutien aux filières sur une prévision de 210 (70%).

14. La démarche du programme est assez efficace et conforme dans les grandes lignes à l'approche prévue dans le document du FA - II. Cette efficacité se base sur: (i) l'articulation marché – produits; (ii) le développement des technologies et l'amélioration de la compétitivité des couples OP/OM; (iii) l'amélioration de la qualité et la diversification des produits des MER; (iv) le renforcement et la diversification des services de développement des entreprises, ainsi que leurs modes de fourniture; (v) la facilitation de l'accès des MER au financement; (vi) la qualité des investissements ayant permis de mobiliser les ressources du privé; (vii) l'élaboration de la politique de soutien aux MER.

15. Bien que les interventions du programme aient permis d'améliorer la compétitivité et les revenus générés par les MER, la grande majorité des couples OP/OM et des MER participant à la vie de ces couples, demeurent encore fragiles. De plus, les limites du modèle GUMS de première génération et la contractualisation directe des appuis aux MER avec les CE, ne rassurent pas quant à la durabilité de l'offre de services de développement aux entreprises.

16. Enfin, il faut noter que malgré la mise en place du FA - II, les défis du programme après 9 ans de mise en œuvre sont encore énormes. Il s'agit de la nécessité de: (i) poursuivre l'identification des opportunités de marché et d'assurer leur approvisionnement en renforçant les couples existants et promouvant des nouveaux couples OP/OM, capables de produire dans le respect des exigences du marché; (ii) assurer l'accès durable des MER aux services non financiers sur des bases marchandes en promouvant des dispositifs d'appui-conseil pilotés par le secteur privé; (iii) poursuivre la promotion des couples OP/OM pour faciliter l'accès des MER au crédit; (iv) valoriser les infrastructures/équipements mis en place, pour promouvoir la qualité et les ajouts de valeur; et (v) renforcer l'environnement commercial et réglementaire des filières. Il apparaît donc important de (i) poursuivre la consolidation des couples existants tout en visant leur approfondissement dans le sens d'une intégration en leur sein, des mécanismes de fourniture de biens et services nécessaires au développement des MER; (ii) appuyer les OM dans la conception et la mise en œuvre de stratégies de compétitivité pour faire face à la concurrence sur les marchés internationaux notamment; et (iii) renforcer les couples OP/OM en vue de leur alignement sur les bonnes pratiques.

17. Sur le plan financier, le montant déboursé cumulé au 30 juin 2017 est de 37,6 millions USD sur un financement total de 65,1 millions USD (incluant le prêt initial de 17,788 millions USD et les deux prêts supplémentaires FIDA de 11,200 millions USD et de 16,997 millions USD entrés en vigueur respectivement en septembre 2013 et décembre 2015), soit un taux de déboursement de **58,7% tous financements confondus**. Le financement FIDA est déboursé à hauteur de 99,88 % sur le prêt initial; 97,67% sur le premier financement additionnel; et 9,24% sur le deuxième financement additionnel. Le don FIDA est décaissé à hauteur de 19,81%. En ce qui concerne les autres financements, le déboursement cumulé est de 93,71% pour le prêt OFID, 47% pour la contribution du Gouvernement Malagasy, et 14 % pour la contribution des bénéficiaires enregistrée à ce jour.

18. L'exécution financière cumulée du programme est de **56%**, tous financements confondus et de 63% sur les 3 prêts FIDA.

19. L'analyse de l'efficacité dans la mise en œuvre du programme à travers le ratio Dépenses de Fonctionnement, Salaires et Indemnités / Financement total montre que l'exécution a été performante

sur les deux premiers prêts, avec un ratio effectif de 19% sur les fonds des deux premiers prêts, contre un ratio prévisionnel de 16%, malgré le passage de 5 à 9 régions sur trois années et demi: de 2014 à juin 2017. Avec le troisième prêt et le don, le taux prévisionnel est toujours de 16% et le ratio effectif à ce jour est de 12%.

C. Produits et effets

Composante 1: Identification, mobilisation des MER, des PER et structuration des interprofessions

20. Cette composante est structurée en 2 sous-composantes, analysées ci-dessous: (i) inventaire régional, validation des MER et dispositif d'appui local; et (ii) renforcement des structures professionnelles et de l'interface public-privé. Sa **réalisation physique cumulée** au 30 juin 2017 est de 68% et son exécution financière cumulée de 63%. Le taux de **réalisation physique et financière du PTBA 2017** de la composante s'établit respectivement autour de 44% et 35% au 30 juin 2017. Les taux de réalisation physique des sous composante 1.1 et 1.2 sont respectivement de 42% et 46%. Ces taux de réalisation s'expliquent essentiellement par la non mise en œuvre, au premier semestre, des principales activités suivantes: (i) la formation des conseillers en entreprise en approche chaînes de valeurs ajoutées; (ii) la mise en place de nouveaux GUMS; (iii) l'élaboration du cadre réglementaire pour la promotion des MER et l'exportation; (iv) la mise en place d'un système de veille.

Sous-composante 1.1: Inventaire régional, validation des MER et dispositif d'appui local

21. **Priorisation des chaînes de valeur.** La mission constate que les EPR se focalisent sur un nombre réduit de filières dites «prioritaires». Elle accorde une grande importance au respect de cette orientation. *Toutefois, elle recommande que la stratégie d'intervention du programme reste flexible pour permettre une réactivité: (i) aux signaux des marchés des produits agricoles et aux opportunités à saisir en cours de mise en œuvre; (ii) aux nouveaux projets économiques qui pourraient être proposés par des acteurs organisés; et (iii) aux résultats, à la crédibilité et au dynamisme des OM déjà partenaires du programme et qui envisageraient d'intervenir sur de nouvelles filières pour lesquelles des opportunités de marché, d'investissement, de création d'emplois et de richesses au profit du groupe cible existent. Le choix des filières devra toutefois respecter les critères élaborés par le programme.*

22. **Promotion du couple OP/OM.** La promotion des couples OP/OM, comme mode d'organisation des acteurs au sein des filières et comme stratégie d'insertion durable des MER dans l'économie de marché, est pratiquement érigée au rang de pratique nationale à Madagascar. Plusieurs stratégies pour assurer l'implication des OM dans la mise en œuvre, ont été testées par le programme et ont produit des résultats probants (négociations avec des OM de moyenne-grande envergure, appui à des filières non conventionnelles, appui à des chaînes d'approvisionnement existantes, appel à manifestation d'intérêt, etc.).

23. Au niveau des régions, plusieurs couples sont opérationnels sur les filières variées. Il s'agit entre autre de : Analamanga (haricot vert, miel, rabane, artisanat, poissons, etc.), Itasy (ananas, papaye, haricot), Atsinanana (litchis, maïs, miel), Bongolava (baie rose, maïs), Haute-Matsiatra (fruits), Sofia (mangue, haricot blanc, black-eyes, maïs, vanille, cire d'abeille), et Boeny (mangue, maïs). Au 30 juin 2017, les appuis ont concerné 32 couples OP/OM sur 133, soit un taux d'exécution de 24% par rapport aux prévisions du PTBA. Environ : (i) 15 326 sur 13 461 MER ont bénéficié des appuis du programme (114%); (ii) 16 155 MPER sur une prévision de 14 082 ont intégré les couples OP/OM en 2017 (115 %). Le Chiffre d'Affaire des couples OP/OM pour le premier semestre 2017 est de 3 108 801 USD contre une prévision 3 633 653 (86%). De plus, la mission a constaté que les investissements réalisés par le programme ont exercé un effet de levier sur les investissements du secteur privé. En effet, selon la documentation fournie par le programme, sur un volume de financement total de 296 505 USD pour la promotion des couples OP/OM, la contribution du secteur privé (y compris les OP) s'élève à plus de 5 millions⁵ USD contre 116 695 USD pour le programme.

⁵ Dont 4,5 millions euros de la société SCRIMAD pour l'usine de transformation de fruits et légumes approvisionnée par les OP appuyées par PROSPERER

Ceci signifie que 1 USD investi par le programme a permis de lever 43 USD auprès du secteur privé, ce qui est une très bonne performance et un niveau d'efficacité élevé. Une analyse poussée de la contribution du secteur privé montre que les investissements ont porté sur les intrants, les équipements, le co-financement avec PROSPERER des infrastructures, la fourniture de plants aux producteurs, le traitement biologique et phytosanitaires des plantations, l'encadrement des producteurs, le soutien au fonctionnement des coopératives (ex. HAVAMAD verse 2% du CA aux coopératives pour leur fonctionnement).

24. Les activités réalisées au premier semestre 2017 comprennent: (i) 4 études sur les opportunités de marchés sur 26 (16,5%); (ii) une base de données sur les OM sur 3 (33%); (iii) 86 MER/OP identifiées et validées sur une prévision de 141 (61%); (iv) 45 diagnostics de couples OP/OM réalisés sur 92 (47%); (v) 42 ateliers d'identification des contraintes et d'élaboration de plans de mise à niveau sur 76 prévus (55%); et (vi) 44 ateliers de négociation commerciales entre OP et OM, tenus sur une prévision de 98 (45%).

25. Toutefois, la mission constate que la faible compétitivité des couples OP/OM et les clusters, risque d'entraver le processus d'amélioration des revenus des MER/PER. A titre d'illustration, le cluster « union des coopératives baie rose TSIROANOMANDIDY qui a commercialisé 5 359 kg en 2016 a mis sur le marché 4 309 kg de baie rose de grade 3 au prix de 6 000 MGA le kg contre seulement 28,5 kg de grade 1 au prix de 31 000 MGA le kg. *La mission recommande d'appuyer les couples OP/OM et les clusters à élaborer et à mettre en œuvre de plans de compétitivité en vue d'inverser cette tendance.* Ces plans de compétitivité simplifiés devront être élaborés selon le processus suivant: (i) analyse des pratiques actuelles et leur conséquences sur les rendements, la qualité etc.; (ii) mesures envisagées; (iii) planification des activités; (iv) coûts; (v) rôles et responsabilités; et (vi) dispositif de suivi et évaluation. *La mission recommande également l'appui aux couples OP/OM et aux clusters dans l'élaboration d'outils de soutien au dialogue pour assurer la transparence et la confiance entre acteurs.*

26. **Diversification de modèles de couples OP/OM.** Des couples OP/OM de type nouveau ont été mis en place par le Dispositif d'Appui à la Commercialisation (DAC) mis en place par le programme au sein de la FCCI. Il s'agit: (i) des chaînes courtes d'approvisionnement des hôtels et des Supermarchés, tel que SHOPRITE, en fruits et légumes par les MER; et (ii) de l'appui à la professionnalisation des chaînes traditionnelles d'approvisionnement des marchés locaux ou des OM par les collecteurs locaux sur des bases contractuelles. Ces chaînes d'approvisionnement traditionnelles pilotées par les collecteurs locaux et portant sur des quantités importantes, existent et méritent d'être accompagnées. Les deux expériences sus-mentionnées méritent d'être analysées en vue d'élaborer une démarche d'appui aux chaînes existantes qui offre des opportunités d'augmentation du nombre des couples OP/OM (appui à élaboration et la mise en œuvre de plans de compétitivité). De plus, l'expérience d'Itasy montre que l'approfondissement de ces chaînes d'approvisionnement peut offrir des opportunités de développement de nouvelles fonctions pour les intermédiaires (collecteurs locaux). En effet, dans le cadre de la collaboration entre AGRIVAL et les OP dans cette région, les nouvelles fonctions animées par des collecteurs portent sur la mise en place des intrants, le groupage des produits et le paiement des sommes dues aux producteurs, pour le compte de l'OM. *La mission recommande d'élaborer une approche basée sur le renforcement des fonctions des collecteurs locaux en vue de leur participation dans le schéma OP/OM.* L'approche pratique pour accompagner les chaînes traditionnelles reposera sur: (i) l'analyse des relations au sein de la chaîne; (ii) l'élaboration et mise en œuvre de plans de mise à niveau; (iii) l'appui à la contractualisation.

27. Enfin, la mission constate un déséquilibre entre régions dans les domaines de la promotion des couples OP/OM. En effet, la répartition des couples OP/OM selon les régions montre que certaines sont pratiquement dépourvues de couples OP/OM par manque d'OM. Ce déséquilibre est présenté comme suit: (i) les régions qui enregistrent un nombre satisfaisant de couple OP/OM, notamment Analamanga et Itasy, comptent respectivement 43 et 32 couples contre 8 et 12 couples respectivement pour les régions Atsinanana et Analanjirofo. Cette situation se répercute également sur le nombre de MER insérées dans les couples qui varie entre 8 347 (Analamanga) et 425 (Analanjirofo). Aussi, la mission *recommande de mettre en place une stratégie de PPP pour saisir les opportunités de: (i) couvrir de nouvelles zones ou de nouvelles filières à partir des OM déjà collaborant avec le programme; (ii) soutenir les couples OP-OM pour la conduite d'étude*

prospectives dans les zones faiblement touchées en vue d'identifier les opportunités d'investissements; (iii) soutenir les couples OP-OM dans leur démarche d'identification de marché.

28. **Mise en place de GUMS.** La mise en place des GUMS est l'une des activités principales du programme. Depuis mai 2015, aucun GUMS n'a été mis en place. Cependant, la mission a apprécié la mise en place d'un dispositif de fourniture de biens et services aux OP par le secteur privé (intrants, équipements, appui-conseil, groupage et transport des produits). Ce modèle mis en place par AGROBOXX CENTER et la coopérative TSABROSE est assez innovant avec des perspectives de viabilité financière certaine car rémunéré par les commissions versées par l'OM pour l'ensemble de fonctions animées. Les chances de durabilité de ce modèle sont assez élevées car basé sur les acteurs directs des filières.

29. **Renforcement des capacités des dispositifs d'appui conseil aux entreprises y compris les GUMS.** En vue de renforcer et diversifier l'offre de conseil dans sa zone d'intervention d'une part et dans le souci de faire fonctionner durablement les GUMS au profit des MPER, d'autre part, les appuis du programme s'inscrivent depuis son démarrage dans le renforcement des capacités des GUMS. Toutefois, la mission estime que la problématique de la pérennisation des GUMS reste entière après plusieurs années d'expérimentation. En effet, les options testées par le programme et portant sur le paiement, sous la forme d'un pourcentage du chiffre d'affaires des services reçus, sont insuffisants et non récurrents pour assurer la viabilité des GUMS dans le temps. Aussi, le défi de l'autonomie financière des GUMS reste entier et est lié à la faible capacité de paiement des MER naissantes et des couples OP/OM encore fragiles dans la quasi-totalité des cas. Pour le premier semestre 2017, les actions de renforcement des capacités ont porté sur 8 sessions de formation des conseillers d'entreprise et de leurs superviseurs sur une prévision de 15 (53,33%).

30. **Dispositif de Centre de Démonstration et de Diffusion de Technologie (CDDT) et le Fonds de Financement Coût Partagé (FFCP).** Depuis la RMP en 2012, le programme a amorcé le processus de mise en place des CDDT (comme vitrine pour la démonstration et l'essai de nouvelles techniques) dans l'objectif de: (i) démontrer en milieu contrôlé et de comparer aux démonstrations en milieu paysan, des modèles de paquets technologiques d'intensification et de valorisation des produits agricoles; (ii) fournir aux MER un dispositif d'information et de référence permanent sur les technologies proposées, ainsi que (iii) promouvoir un lieu spécialisé d'échange et de formation. Le programme a également mis en place une FFCP pour faciliter l'accès aux équipements promus, en vue de faciliter le conseil et la formation sur les problématiques d'intensification et de valorisation des produits. Au cours de l'année 2017, les réalisations du programme ont porté sur: (i) 45 CDDT mis en place sur 55 (82%); (ii) 5 FFCP régionaux opérationnalisés sur 7 (71%); (iii) 16 983 USD de subventions accordées sur une prévision de 281 560 (6,5%). Le programme a obtenu de résultats prometteurs dans la diffusion des technologies. A titre indicatif, on peut citer pour les régions de Itasy et Bongolava, l'introduction d'équipements manuels pour le broyage des résidus de récolte pour la production de la fumure organique dans la filière haricot vert avec au moins 4 575 adoptants, l'adoption du «goutte à goutte» (465 adoptants), etc. *La mission recommande la poursuite de cette activité.*

Sous-composante 1.2: Renforcement des structures professionnelles et de l'interface public-privé

31. **Renforcement des CCI.** L'appui à la FCCIM est dorénavant orienté vers la mise en place et l'appui au fonctionnement d'un dispositif d'appui à la commercialisation (DAC) comprenant 8 agents commerciaux en charge de la prospection commerciale, du marketing, de la qualité et de la mise en couple avec les OM. Ce dispositif est désormais opérationnel au sein de la FCCIM depuis août 2016 et a pour objectifs entre autres de: (i) favoriser, renforcer, développer et promouvoir les échanges commerciaux entre acteurs en optimisant le réseau des CCI et de la FCCIM et en s'appuyant également sur les organisations intermédiaires regroupant le secteur privé (groupements patronaux, sectoriels) aux niveaux local, national, régional et international; (ii) insérer les MER au sein des marchés durables tout en favorisant le renforcement de leur capacité dans le sens de leur alignement aux exigences du marché; (iii) appuyer les CCI dans leur mission d'accompagner leurs ressortissants par des services d'appui à l'accès au marché. De plus, les CCI régionaux ont bénéficié de formations diverses et appuis adaptés à leur contexte.

32. Au 30 juin 2017, 746 MER ont été soutenues par le DAC. Les activités réalisées au profit des MER sont : (i) la tenue de 2 ateliers filières ayant connu la participation de 156 MER; (ii) la recherche de marché au profit de 517 MER ; (iii) la formation de 30 MER (représentant 17 coopératives) en agriculture contractuelle; (iv) l'animation de séances de négociation OP/OM au profit de 37 MER ; et (v) la formation de 6 MER en approche chaîne de valeur ajoutée. Enfin, la rencontre tenue avec l'équipe du DAC a permis de constater que les nouvelles orientations définies dans le cadre de ses interventions sont prometteuses. Il s'agit de l'identification et la mise à l'échelle des pratiques innovantes. *Ceci nécessitera un processus de renforcement des capacités des conseillers du DAC.*

33. **Renforcement des organisations professionnelles.** En 2017, le programme a poursuivi les activités de création/consolidation des AGB/OP et clusters et a enregistré des résultats variables. Au total, les réalisations du programme à la date du 30 juin ont porté sur: (i) 11 clusters créés sur 12 (95%); (ii) 197 AGB/OP consolidées sur 248 (79,44%); (iii) 12 clusters consolidés sur 20 (60%); (iv) 1 organisation des bénéficiaires des infrastructures constituée sur 21 (4,76%); (v) 42 organisations de bénéficiaires d'infrastructures appuyées sur 110 (38,18%); (vi) 2 ateliers de concertations multi-acteurs (PCAF) sur une prévision de 10 (20%). Du fait de l'importance des filières agricoles comme constaté par la mission de mars 2016, *la mission réitère la recommandation relative à la collaboration avec les Chambres d'Agriculture et les CSA* notamment autour des plans de développement à moyen terme des filières et des plans de compétitivité des couples OP/OM, en vue d'une clarification des rôles dans la mise en œuvre des plans de mise à niveau.

34. **Concertation multi-acteurs.** Pour faciliter la concertation/coordination et l'appui aux filières, le programme a initié depuis son démarrage un processus de mise en place des PCAF, au sein des filières soutenues. La mission note que les PCAF constituent une innovation institutionnelle importante pour assurer un bon pilotage des filières. Toutefois, elle constate que ces PCAF ne sont pas dotées de Plan de Développement à Moyen Terme de leur filière (donc de vision) d'une part et ne sont pas dotées d'outils de soutien au dialogue, d'autre part. *Elle recommande que des appuis soient organisés à leur profit pour combler ces insuffisances en vue de renforcer les PCAF et de développer au sein des OP une meilleure compréhension des conditions en amont et en aval. Elle recommande également: (i) la mise en œuvre d'un plan de formation au profit des PCAF en matière d'animation du processus de dialogue Public-Privé ; (ii) l'appui à l'élaboration d'outils de soutien au dialogue au profit des PCAF.*

35. **Politique de soutien aux MER.** Un processus est en cours et implique les ministères concernés sur les enjeux stratégiques en lien avec la promotion des MER. Dans cette perspective, les termes de référence sur l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale de développement de l'entrepreneuriat rural à Madagascar ont été finalisés par le Ministère de l'Industrie et du Développement du secteur privé (MIDSP) et le processus de recrutement est en cours de finalisation.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
1. Accompagner les PCAF, les couples OP/OM dans l'élaboration des PDMT des filières et des plans de compétitivité des chaînes d'approvisionnement	EPR	Immédiat
2. Elaborer une approche basée sur la fourniture des biens et services aux MER/PER par le secteur privé	EPR	Immédiat
3. Renforcer les capacités des conseillers du DAC sur l'accompagnement des chaînes de valeur ajoutée	FCCIM	Immédiat
4. Accélérer l'appui à l'élaboration de la politique de soutien aux MER et prévoir l'appui à l'élaboration d'une loi visant l'encadrement des relations au sein des couples OP/OM	EPN/MIDSP	Immédiat

Composante 2: Services d'appui aux micro-entreprises rurales et formation professionnelle

36. Cette composante comprend deux sous composantes à savoir: (i) Services d'appui adaptés aux micro entreprises rurales existantes; et (ii) Formation professionnelle et apprentissages fondamentaux. Le taux de réalisation physique et financière de la composante s'établit respectivement autour de 34 % et 23% au 30 juin 2017. Les taux de réalisations physiques des sous composante 2.1 et 2.2 sont respectivement de 46% et 22%. Ces taux de réalisation s'expliquent essentiellement par la programmation dans le second semestre de la mise en œuvre des principales activités suivantes: (i) l'identification et la mise à niveau des PSE- diagnostic d'entreprise et business

plan ; (ii) la constitution du réseau des PSE; (iii) la formation des PSE en gestion, marketing et commercialisation, en culture entrepreneuriale, en culture d'épargne et de crédit; (iv) diagnostic-accompagnement en label et certification; (v) foires organisées par CCI/PROSPERER; (vi) participation des MER et des couples OP/OM à des événements commerciaux; (vi) opérationnalisation du système d'information sur les marchés adapté aux besoins des MER/PER ; et (vii) recrutement des nouveaux CE en appui-conseil- accompagnement des jeunes.

Sous-composante 2.1: Services d'appui adaptés aux micros entreprises rurales existantes

37. Identification et mise à niveau des capacités des différents types de prestataires de services externes (PSE). Le programme a obtenu des résultats jugés faibles dans le processus d'identification et de renforcement des capacités des PSE dans le sens de la densification de l'offre des services aux MER. En effet, au cours de l'année 2017 aucun prestataire n'a été identifié. Toutefois, le programme a poursuivi ses actions de renforcement des capacités des anciens PSE partenaires sur des thèmes variés, en vue de diversifier leurs offres. Au total, le programme a enregistré les résultats suivants: (i) 15 PSE formés en technique et qualité sur 10 prévus (soit 150%); (ii) 26 PSE formés en ingénierie de la formation sur 102 (25,49%). De plus la mission constate que le profil des PSE est fortement orienté vers le conseil généralisé (en dehors des activités de mise en marché des produits) pour lesquels les MER n'associent pas une valeur en terme de création de revenus et qui puissent les motiver à payer les services qui leur sont offerts. La mission note LECavec satisfaction que certains arrangements contractuels OP-OM intègrent le développement des capacités techniques des prestataires internes ou internes aux couples. A titre d'exemple, le contrat avec LECOFRUIT intègre la formation des techniciens et des superviseurs agricoles et l'appui à la mise en place des référentiels sur les métiers agricoles et sur la formation, en collaboration avec FORMAPROD. *La mission recommande, en partenariat avec FORMAPROD, de poursuivre l'identification et la formation des PSE dans les nouveaux métiers de l'agriculture (prestataire de services de greffage, de traitement phytosanitaire, de services de labour etc.) en vue de diversifier l'offre de services.*

38. Renforcement des capacités des MER. Les activités de renforcement des capacités des MER décrites dans les plans de mise à niveau ont porté sur des thèmes transversaux, comme la gestion, le marketing que des thèmes spécifiques à un nouveau marché ou pour répondre aux exigences de nouvelles filières. Les activités réalisées dans le sens du renforcement des capacités des MER ont porté sur: (i) 233 business plan élaborés au profit des MER/PER sur une prévision de 1 375 (16,95%) ; (ii) 1 274 MER accompagnées par les CE sur 2 566 (49,65%) ; (iii) 1 228 MER formées en technique et qualité sur 3 647 (33,6%) ; (iv) 1 122 PER formées en cascade en technique et qualité sur 4 185 (26,81%) ; (v) 467 MER/PER formées en gestion sur 2 419 (19,31%) ; (vi) 308 MER/PER insérées dans les filières formées en marketing et commercialisation sur 1 974 (15,60%); (vii) 342 MER formées dans la filière bambou sur une prévision de 648 (52,78%); (viii) 303 MER/PER formées dans des domaines diverses sur 2 239 (13,53%); (ix) 2 diagnostic-accompagnement en emballage sur 5 (40%); et (x) 2 agents commerciaux recrutés sur 5 (40%).

39. Qualité de la démarche d'intervention du PROSPERER en matière de promotion de MER insérées dans les filières. Le programme a su élaborer au cours du temps des orientations sur les méthodologies, les outils et les approches de développement des MER. Les acquis du programme portent sur: (i) l'articulation marché – produits; (ii) la facilitation de l'accès des MER aux services financiers et non financiers; et (iii) la diffusion des technologies en vue d'améliorer la compétitivité des MER, grâce à l'amélioration de la qualité des produits des MER.

40. Enfin, en termes de mode d'intervention, PROSPERER a su élaborer et valider un processus pratique pour appuyer les MER. Ce processus comprend sept (07) étapes essentielles, à savoir: (i) l'information/sensibilisation; (ii) l'identification des opportunités de marché par le repérage et la sensibilisation des OM ; (iii) l'identification des MER ; (iv) le diagnostic participatif avec le promoteur et l'élaboration de plan d'appui; (v) le couplage OP/OM; (vi) la mise en œuvre des appuis y compris l'élaboration du plan d'affaire; et (vii) le suivi-évaluation des MER/PER élaboré dès la RMP, testé et continuellement amélioré et traduit sous forme de bonnes pratiques.

41. **Typologie des MER et stratégie d'intervention des dispositifs de conseil.** La mission de mars 2016 a recommandé d'établir la typologie des MER autour d'indicateurs incluant: (i) le nombre d'emplois par entreprise; (ii) le niveau du chiffre d'affaires; (iii) la pratique d'une activité de production agricole ou non agricole. La priorité du programme étant d'améliorer sa stratégie d'appui, *la mission recommande que dans les dispositifs de conseil, le suivi du processus d'appui à l'autonomisation des MER se fonde sur une typologie basée sur le niveau de maturité de ces MER en plus de la prise en compte des indicateurs précités.* Aussi, les critères de classification reposeront entre autres sur: (i) l'existence et la tenue d'une comptabilité simplifiée; (ii) l'autonomie en approvisionnement, production et commercialisation; (iii) l'existence de locaux appropriés pour la conduite de l'activité; (iv) la maîtrise des coûts de production; (v) l'optimisation des procédés de production garantissant la qualité et la compétitivité des produits; (vi) la définition claire de marché actuel et potentiel. Cette approche permettra d'organiser des appuis groupés et donc de réduire les coûts d'intervention.

42. **Appui au développement et à la promotion des filières.** L'articulation marché – produits; les activités de renforcement des capacités, la facilitation de l'accès des MER/PER aux services financiers et non financiers et la diffusion des technologies en vue d'améliorer la compétitivité des MER, sont au cœur de la démarche de PROSPERER. En partenariat avec les CCI, les principales activités ci-après ont été menées en 2017: (i) 21 voyages d'échange organisés au profit des MER sur 60 (35%); (ii) participation de 363 MER au voyage d'échange contre 1 037 (35%); (iii) 25 participations des MER aux foires organisées hors PROSPERER sur 25 (100%) avec une participation de 166 MER et couples OP/OM sur une prévision de 420 (39,59%); (iv) 7 AGB/OP/couples OP/OM participants à des foires internationales sur 155 (4,42%).

Sous-composante 2.2: Formation professionnelle et apprentissage des jeunes

43. Le programme a su élaborer une stratégie basée sur l'identification des opportunités d'emploi, de sous-traitance, comme porte d'entrée pour amorcer le processus d'apprentissage des jeunes. La démarche opérationnelle du programme repose sur: (i) *l'identification des opportunités de sous-traitance et d'emplois spécialisés au niveau des Petites et Moyennes Entreprises;* (ii) *l'identification des jeunes;* (iii) *leur mise en relation avec PROSPERER et/ou FORMAPROD;* (iv) *l'appui à l'installation après formation à travers la mise à disposition des kits;* (v) *le suivi;* et (vi) *éventuellement l'appui à l'insertion au sein des couples OP/OM.* Au premier trimestre 2017, les résultats suivants ont été atteints: (i) 25 jeunes inscrits dans les centres de formation professionnelles partenaires sur 295 (8,47%); (ii) 80 jeunes certifiés après formations professionnelles sur 323 (24,77%); (iii) 269 MER mis en apprentissage auprès des MER-hôtes sur 960 (28,02%). Au titre de la formation et la création des MER, le programme a enregistré les résultats suivants au 30 juin 2017: (i) 23 jeunes néo-entrepreneurs formés en création d'entreprise sur une prévision de 1 030 (2,23%); (ii) 335 jeunes bénéficiaires de kits de démarrage sur 1 030 (2,23%); (iii) 337 jeunes entrepreneurs accompagnés sur 1 628 prévus (20,70%); et (iv) 13 groupements des jeunes néo-entrepreneurs accompagnés sur une prévision de 53 (24,53%).

44. La mission constate que les réalisations du programme dans le domaine de la promotion des MER au profit des jeunes méritent d'être améliorées pour atteindre les objectifs fixés dans les différents PTBA. *Elle recommande de planifier les activités d'appui aux jeunes en partenariat avec FORMAPROD.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Planifier les activités d'appui aux jeunes en partenariat avec FORMAPROD	EPR	En continu

Composante 3: Finances rurales et gestion des risques

45. L'objectif de cette composante est de promouvoir le développement des MER par un meilleur accès à des services financiers (épargne, crédit) adaptés à leurs besoins, de manière pérenne et dans des conditions favorables de gestion des risques. Elle comprend deux sous-composantes: i) accès au crédit; et ii) outils de gestion de risque. Le taux de réalisation financière cumulée au 30 juin 2017 est de 39 %. Le taux global des réalisations physiques est estimé à 50%. Le taux des

réalisations physiques au 30 juin 2017 par rapport au PTBA 2017 est estimé à 37% et le taux de réalisation financière à 27%.

Sous-composante 3.1: Faciliter l'accès aux services financiers

46. Au 31 décembre 2015, le secteur de la Microfinance qui compte 30 IMF, dont 4 (OTIV Tana, OTIV «Littoral», PAMF, CECAM) qui mobilisent près de 70% de l'épargne et octroient 70% des crédits. Le secteur affiche des résultats positifs⁶ caractérisés principalement par: i) une hausse du taux de pénétration (29,6%); ii) une augmentation de la portée entre 2012 et 2015 estimée à 7,02%) des IMF surtout en milieu urbain; et iii) une croissance sur la même période des activités de crédit (40%) et d'épargne (52%). Cependant, l'intervention des IMF en milieu rural reste encore très faible faute d'équipe compétente dédiée et de l'inadéquation entre la demande et l'offre des produits.

47. **Accès des MER aux services financiers adaptés et pérennes.** Au 30 juin 2017, le projet a facilité l'accès de 8 653 MER au crédit (29% de la prévision) pour un montant de 3,46 millions USD contre 6 millions prévus (58%). Le montant total des crédits alloués aux MER par les IMF sur le premier semestre 2017 à travers le crédit à caution solidaire s'élève à 7 285 000 MGA soit 12% des objectifs fixés. A travers les GVEC et le FCM, 158 MER (16% de la valeur cible en 2017) ont été bénéficiaires de crédits. Le nombre de nouvelles MER membres ou clients des IMF s'élève à 21 et le montant des crédits alloués aux MER est de 164 385 500 MGA, 28 % des objectifs fixés.

48. En phase avec la Stratégie Nationale de la Finance Inclusive (SNFI 2013-2017) qui a pour objectif de permettre un meilleur accès à une diversité de produits et services financiers, le PROSPERER offre différentes facilités avec des conditions plus abordables et flexibles en termes de taux (7,5% contre 10% sur le marché) et de durée (18 à 36 mois contre 12 à 24 mois sur le marché). Il s'agit des facilités ci-dessous:

- **Fonds d'appui à l'entrepreneuriat (FAE).** Le FAE est mis en place pour faciliter l'accès des MER vulnérables aux IMF à travers une avance de paiement des frais d'adhésion, des parts sociales pour devenir membres et des frais de dossiers. Au 31 décembre 2016, le FAE a permis à 3 534 MER d'adhérer aux IMF. Essentiellement destiné aux MER individuelles et non aux groupements (GVEC, etc.). et avec la promotion des produits GCV et CCS, le FAE est moins utilisé par le Réseau CECAM, OTIV et PAMF. Ce fonds utilisé à 28% n'est pas à reconstituer.
- **Fonds d'appui institutionnel (FAI).** Ce fonds permet l'adaptation de nouveaux produits financiers par les IMF. Le FAI a été utilisé à 100% essentiellement par CECAM et PAMF, le partenariat de PROSPERER avec OTIV étant plus récent. A l'instar de toutes les facilités disponibles, l'utilisation de le FAI sera fondée sur les résultats.
- **Facilité d'investissement rural (FIR).** Le montant alloué à la FIR à la conception de PROSPERER a été revu à la baisse par la RMP, passant de 2 millions USD à 625 000 USD. Ce montant a été octroyé à 100% aux IMF partenaires. Les fonds FIR ont financé des équipements utilisés en majorité dans les filières agricoles. Il faudrait réaliser une étude d'effets et d'impacts de l'utilisation de ce fonds afin de motiver son éventuelle reconstitution.

49. Chaque bénéficiaire (OP, OM, IMF) a individuellement accès aux facilités FAE, FAI, FIR. Les IMF actuellement partenaires du projet sont: CECAM, OTIV Tana, PAMF et Vola Mahaso (qui a remplacé TIAVO). En l'absence d'équipes dédiées et compétentes au sein des IMF, leur engagement s'est limité aux facilités de PROSPERER. Dans le souci d'une meilleure utilisation des facilités, des réflexions ont été lancées pour le renouvellement des contrats avec les IMF. La mission recommande que le processus de reconduction du partenariat avec les IMF soit basé sur *un dossier de candidature qui comportera un plan de développement intégrant: i) les orientations stratégiques et l'évaluation institutionnelle; ii) un entretien avec le Directeur de l'IMF pour apprécier son engagement à élaborer un plan d'action axé sur les résultats et à mettre à disposition une équipe dédiée en l'absence d'un département finance agricole.*

⁶ Statistiques consolidées des IMF, CNFI, 2016

50. L'accès au crédit pour les MER/PER appuyées par PROSPERER reste insuffisant malgré une amélioration (5%) dans l'octroi des crédits par les IMF partenaires (CECAM surtout, PAMF et dernièrement OTIV). Parmi les facteurs favorables à l'accès au crédit pour les MER, on peut citer: i) l'octroi de crédit à travers les crédits à caution solidaire (CCS); ii) les campagnes de communication en finance rurale; et iii) l'opérationnalisation du FAE qui a facilité l'adhésion des MER naissantes aux IMF. D'une manière générale, seuls 14% des besoins de financement en agriculture sont couverts par les IMF car les produits financiers offerts sont rarement adaptés au profil des MER⁷: le coût élevé du crédit (mode de calcul et taux d'intérêt varié entre 1,5% et 4% le mois) permet difficilement de rentabiliser les crédits liés aux équipements agricoles et les garanties exigées ne sont pas adaptées au contexte rural. Notons que le coût de refinancement des IMF sur le marché peut atteindre 15% l'an, soit 1,25% par mois. Les partenaires du programme n'appliquent pas les meilleures pratiques (mode de calcul des intérêts: constant au lieu de dégressif), n'ont pas d'équipes dédiées (affectées exclusivement au financement de l'agriculture) et n'utilisent pas les nouvelles technologies (Finance digitale) pour une meilleure proximité. Par ailleurs, les connaissances limitées sur les sources de financement amènent généralement les producteurs pauvres avec un faible surplus commercialisable à une aversion pour le crédit agricole pour ne pas compromettre leur sécurité alimentaire (et même physique : risque d'emprisonnement) en cas de mauvaise récolte.

51. Afin d'améliorer davantage l'accès des MER naissantes au crédit, le programme aura à accompagner les IMF partenaires par des formations dans la conception de produits adaptés. *La mission recommande que le processus de formation de l'équipe des IMF soit basé sur le modèle de Coaching dans le processus de développement ou de révision des produits financiers. Il y aura une formation initiale sur le financement agricole et le développement de produits, suivi d'un accompagnement sur la conception et la distribution de produits. Ce sera pour une durée de 9 à 18 mois en fonction de produits.*

52. Plusieurs nouveaux produits financiers ont été créés pour les MER vulnérables. Il s'agit notamment du Crédit à Caution Solidaire (CCS), du Crédit avec Education (CAE), du Crédit Rural de Proximité (CRP) et de la Caisse Mixte (CM), dont la méthodologie et les caractéristiques sont les mêmes, dépendamment du contexte et des besoins. Un produit financier accessible aux MER est actuellement en train d'être testé par PROSPERER, il s'agit de l'approche GVEC qui consiste à organiser les producteurs ruraux vulnérables, non touchés et /ou difficilement couverts par les IMF partenaires, en groupements villageois d'entraide communautaire (GVEC) en vue de structurer leurs besoins et de les préparer à utiliser les services des IMF.

53. Les GVEC permettent de renforcer les capacités financières de leurs membres et de les initier aux crédits et les préparer à s'intégrer plus facilement dans la clientèle des IMF. Les membres des GVEC semblent apprécier les avantages de ces crédits internes (pas de garanties, confiance mutuelle) même s'ils ne satisfont qu'une partie de leurs besoins, le fonctionnement d'un GVEC s'apparentant à celui d'une tontine. Cependant, le mode de fonctionnement basé sur l'approche Epargne-Crédit avec les taux de 10% par mois ne sont pas de nature à permettre l'insertion des MER dans les filières porteuses. Pour plus d'efficacité, la mission recommande d'associer l'APIMF dans la mise en œuvre des activités d'éducation financière. *Les modalités de mise en place des GVEC de la seconde génération qui doit permettre l'articulation de ce mécanisme aux IMF se présentent comme suit: (i) la mise en place des GVEC se fera par un PSE avec l'intervention de l'APIMF pour l'éducation financière; (ii) il est prévu un pilotage de la finance digitale pour la mise en relation des GVEC avec une IMF. Le GVEC aura donc la latitude de retenir l'IMF de son choix; (iii) l'articulation entre le GVEC et une IMF se fera en fonction de la maturité des GVEC et le crédit interviendra suivant la méthodologie de groupe solidaire.*

Sous-composante 3.2: Outils de gestion des risques

54. Le PROSPERER offre deux facilités dans le cadre de la gestion des risques. Il s'agit de:

⁷ Stratégie Nationale de Finance Inclusive, Madagascar, 2012

- **Facilité de Partage de Risques (FPR).** La FPR est considérée comme «Une fenêtre du FIR». Il a comme objectif de faciliter l'accès des MER au crédit d'investissement à moyen terme et long terme par le partage avec les IMF du risque sur les crédits octroyés aux MER. Dans l'objectif de prioriser la création d'emplois auprès des jeunes et en conformité avec la recommandation de la mission de novembre 2013, le Collège de gouvernance de la FPR (MPAE, MFB, PAFIM) a décidé d'étendre l'utilisation de la FPR pour couvrir une partie du risque lié aux crédits à court terme octroyés aux jeunes ayant bénéficié de l'appui de PROSPERER. Cependant, le mécanisme de FPR est actuellement en «veille» suite à la suspension de l'accord de partenariat entre PROSPERER et PNUD/UNCDF. La FPR sera réactivée avec la mise en œuvre du dispositif sur l'utilisation des facilités.
- **Fonds de Financement à Coûts Partagés (FFCP).** Ce fonds qui est lié au CDDT (voir Composante 1) facilite l'acquisition d'équipements par les MER et diminue ainsi leur risque financier, puisque les MER doivent contribuer (par épargne ou par emprunt) à hauteur de 50% des montants nécessaires à l'achat des équipements envisagés. Ce fonds est devenu crucial comme alternative avec la consommation totale du FIR et la difficulté d'obtenir des crédits d'investissement auprès des IMF. Cependant, vu la complexité de passation des marchés, le FFCP n'a été consommé qu'à 7%.

55. Compte tenu du retard dans l'exécution de la composante 3, le programme a décidé de faire la promotion à grande échelle des produits et services financiers adaptés et accessibles aux MER naissantes dans toutes les régions. Il s'agit de: i) étendre la mise en place de services financiers adaptés aux besoins de MER naissantes tels que le Groupement villageois d'entraide communautaire (GVEC) et le Fonds de Cautionnement Mutuel (FCM); ii) inciter les IMF partenaires à l'offre à grande échelle de crédit adaptés aux besoins des MER (CCS, CM, CRP et CAE) dans toutes les zones d'intervention; iii) réaliser le suivi des missions confiées aux consultants externes sur le paramétrage de la base de données (BDD) des IMF partenaires etc. Bien que la formation en éducation financière des formateurs et animateurs partenaires soit assurée par PROSPERER depuis octobre 2015, il y a un besoin de consolider cet accompagnement avec l'Association Professionnelle des Institutions de Microfinance (APIMF) et le PTF qui a la licence pour certifier les formateurs au niveau national.

56. Les facilités de garanties seront utilisées dans le cadre du nouveau partenariat avec les IMF et selon le dispositif d'accès aux facilités basé sur la demande des OP/OM.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
1. Mettre en place un dispositif d'accès aux facilités financières de PROSPERER basé sur la demande des couples OP/OM	EPN/Spécialiste Finance Rurale	Fin octobre 2017
2. Recruter les Institutions Financières sur la base de leur plan de développement, leur capacité institutionnelle et leur volonté de servir le secteur agricole	EPN/Spécialiste Finance Rurale	Novembre 2017 Mi-décembre 2017
3. Renforcer les capacités des agents affectés et les accompagner dans la conception de produits dans le temps	EPN/EPR	2017
4. Impliquer l'APIMF dans le processus de mise en place des GVEC afin de faciliter leur mise en relation avec les IMF	EPN/Spécialiste Finance Rurale	Octobre 2017

Composante 4: Infrastructures de marché et investissements structurants

57. Les objectifs de cette composante consistent en: (i) l'amélioration de l'environnement productif et commercial des MER/PER par la réalisation d'infrastructures spécifiques tels que magasins de stockage, points de vente, halls d'exposition, ateliers de conditionnement/transformation, centres d'affaires polyvalents; et (ii) l'amélioration de l'environnement général des MER dans les régions du programme par la réalisation d'infrastructures structurantes telles que pistes et voies de raccordement, électrification et adduction d'eau.

58. **Réalisations cumulées.** La grande partie de cette composante a été financée par un prêt de l'OFID de 5 millions USD. A la date de clôture de ce prêt (30 juin 2016)⁸, le rapport d'achèvement

⁸ La date initiale de clôture fixée au 30 juin 2013 a été reportée au 30 juin 2016 suite à la requête du gouvernement en septembre 2014.

renseigne que les infrastructures publiques et les investissements collectifs de soutien aux filières ont été réalisés respectivement à 67% et 91%. Les 42 infrastructures publiques mises en place comprennent: (i) la réhabilitation de 181 km sur 8 pistes rurales; (ii) la construction de 6 puits et d'un système gravitaire d'adduction d'eau; et (iii) la construction de 8 marchés de gros. Les 140 investissements collectifs réalisés comprennent la mise en place de 10 centres de multiplication de plants, la construction/réhabilitation de 19 centres d'affaires polyvalents d'accueil des groupements (CAPAG), 18 magasins de stockage, 3 centrales d'approvisionnement en intrants agricoles, 51 pavillons d'exposition, et 39 ateliers de transformation et de conditionnement. Le taux de décaissement des fonds OFID incluant le dépôt initial est de 93,7%. Au 30 juin 2017, le taux global de réalisation physique est estimé à 73%.

59. En incluant quelques infrastructures réalisées sur fonds FIDA, le taux global de réalisation physique de la composante au 30 juin 2017 est estimé à 73% par rapport aux prévisions révisées à la RMP, avec un taux d'exécution financière de 67%.

60. **Exécution du PTBA 2017.** Les taux de réalisation physique et financière au 30 juin 2017 sont respectivement de 8% et 28%. Les activités prioritaires prévues dans le PTBA 2017 comprennent l'opérationnalisation d'au moins 90% des infrastructures existantes et la mise en place de 21 nouvelles infrastructures axées principalement sur les investissements collectifs de soutien aux filières dont le coût est estimé à 288 000 USD. Ces infrastructures comprennent des points de vente/pavillons d'exposition, des centres de formation et transformation du bambou (CPTC), des CAPAG, des ateliers de transformation et conditionnement des fruits, etc. Au 30 juin 2017, sur les 21 infrastructures prévues, 2 sont en phase d'identification, 1 au stade d'AMI pour la sélection du bureau d'étude, 8 en phase d'études, 3 font l'objet d'établissement de DCP⁹ pour les travaux, 4 au stade de lancement/relance des travaux, les travaux sont en cours pour 1 infrastructure et 2 sont réceptionnées provisoirement. *En vue de se conformer à l'approche d'intervention du programme définie dans le FA-II, le lien entre l'infrastructure et le couple OP/OM concerné doit être établi dès la préparation du PTBA. A l'avenir, l'infrastructure doit notamment être partie intégrante du plan de mise à niveau des OP bénéficiaires.*

61. **Opérationnalisation des infrastructures mises en place.** L'opérationnalisation des infrastructures mises en place est nettement en deçà des objectifs du PTBA 2017. En effet, le programme a réussi à opérationnaliser seulement 7 pavillons d'exposition/points de vente, 4 ateliers de transformation et conditionnement, et 1 CAPAG, soit un taux de réalisation estimé à 10%. Sur la base de trois critères¹⁰ préalablement définis par les équipes PROSPERER, une enquête rapide réalisée au niveau des zones d'intervention du programme renseigne que, sur 140 investissements collectifs de soutien aux filières mis en place, 38% sont opérationnels, 33% moyennement opérationnels, et 29% non opérationnels. En particulier, la situation des pavillons de vente et des ateliers de formation est préoccupante. Environ 32% de ces infrastructures, qui représentent respectivement 37% et 24% de l'ensemble des investissements, sont opérationnelles (31% pour les pavillons et 33% pour les ateliers). Les données sur l'état des infrastructures publiques mises en place avec l'appui de PROSPERER ne sont pas disponibles. Toutefois, la mission a été informée que la plupart des pistes réhabilitées se dégradent progressivement du fait qu'elles ne sont pas entretenues. Ceci risque de compromettre à terme leur utilisation si des mesures appropriées ne sont pas prises pour leur maintenance. A cet effet, *la mission recommande au Programme de collecter les données sur l'état de fonctionnement des infrastructures publiques.*

62. **Gestion des infrastructures.** L'enquête ci-dessus mentionnée renseigne également que malgré que 80% des infrastructures mises en place disposent d'un comité de gestion/entretien, seuls 10% de ces comités sont opérationnels¹¹. La plupart des infrastructures n'ont pas fait l'objet d'une étude socio-professionnelle approfondie avant les travaux de construction/réhabilitation; l'attention du programme était beaucoup plus accordée à la finalisation des travaux avant la clôture du prêt OFID.

⁹ Document de consultation de prix

¹⁰ (i) opérationnel: infrastructure ouverte à plein temps, quantité abondante de produits collectés, stockés, transformés, ou vendus, et flux financier existant et régulier; (ii) moyennement opérationnel: fréquence d'ouverture moyenne, peu de produits et peu de flux financier; et (iii) non opérationnel: infrastructure fermée, pas de produits et pas de flux financier.

¹¹ Existence des outils de gestion, fréquence de réunions avec compte rendu, disponibilité des informations notamment sur le nombre des bénéficiaires, les activités réalisées, etc., cotisation et disponibilité de fonds, entretien effectif de l'infrastructure.

Au cours des visites dans la région d'Analamanga, la mission a noté que *certaines groupements/coopératives offrent l'opportunité aux autres bénéficiaires d'accéder à leurs pavillons de vente pour s'assurer de leur utilisation optimale. Ce modèle d'ouverture mérite d'être répliqué dans d'autres régions.*

63. Un arrêté interministériel fixant les modalités de gestion des infrastructures mises en place par PROSPERER a été signé le 25 août 2016. En conformité avec cet arrêté, «la gestion des infrastructures et/ou investissements collectifs de soutien aux filières se matérialise, entre autres, par la conclusion de mise à disposition ou un contrat de location si besoin est.». *La mission recommande de diligenter l'application de cet arrêté interministériel.*

64. *La dynamisation des comités de gestion/entretien est conditionnée par l'accélération de la mise en œuvre de la convention EPRA¹²-DELC¹³/MPAE sur l'application dudit arrêté. En attendant l'aboutissement de cette démarche, le modèle de convention provisoire appliquée dans la région de Haute Matsiatra (HM) devrait être étendu à d'autres régions pour sécuriser l'utilisation des infrastructures par les structures bénéficiaires. Par ailleurs, l'ingénierie sociale devra être intégrée dans le cahier des charges de la composante en vue de refléter l'importance des études socio-organisationnelles et de l'animation des comités de gestion/entretien qui accompagnent la mise en place des infrastructures.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
1. Etablir le lien entre les infrastructures à mettre en place et les couples OP/OM et s'assurer que ces infrastructures font partie intégrante du plan de mise à niveau des OP bénéficiaires	EPN/EPR	Continu
2. Assurer l'utilisation optimale des infrastructures par l'ouverture de leur accès à d'autres bénéficiaires	EPN/EPR	Immédiat
3. Accélérer la mise en œuvre de la convention EPRA-DELC/MPAE sur l'application de l'arrêté interministériel du 25 août 2015	EPN/EPRA	Immédiat
4. Etendre le modèle de convention provisoire appliquée dans la région HM à d'autres régions	EPN/EPR	Immédiat
5. Intégrer l'ingénierie sociale dans le cahier des charges de la composante	EPN/EPR	Continu

Composante 5: Suivi-évaluation, capitalisation et communication

Sous-composante 5.1: Suivi-évaluation

65. **Système de suivi-évaluation (SSE).** Le SSE du programme PROSPERER est opérationnel et fournit à temps les informations utiles pour le pilotage du programme au niveau national et régional. Les informations produites par le SSE permettent à l'équipe d'analyser les résultats, de faire une réflexion critique, d'ajuster la planification, afin d'améliorer davantage ses performances. Toutefois, le SSE génère une masse de données très détaillées depuis le début du programme, qui méritent d'être exploitées et analysées à tous les niveaux. A ce stade d'avancement du programme, il est important que l'équipe du programme fasse des analyses plus approfondies et plus pointues des données pour faire ressortir les liens de cause-effet entre les activités/produits et les effets induits, et avoir ainsi une meilleure compréhension de ses résultats et effets. De plus, le SSE doit se focaliser davantage sur l'évaluation des effets du programme au niveau de ses bénéficiaires directs et indirects afin de mesurer les changements induits par sa mise en œuvre. *La mission recommande au programme de mettre en place un suivi en panel¹⁴ avec un échantillon de MER appuyées jusqu'à son achèvement.* Pour cet échantillon de MER, le diagnostic doit être réalisé régulièrement. Ce suivi permettra d'évaluer les changements obtenus en termes de productivité (adoption de technologies améliorées, rendements, etc.), de chiffres d'affaires, de revenus, d'emplois créés auprès des MER et alimentera le rapport d'achèvement du programme.

66. Compte tenu de la mise à jour du cadre logique du programme pour le FA-II, un atelier de regroupement de l'équipe de SE a été organisé en mars 2017 afin de mettre à jour: (i) le cadre logique en conformité avec les recommandations de la mission de suivi d'octobre 2016; et (ii) les outils de collecte de données et le dictionnaire des indicateurs. L'utilisation des nouveaux outils de

¹² EPR-Analamanga

¹³ Direction des Etudes, Législation, et Contentieux

¹⁴ Suivi dans le temps d'un groupe bien identifié de MER

gestion mis en place en 2016, incluant le système d'alerte en passation de marchés et le suivi de contrat, est effective au niveau national et régional.

67. **Base de données (BdD).** La programmation de la base de données est en cours de mise à jour afin d'intégrer d'autres fonctions enregistrées sur Excel auparavant (le suivi des OP, des couples OP-OM, des CDDT/FFCP, etc.) et d'automatiser la sortie des tableaux de bord. *La mission recommande d'intégrer dans la mise à jour du logiciel de gestion de base de données l'automatisation de la sortie de l'évolution des chiffres d'affaires et des revenus* pour que ces informations soient facilement accessibles par l'équipe. En même temps, *il est recommandé de réviser certaines formules et modes de calcul utilisés pour la programmation de la base de données par une personne ressource compétente. Par ailleurs, le logiciel de gestion de base de données sur les jeunes doit être opérationnalisé dans toutes les régions.*

68. En 2016, le programme a produit des cartes consolidées et par région pour présenter ses réalisations en utilisant un logiciel de SIG. Il s'agit principalement des cartes de: zones d'intervention, infrastructures construites/réhabilitées, caisses IMF appuyées, bassins filières, CDDT mis en place, etc. *Le processus d'acquisition d'un logiciel SIG/fonds de carte et de formation de l'équipe de SE sur son utilisation doit être accéléré pour que l'équipe puisse produire elle-même les cartes.*

69. **SYGRI.** Les indicateurs SYGRI de 1^{er} et 2^{ème} niveau sont collectés, analysés et reportés conformément aux guides du FIDA. Le processus de recrutement du prestataire pour réaliser l'enquête d'impact, portant sur les indicateurs SYGRI de 3^{ème} niveau est en cours (en attente d'approbation de la CNM). Les résultats de cette enquête serviront de référence pour le deuxième financement additionnel (FA-II).

70. **Autonomisation économique des femmes et des jeunes.** Parmi les MER bénéficiaires du programme, 24 800 MER (44%) sont gérées par des femmes. Les MER femmes se retrouvent principalement dans les filières suivantes: vannerie, cultures maraîchères, haricot vert et couture/broderie. Environ 35% des MER intégrées dans les couples OP-OM sont dirigées par des femmes et 5 617 MER femmes ont bénéficié des formations en marketing et commercialisation (57% des MER formées). Entre autres, les MER gérées par des femmes ont bénéficié des formations en culture entrepreneuriale, en culture d'épargne et de crédit et en gestion simplifiée (plus de 40% des MER formées). De plus, plus de 3 900 MER femmes ont bénéficié de crédits auprès des IMF (45% des MER bénéficiaires de crédits). En 2017, 66 GVEC regroupant 303 femmes ont été mis en place et opérationnalisés dans les 9 régions dont plus de 60% sont des femmes. Dans les GVEC, les membres bénéficient de formation en éducation financière leur permettant de mieux gérer leurs revenus. En termes de jeunes, le programme a accompagné les jeunes en entrepreneuriat rural et dans leurs insertions professionnelles. 2 527 jeunes ont été certifiés suite à une formation professionnelle tandis que 7 730 jeunes ont bénéficié d'apprentissage auprès des PMER hôtes. 3 606 jeunes sont devenus des néo-entrepreneurs et 991 jeunes sont devenus des employés auprès des entreprises.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
1. Mettre en place un suivi en panel d'un échantillon de MER appuyées	RSE	Décembre 2017
2. Intégrer dans la mise à jour du progiciel de gestion de base de données l'automatisation de la sortie de l'évolution des chiffres d'affaires et des revenus	RSE	Octobre 2017

Sous-composante 5.2: Capitalisation des savoirs et communication

71. Cette sous-composante a pour objet: (i) le renforcement des capacités de l'équipe, des structures mises en place, de l'ensemble des acteurs et des partenaires à travers la capitalisation et la diffusion de bonnes pratiques; (ii) la communication et le partage des acquis du projet à tous les niveaux; et (iii) la mobilisation des acteurs à travers la promotion d'outils et de moyens de communication pertinents en milieu rural. Le taux de réalisation physique cumulée de cette sous-composante est de 68% malgré un taux de décaissement relativement faible de 47,88% en 2016.

72. **Capitalisation des savoirs.** Les expériences et les bonnes pratiques du programme ont été capturées à travers: (i) 15 études de cas réalisées en 2016-2017, comme le dispositif CDDT/FFCP, la promotion des chaînes de valeurs bambou et huile essentielle, la pérennisation des plateformes sur la filière artisanat; (ii) la capitalisation de 25 *success stories* aussi bien celles des MER - comme l'amélioration des rendements de culture après une formation ou l'utilisation des appareils innovants - que celles de PROSPERER – comme les résultats des partenariats établis, les acquis et retombées des foires; et (iii) ainsi que leur diffusion au niveau de plusieurs canaux de communication tels que les bulletins MIOITRA, les reportages dans l'émission TOLOTRA sy TINADY diffusée sur les chaînes télévisées nationales, les émissions radiophoniques sur stations radiophoniques locales et nationales, notamment la diffusion sur de la Télévision Nationale Malagasy. Cependant, l'utilisation et la valorisation de ces savoirs par d'autres régions ou par les MER et les partenaires n'ont pas été capitalisées ni documentées alors que leur *feedback* auraient permis un apprentissage mutuel et collectif de l'ensemble des acteurs. L'élaboration de plan de capitalisation recommandée en 2016 reste pertinente non seulement pour la planification des actions, mais surtout pour la mesure de la valeur ajoutée de ces savoirs auprès de cibles préalablement définies. Un processus de capitalisation qui s'alignera aux objectifs du projet et aux défis de développement et d'inclusion: (i) indiquera des pistes sur la stratégie de sortie du programme; (ii) réduira les disparités entre les régions d'intervention; et (iii) apportera des précisions sur les résultats inattendus et des effets induits du programme. *La mission réitère la recommandation d'élaborer un plan de capitalisation associé à un processus d'apprentissage en collaboration avec des institutions spécialisées pour appuyer le programme.* Par ailleurs, les capacités du programme devront également être renforcées pour la mise en œuvre du plan de capitalisation.

73. Dans l'objectif de mise à l'échelle des pratiques à l'interne du programme au niveau de toutes les régions et d'orientation des stratégies de durabilité du programme, *la mission recommande au programme de prioriser les thèmes de capitalisation basés sur les approches et stratégies adoptées comme les modèles de GUMS, autonomisation des plateformes filières, les GVEC, couple OP/OM, et de conduire des études de cas spécifiques portant sur:* (i) les MER ayant déjà eu recours volontairement aux IMF en analysant leur motivation, leurs capacités, les étapes parcourues (GVEC, ...) et en lien notamment au niveau d'accompagnement et d'appui du programme; (ii) les OP et les MER qui ont demandé des appuis auprès des GUMS: leur motivation, leur disposition à payer et à contribuer dans la pérennisation des structures d'appui; (iii) les infrastructures et les points de vente sous-exploités pour approfondir le fonds des problèmes et proposer des solutions durables concertées tout en capitalisant les expériences du PCAF – VATA et Salohin'Analamanga dans la gestion mutuelle des points de vente à Imerimanjaka.

74. **Pérennisation des acquis, transfert des avoirs et des savoirs (PATAS).** L'élaboration de la stratégie PATAS en 2014 a vu la participation de tous les acteurs et partenaires du programme. Compte tenu du fait que le programme entrera dans une phase de consolidation en vue de la pérennisation des acquis, *la mission recommande une mise à jour de la stratégie PATAS pour que des actions concrètes puissent démarrer en 2018.* Cette stratégie PATAS doit être réalisée dans l'esprit de désengagement du programme et d'engagement des différents acteurs pérennes impliqués afin de pérenniser les résultats/effets. Elle doit être déclinée en planification opérationnelle et prise en compte dans la mise en œuvre de toutes les activités du programme. Notons toutefois que le programme a mis en œuvre depuis 2016 des stratégies de pérennisation des résultats à travers les critères de sélection des GUMS de deuxième génération, l'autonomisation des PCAF, etc.

75. **Innovation.** La mission a relevé des innovations importantes au cours des dernières années sur le plan méthodologique, opérationnel et institutionnel avec des stratégies claires de durabilité. Citons entre autres: (i) le modèle HAVAMAD caractérisé par une fixation transparente des prix d'achat aux producteurs grâce à un calcul conjoint des coûts de revient et ayant assuré une certaine stabilité au couple OP/OM; (ii) différents modèles de prestation de services d'appui, d'intrants et conseil par les firmes du secteur privé comme TSABROSE ou AGROBOXX Center dans les couples OP/OM; (iii) le modèle ayant permis de définir de nouvelles fonctions pour les intermédiaires/collecteurs. *Les innovations méritent un suivi plus pointu, une capitalisation à documenter et à mettre à l'échelle aux bénéfices d'autres MER et d'autres couples.*

76. Sur le plan technique, des innovations ont été relevées au niveau de l'amélioration de la productivité, entre autres l'introduction de technique agricole innovante dans la filière litchi comme l'utilisation d'atomiseur d'engrais foliaire et d'élagieuse pour tailler les pieds de litchi et qui ont permis

un meilleur rendement et une compétitivité accrue des récoltes en 2016 avec un taux de résistance supérieur des plants aux aléas climatiques.

77. **Communication.** Pour relever les nouveaux défis du FA-II, la mission réitère l'importance d'élaborer une stratégie de communication, dont l'appel à manifestation d'intérêt auprès des firmes spécialisées sera prochainement relancé suite à une passation de marché infructueuse. Néanmoins, depuis janvier 2017, le programme a continué à communiquer les acquis du programme et à mobiliser et à rassembler les acteurs à travers: (i) 45 campagnes de sensibilisation et promotion de la culture entrepreneuriale, renforcées par 94 émissions radios au niveau des 23 stations radiophoniques partenaires appuyées; (ii) le renforcement de 3 centres d'information régionaux (CIPE) au bénéfice de plus de 131 visiteurs au cours du premier semestre; (iii) la diffusion d'une édition de MIOITRA, en complément des 3 éditions en 2016, totalisant 28.900 exemplaires édités. *A cet effet, la mission recommande: (i) de revoir le calendrier de parution du magazine MIOITRA en fonction des capacités du programme à produire un magazine périodique; (ii) d'activer le relooking et la mise à jour du site web pour soutenir la visibilité du programme et entretenir une communication permanente avec les acteurs et les partenaires.*

78. La stratégie de communication devrait tenir en compte le plan de capitalisation du programme dans la mesure où elle assurera la diffusion des savoirs aux cibles préalablement définies. Et comme l'ensemble des acteurs et des structures en place (CCI, GUMS, PCAF, Cluster, ...) prévoient également des actions de communication pour diffuser les informations au niveau des OP/MER/OM et de collecter leurs besoins, il y a lieu de clarifier les rôles des différents acteurs dans le processus et d'ajuster le plan de communication de chaque acteur selon leurs avantages comparatifs dans l'atteinte harmonieuse des objectifs communs.

79. Les actions de communication faciliteront l'opérationnalisation des infrastructures mises en place. Ainsi, *la mission recommande de renforcer les stratégies de communication des coopératives et des comités de gestion des points de vente afin d'intégrer une stratégie marketing plus agressive pour attirer et fidéliser les consommateurs.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
1. Elaborer un plan de capitalisation, associé à un processus d'apprentissage en collaboration avec des institutions spécialisées pour appuyer le programme	EPN	Octobre 2017
2. Prioriser les thèmes à capitaliser et conduire des études de cas additionnels pour affiner les stratégies de durabilité du programme	EPN/EPR	Juin 2018
3. Mettre à jour la stratégie de PATAS	EPN/EPR	Décembre 2017
4. Revoir le calendrier de parution du magazine MIOITRA et activer le <i>relooking</i> et la mise à jour du site web.	EPN/EPR	Octobre 2017
5. Renforcer les stratégies de communication des coopératives et des comités de gestion afin d'intégrer une stratégie marketing plus agressive pour les points de vente	EPR	Octobre 2017

Environnement, et nutrition

80. **Environnement et changement climatique.** D'une manière générale, afin de respecter les qualités des produits exigées par le marché, le programme assure le respect des normes environnementales dans les activités des MER. Des mesures spécifiques ont été développées à deux niveaux : (i) au niveau de la recherche-action à travers le partenariat avec LRI-IRD qui a permis d'expérimenter l'outil d'évaluation des impacts environnementaux des filières agricoles (*Tropic Farm Tool*) pour le cas du haricot blanc et de la vanille; cet outil sera intégré dans les outils de suivi-évaluation du programme pour l'ensemble des filières après un renforcement des capacités des responsables SEGS; (ii) au niveau des appuis aux MER à travers l'adoption de nouvelles techniques limitant l'utilisation excessive d'intrants de synthèse ; la gestion de la fertilité des sols (lombri-compost, techniques culturales, ...), la valorisation des déchets des unités de transformation comme l'extraction de l'huile essentielle, l'énergie renouvelable (biogaz) dans les unités de transformation en valorisation les déchets des bambous, etc. En marge de ces mesures, compte tenu du degré de déforestation dans certaines zones d'intervention de PROSPERER, *la mission recommande l'intégration d'un plan*

de reboisement dans les activités des CLUSTER/MER afin de combler les besoins en combustion pour les filières clés comme l'extraction d'huile essentielle.

81. L'utilisation de foyers améliorés dans les ménages constitue un moyen de réduction de l'émission de carbone et de lutter contre la déforestation. Les actions du programme dans ce sens sont encore limitées bien qu'elles soient spécifiées dans le FA-II. *La mission recommande une promotion de l'utilisation de foyers améliorés au sein des MER*, tout en sachant que la fabrication de foyers améliorés pourrait également être une filière économique verte.

82. Enfin, *la mission recommande que les engagements du programme et des MER en matière d'intégration des facteurs environnementaux et des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique dans leurs activités soient documentés et partagés*. Ils apporteront une plus-value aux produits, un outil de dialogue et d'argumentation dans le couplage OP/OM.

83. **Nutrition.** Au cours des dernières années, l'amélioration du taux de malnutrition chronique au niveau des populations dans les zones d'intervention du programme constituent des impacts du programme PROSPERER. Dans la mise en œuvre, des actions ponctuelles avec les entités spécialisées en nutrition comme l'Office National ou Régional de la Nutrition ont été programmées dans l'objectif d'améliorer la vente de produit frais et à haute valeur nutritive des MER. Afin de renforcer leur nutrition et sécurité alimentaire, *la mission recommande de développer davantage les interventions des entités spécialisées partenaires à travers un programme d'éducation nutritionnelle à l'endroit des OP et des MER du programme.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
1. Documenter et valoriser les engagements du programme et des MER dans l'intégration des facteurs environnementaux dans les activités	EPN/EPR	Décembre 2017
2. Promouvoir l'utilisation de foyers améliorés au niveau des MER cibles	EPR	Juin 2018
3. Intégrer un plan de reboisement dans les activités des CLUSTER des filières clés	EPR	Décembre 2017
4. Développer les interventions des entités spécialisées pour inclure une éducation nutritionnelle à l'endroit des OP et MER du programme.	EPN/EPR	Décembre 2017

D. État d'avancement de l'exécution du programme

84. **Performance.** L'exécution de la performance du programme par année est donnée ci-après. Le taux d'exécution du PTBA 2016 a été le plus élevé depuis le début du programme et dénote des progrès dans la mise en œuvre de PROSPERER.

(En Millions de MGA)

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	30/06/2017
Prévu	3 254	9'641	7'789	10'503	22'681	27'193	17'680	16'170	18'117	14'106
Réalisé	1 138	3'266	5'305	7'699	10'286	12'190	12'411	10'020	13'807	4'244
%	35%	34%	68%	73%	45%	45%	70%	62%	77%	30%

85. L'exécution financière cumulée du programme est de 56%, tous financements confondus et de 63% sur les 3 prêts FIDA. Par composante, tous financements confondus, les taux d'exécution se présentent comme suit: (i) 63% pour la « Composante I «Identification et Mobilisation des PME et structuration des interprofessions»; (ii) 35% pour la Composante II «Services d'appui aux PME et formation professionnelle»; (iii) 39% pour la Composante III «Finance rurale et gestion des risques»; (iv) 67% pour la Composante IV «Infrastructures de marchés et Investissements structurants»; (v) et 101% pour la Composante V «Suivi-évaluation, capitalisation et communication». Cette dernière composante inclut les coûts d'organisation et de participation aux ateliers internationaux du FIDA.

86. **Exécution PTBA 2016.** Le programme a atteint un taux d'exécution de 77% du PTBA révisé de 18,12 milliards MGA équivalant à 5,86 millions USD. Par composante, les taux d'exécution se présentent comme suit: (i) 78 % pour la Composante I «Identification et Mobilisation des MER/PER et structuration des interprofessions»; (ii) 79% pour la Composante II « Services d'appui aux MER/PER et formation professionnelle»; (iii) 45% pour la Composante III «Finance rurale et gestion des risques

»; (iv) 102 % pour la Composante IV « Infrastructures de marchés et Investissements structurants »; (v) et 68 % pour la Composante V « Suivi-évaluation, capitalisation et communication ». Avec les engagements signés ou en cours n'ayant pas fait l'objet de livrables réceptionnés et facturés au 31/12/2016, le taux était passé à 84% pour l'ensemble du PTBA 2016.

87. **Exécution PTBA 2017.** Au 30 juin 2017, le Programme a exécuté 30% du PTBA de 14,1 milliards MGA, équivalant à 4,45 millions USD. Par composante, les taux d'exécution se présentent comme suit: 35% pour la Composante I; 23% pour la Composante II; 27% pour la Composante III ; 28% pour la Composante IV et 24% pour la Composante V. Avec les engagements, le taux passerait à 63% pour l'ensemble du PTBA 2017.

88. **Coordination.** L'EPN a mis en place un comité des Coordinateurs composé du Coordonnateur National, des Coordonnateurs Régionaux, du Responsable Administratif et Financier et du Responsable de Suivi-évaluation National qui se réunit tous les trimestres. Des résolutions sont prises lors de ces réunions sur le management du programme et la gestion des ressources humaines, en tenant compte des recommandations des missions de supervision et en analysant les réalisations du programme. Sur les 14 recommandations formulées sur la coordination et les aspects fiduciaires par les missions de supervision et de suivi de mars et octobre 2016, 8 ont été réalisées; 2 sont devenues sans objet ; 2 sont pratiquement finalisées et 2 présentent des difficultés d'application; il s'agit : i) du reversement du reliquat de 51 109.6 USD sur le prêt OFID pour lequel le programme n'a pas encore obtenu les références bancaires du compte sur lequel le reversement doit être effectué; et ii) de la documentation et la comptabilisation de la contribution des bénéficiaires.

89. **Personnel du programme.** Au 30 juin 2017, l'effectif du Programme est de 97 agents. A l'obtention du premier financement additionnel (FA-I), où le programme est passé de 5 à 9 régions, le redéploiement des Coordonnateurs inter-régionaux et régionaux existants à l'époque a été décidé au lieu de nouveaux recrutements. Le FIDA avait donné son avis de non objection à ce redéploiement, comprenant la prise en charge des Responsables techniques régionaux (RTR) au niveau des CCI. Le changement intervenu suite à la revue de la pertinence de l'organigramme recommandée par la mission de suivi d'octobre 2016, a surtout consisté à l'intégration des 8 RTR¹⁵ dans l'organigramme de PROSPERER pour les placer sous l'autorité des CR au lieu de leur rattachement initial au Président de la CCI. Cela a permis aussi de compenser le vide laissé par le départ à la retraite des trois Cadres détachés des Ministères (Agriculture, Commerce, Economie) et du départ prochain d'autres cadres détachés.

90. En même temps, les attributions de certains postes ont été reprécisées. C'est le cas des Assistant(e)s en passation de marchés et des Assistant(e)s Administratifs. Par ailleurs, conformément à la recommandation de la mission de supervision, un consultant en gestion de ressources humaines (GRH) a été recruté pour étudier la grille salariale des projets FIDA; les résultats et recommandations de cette étude ont été approuvés par le MPAE et le FIDA et sont en vigueur rétroactivement à partir de janvier 2017. Le processus d'évaluation a été révisé avec un volet auto-évaluation axé sur le renforcement des capacités et une évaluation par la hiérarchie basée sur les résultats. Pour le renforcement des capacités des RH du programme, les démarches qui ont été adoptées ont consisté à effectuer des regroupements des agents, des visites d'échanges sur les bonnes pratiques entre les EPR et aussi au niveau de l'EPN. Cette démarche est complétée par des formations thématiques en passation de marchés; utilisation de nouveaux outils dont le logiciel TOM2PRO, etc...).

E. Aspects fiduciaires

91. **Gestion financière.** La gestion financière du programme est très satisfaisante sur le plan de la comptabilité, de la gestion des fonds disponibles et du suivi budgétaire; la comptabilité est globalement à jour au niveau des EPR et de l'EPN. Les délais de production et d'envoi des états sont suivis et les écarts positifs et négatifs sont documentés et partagés à l'échelle nationale. La consolidation est faite mensuellement et les agrégats par composante, par catégorie de dépenses, ainsi que les états d'exécution budgétaire sont produits mensuellement et également partagés, avec illustrations graphiques à l'appui. Tous les comptes sont mouvementés selon le principe de double signature conjointe; les états de rapprochement bancaire et de reconstitution des avances aux comptes des EPR et des avances initiales de tous les financements sont effectués mensuellement. De nombreux outils de répartition et de planification des tâches fiduciaires, de pilotage et de suivi des plans de passation des marchés, de vérification des DRF internes, etc. ont été élaborés de manière

¹⁵ Le 9^{ème} RTR est en cours de recrutement

participative entre l'EPN et les EPR et mis à la disposition de tous les agents selon leurs responsabilités.

92. **La gestion de la trésorerie** présente cependant des forces et des faiblesses. Un des points positifs est le système d'utilisation des ressources propres internes (fonds de contrepartie) d'un équivalent total de 700 000 USD pour la première avance faite aux 10 Coordinations. Ainsi, c'est seulement à partir des DRF internes de réapprovisionnement des comptes des EPR que les fonds FIDA sont mouvementés à partir du compte désigné. Ceci facilite la gestion du taux de cession interne MGA/USD, qui est ainsi unique pour toutes les transactions d'une DRF de l'EPR.

93. Par contre, une des faiblesses réside dans les difficultés techniques et administratives liées à la réforme intervenue dans la gestion des finances publiques exigeant que les comptes des projets soient logés à la Banque Centrale qui approvisionne le compte opérationnel du programme pour les besoins de trésorerie de deux mois uniquement, après présentation d'un rapport de régularisation des fonds d'emprunt (RFE). Au début de l'année 2017, le programme a fait face à des difficultés liées à des divergences d'interprétation des décrets au niveau des acteurs impliqués. Les autorités ont résolu progressivement ces difficultés, ce qui a permis de faire l'engagement global du PTBA 2017 au mois de mai, soit un retard de quatre mois pour le programme. Actuellement, le problème majeur qui persiste est l'accès au système intégré de gestion des finances publiques (SIGFP), ce qui peut retarder la régularisation des fonds d'emprunt (RFE) qui conditionne l'appel de fonds. *La mission recommande de permettre des appels de fonds sur une base annuelle (total du PTBA), tout en gardant la soumission des RFE tous les deux mois.*

94. L'engagement du PTBA 2017 dans le système des finances publiques a pris du retard et n'a été obtenu qu'au mois de mai 2017 du fait des changements. Le projet a pu disposer de ressources financières grâce à un solde important du compte désigné (CD) au moment de la réforme et aussi grâce à un préfinancement à partir des fonds de contrepartie. La situation actuelle est que le solde du CD est à un bas niveau, de même que celui des fonds de contrepartie. Le premier appel de fonds de 340 989 USD a été soumis à la DDP le 12 juillet 2017 et signé le 20 juillet 2017. Le virement est attendu dans les prochains jours.

95. **Décaissements. Prêt initial FIDA N° 737-MG.** Ce financement est épuisé depuis 2015, avec un taux de décaissement de 99,88%.

96. **Prêt additionnel FIDA N° 737-A-MG.** Les décaissements du premier prêt additionnel ont atteint 7,13 millions DTS soit un taux de 97,67%. Après réallocation, les taux de décaissement par catégorie se présentent comme suit : (i) 68% pour la catégorie I (Infrastructures); (ii) 128% pour la catégorie II (Equipement, Matériels et Moyens de Transport); (iii) 76% pour la catégorie III (Formation et Renforcement des Capacités); (iv) 81% pour la catégorie IV (Prestation de Services, Etudes et Assistance Technique); (v) 130% pour la catégorie V (Fonds d'appui à la finance Rurale); (vi) 108% pour la catégorie VI (Coûts de fonctionnement, Salaires et Indemnités). Le recouvrement de l'avance a démarré pour un montant de 408 807,89 DTS qui a été transféré comme avance initiale sur le deuxième financement supplémentaire. Le recouvrement constitue uniquement un transfert de l'avance initiale d'un financement à l'autre, la clôture effective du prêt concerné n'interviendra qu'en 2022. En effet, la date de clôture du prêt 737-A, ainsi que celle du prêt initial 737-MG, prévues initialement au 31/12/2015, ont été prorogées jusqu'au 30/06/2022, pour alignement sur la date de clôture du deuxième prêt supplémentaire.

97. **Prêt additionnel FIDA N° 200000124100.** Le montant décaissé au 30 juin est de 435 036,29 DTS sur le total de 12 100 000 DTS, soit un taux de 3,60%. Avec les DRF en cours de traitement au FIDA (DRF N° 39 de 410 millions MGA et DRF N° 40 de 411 645 USD), le taux de décaissement passera à 6,85%. En plus, en prenant en considération la DRF N° 41 en cours de signature au Ministère des Finances et du Budget pour un montant de 398 094 USD, le taux de décaissement atteindra 9,24%.

98. **Don FIDA N° 996-MG.** Le montant décaissé au 30 juin est de 37 630,28 DTS sur le total de 190 000 DTS, soit un taux de 19,81%.

99. **Prêt OFID N° 1212P.** La situation reste inchangée par rapport à la mission précédente. Le reversement du reliquat du prêt n'a pu être reversé par le programme, faute de réception du numéro de compte devant recevoir ce versement.

100. En ce qui concerne le cofinancement UNCDF, le programme a bénéficié de l'assistance technique d'un expert international en finance inclusive dans le cadre du partenariat avec le programme PAFIM.

101. **Intérêts sur les comptes désignés.** Les dispositions prises lors de l'ouverture des comptes désignés du PROSPERER prévoyaient que les intérêts soient versés directement au Trésor Public. Ces intérêts sont crédités dans un sous-compte dont les relevés ne sont pas transmis à PROSPERER. *La mission recommande de saisir la Banque, soit directement, soit par l'intermédiaire du Trésor Public, pour avoir les informations sur les montants de ces intérêts et sur leur virement effectif au Trésor Public.*

102. **Etats certifiés de dépenses (ECD).** Les résultats de vérification sur échantillonnage des ECD sont globalement très satisfaisants.

103. **Fonds de contrepartie.** Au 30 juin 2017, le Gouvernement de Madagascar a mobilisé environ 3,69 millions USD soit **47%** de la contrepartie estimée à 7,9 millions USD en numéraire et en prise en charge des salaires des fonctionnaires détachés, de la TVA et des droits et taxes d'importation (DTI). Pour les années 2016 et 2017, le Gouvernement de Madagascar a contribué pour un montant équivalent respectivement à 320 500 USD et 164 000 USD.

104. **Contribution des bénéficiaires.** Au 30 juin 2017, la contribution des bénéficiaires est estimée à 531 000 USD soit 14% du montant prévu (3,8 millions USD) sous forme: (i) de contribution en nature (matériaux locaux, travaux indépendants) dans le cadre de la réalisation des travaux liés aux infrastructures; et (ii) de contribution en numéraire des MER pour les formations et leur participation aux foires.

105. **Respect des clauses de l'accord de financement.** Les dispositions des accords de financement sont mises en œuvre et globalement respectées.

106. **Passation des marchés.** Le taux d'exécution du Plan de Passation des Marchés est de 31% au 30 juin 2017. Par type de marché, les taux se présentent comme suit : Prestations intellectuelles : 27,32% ; Fournitures et services : 50,99%; Travaux et réhabilitations: 2,57%; Protocoles de collaboration: 19,12%. Ces taux s'expliquent surtout au niveau national par l'absence de RPM jusqu'au 15 mars 2017, suite à la démission de l'ancien occupant qui a été recruté par un autre Projet.

107. Au niveau des EPR, certaines ont même atteint 159,20% (EPR Itasy) et 73,24% (EPR Bongolava, avec 143,75% pour les fournitures et services). Cette exécution s'explique respectivement par la signature du contrat avec LECOFRUIT relatif à la consolidation et développement du modèle d'agriculture contractuelle d'envergure en faveur des producteurs de haricot vert et d'asperge dans la Région Itasy et de haricot vert et d'arachide dans la Région Bongolava. Pour les travaux, le lancement ou les engagements relatifs à certains travaux ont été annulés ou retardés faute d'irrégularité de la situation foncière du terrain.

108. Parallèlement, un nouveau manuel de procédure de passation de marché du Programme PROSPERER a été développé avec l'appui du Comité de Règlementation et des Recours (CRR), une entité indépendante auprès de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics à Madagascar. Le manuel est basé sur le nouveau code des marchés publics (Loi N° 2016-055 du 25 janvier 2017) et les directives pour la passation de marché du FIDA.

109. **Audit des comptes 2016.** Les comptes 2016 ont été certifiés sans réserve. Cependant, la lettre de contrôle interne a émis des recommandations importantes à suivre dont l'ouverture de compte dédié aux contributions des bénéficiaires, les soldes des comptes de tiers datant de plusieurs exercices à analyser et les déclarations fiscales sur les indemnités versées aux fonctionnaires détachés.

110. **Contrôle interne.** Sur les 6 recommandations du Contrôleur Interne de la CAP FIDA, 4 ont été mises en œuvre et 2 sont en cours: i) celle relative à la surcharge de travail de la Comptable de l'EPR interrégionale, vu l'éloignement géographique entre les deux régions Atsinanana et Analanjirofo; à cet effet, il est prévu un appui à la planification et au renforcement des capacités de l'équipe de l'EPR avec une redistribution des rôles ; et ii) celle relative à la demande du rehaussement du plafond de signature des Directeurs de CCI Atsinanana et Analanjirofo sur des sous comptes en MGA. *La mission recommande de surseoir à cette procédure de signature par les Directeurs de CCI, quel que*

soit le montant. Les RSE ou RTR peuvent maintenant être des signataires suppléants, avec limitation à un plafond de signature à définir.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
1. Lever le risque de manque de trésorerie par appel de fonds, en concertation avec les autorités gouvernementales	CN/RAF	Immédiat
2. Utiliser le RSE ou RTR comme signataires suppléants, avec plafond de signature à définir, dans les EPR interrégionales.	CN/RAF	Août 2017
3. Obtenir les informations sur les intérêts crédités par la BOA au profit du trésor public	RAF	Immédiat

F. Durabilité

111. La durabilité des acquis du programme reposera nécessairement sur l'appui au développement d'arrangements contractuels entre les OP et les opérateurs de marché en vue d'assurer durablement l'accès des MER aux marchés des intrants, des équipements, du conseil et des produits. Cet objectif sera atteint si des efforts sont réalisés dans le sens: (i) du renforcement des couples OP/OM en tant que mode d'organisation des acteurs au sein des filières; (ii) du développement plus accru des mécanismes de marché en vue de faciliter l'accès des MER aux services financiers et non financiers rentables pour eux, à travers des modes d'accès et de paiement acceptables; (iii) le renforcement des capacités des OM par la FCCIM en vue de les doter de capacités à développer des stratégies de compétitivité de sorte à pouvoir pénétrer de nouveaux marchés ou de faire face aux évolutions du marché; (iv) la mise en place d'un cadre réglementaire incitatif et visant l'encadrement des relations au sein des filières.

112. La stratégie du programme d'assurer un transfert des outils et approches d'appui au développement du secteur de la MER aux CCI et les innovations en cours au niveau de la DAC (identification et mise à l'échelle des modèles innovants, permettant de combler ainsi un chaînon manquant dans la démarche de PROSPERER) constituent sans doute des facteurs clefs de pérennisation des acquis du programme.

113. Le processus d'élaboration d'une stratégie nationale de développement de l'entrepreneuriat rural impliquant toutes les parties prenantes constituera également un élément clé de durabilité des résultats du PROSPERER, si elle est accompagnée par une loi sur le couplage OP/OM.

114. Enfin, la volonté du programme de s'aligner sur les modèles de GUMS de nouvelle génération promus par le secteur privé et coopératif, est un choix fondamental pour le programme et devra assurer la durabilité des mécanismes de fourniture de biens et services aux MER/PER.

115. La phase actuelle de consolidation et de mise à l'échelle des acquis de PROSPERER accorde une attention particulière à la durabilité de ces acquis après programme. *Sur la base du document PATAS, il est recommandé d'élaborer un plan triennal (2018 – 2020) de désengagement qui sera effectif partir de janvier 2018. En particulier, le programme ne prendra en charge les frais de fonctionnement des structures partenaires (FCCIM, CCI, PCAF, GUMS, etc.) que s'ils sont liés aux plans stratégiques de développement de ces structures. Cette prise en charge sera par ailleurs dégressive de manière à ce que PROSPERER ne prenne plus en charge ces frais après 2020.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaborer un plan triennal de désengagement et lier la prise en charge des frais de fonctionnement des structures appuyées aux plans stratégiques de développement de ces structures	EPN/EPR	Octobre 2017

G. Autres

116. **Synergies avec les projets/programme FIDA.** Les programmes PROSPERER et FORMAPROD ont 6 régions communes d'intervention. Dans ces régions, les activités d'apprentissage et d'insertion des jeunes ont été systématiquement transférées à FORMAPROD. Les possibilités de coopération et de complémentarité entre les deux programmes sont bien valorisées

sur le terrain dans certains districts. A titre indicatif, le partenariat du programme avec FORMAPROD est effectif dans le pôle Anjozorobe où l'Agent Commercial de la CCI et le Conseiller d'Entreprise de PROSPERER travaillent en synergie/complémentarité avec les agents de terrain de FORMAPROD pour la formation et accompagnement des couples OP/OM. *Cette expérience mérite d'être répliquée dans d'autres pôles bénéficiant des interventions des deux programmes. La complémentarité d'intervention sur le terrain doit être planifiée annuellement aux différents niveaux (national, régional, districts et communes) et régulièrement suivi.*

117. Des synergies existent également entre PROSPERER et AROPA dans la région de Haute Matsiatra qui bénéficie des interventions des deux programmes. Comme le programme AROPA privilégie ses appuis en amont d'une Chaîne de valeur (fournitures d'intrants, augmentation de la production et amélioration de la productivité ...), PROSPERER met plutôt l'effort sur l'aval de la filière (transformation et commercialisation). Ainsi, tous les maillons de la Chaîne sont couverts par les appuis et les services des 2 programmes. Lors de l'élaboration des PTBA, les 2 programmes échangent les informations de manière à éviter le chevauchement sur les filières priorisées par chaque programme. A titre indicatif, PROSPERER priorise les filières Artisanat, Soie, Huiles essentielles qui constituent, en quelque sorte une spécialisation pour PROSPERER. Par contre, AROPA se distingue par ses appuis pour la filière Riz, Oignon et Poulet. Cependant quelques filières jugées stratégiques pour la région sont conjointement appuyées par les 2 programmes. C'est notamment le cas pour les filières Miel, Lait et Poisson.

118. **Partenariat avec PROJERMO.** Sur la base des expériences enregistrées au niveau de PROSPERER, un partenariat a été établi entre PROSPERER et le Projet Jeunes Entrepreneurs Ruraux du Moyen Ouest (PROJERMO) Financé par la BAD, qui intervient dans les régions de Bongolava et Amoron'i Mania, et qui vise à créer un environnement favorable au développement de l'entrepreneuriat rural pour les jeunes. Le partenariat consiste en l'utilisation par PROJERMO des dispositifs d'appuis techniques et financiers aux entreprises rurales, mis en place par PROSPERER, au profit des cibles de PROJERMO. Il s'agit concrètement de la mise en œuvre par PROSPERER, de la composante 2 du PROJERMO qui reprend la sous composante 2.2 et la composante 3 de PROSPERER. Avec ce partenariat, PROSPERER étendra sa zone d'intervention dans une nouvelle région (Amoron'i Mania) et augmentera le nombre de bénéficiaires, particulièrement les jeunes. C'est un bon exemple de capitalisation et de mise à l'échelle des acquis du programme par PROSPERER lui-même à travers le partenariat avec d'autres bailleurs. La Convention d'entente entre les 2 projets a été soumise à la BAD pour approbation.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Planifier et assurer un suivi régulier des actions de complémentarité d'intervention sur le terrain des programmes FIDA aux différents niveaux (national, régional, districts et communes)	EPN/EPR	Annuellement

H. Conclusion

119. Le programme est entré dans sa dixième année de mise en œuvre à partir de mai 2017 et le deuxième financement additionnel du PROSPERER, entré en vigueur en décembre 2015, est effectif depuis 18 mois. Ce financement est destiné à la consolidation, la mise à l'échelle, et la pérennisation des acquis du programme. Globalement, les performances du programme sont jugées satisfaisantes et la plupart des recommandations des missions de supervision et de suivi de 2016 ont été mises en exécution. Au 30 juin 2017, le programme enregistre des taux de réalisation des produits attendus, sur la durée de PROSPERER, qui dépassent 60% dans la plupart des cas, et qui atteignent 100% ou plus dans certains cas. De même, la réalisation des indicateurs clés d'effets est sur la bonne voie à l'exception de ceux en lien avec la mise en place d'une stratégie nationale d'appui aux MER, l'accès des MER aux services financiers, et l'opérationnalisation de certains investissements collectifs de soutien aux filières. La mission et les équipes PROSPERER se sont accordées sur les mesures à prendre pour améliorer les taux de réalisation de ces indicateurs.

120. Les bonnes performances réalisées par le programme ont contribué à tirer 52% des MER appuyées du seuil de la pauvreté. Les témoignages recueillis auprès des MER appuyées lors des visites de terrain renseignent une amélioration de leurs conditions de vie en termes d'augmentation des actifs (gros et petit bétail, équipements, etc.), d'amélioration de l'habitat, de scolarisation des enfants, etc. Le défi majeur du programme est la pérennisation des acquis après PROSPERER qui doit attirer l'attention de l'EPN et des EPR au cours de l'actuelle phase de consolidation. A cet effet, la mission a recommandé qu'un plan triennal de désengagement 2018-2020 soit rapidement élaboré et intégré dans le document PATAS. Ceci permettrait au programme d'observer, pendant la dernière année de sa mise en œuvre, comment les structures actuellement appuyées par PROSPERER fonctionnent sans l'intervention du programme.

121. La mission a noté de fortes disparités inter-régionales dans la promotion des couples OP/OM qui constituent la démarche centrale de l'intervention du programme dans le cadre de la mise en œuvre du FA-II. Des recommandations destinées à atténuer ces disparités ont été formulées en s'inspirant des pratiques réussies dans les régions ayant promu avec succès les couples OP/OM.

122. Le FIDA et le Gouvernement de Madagascar approuvent les conclusions de la mission de supervision.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Madagascar	No. du projet	1401 [1100001401]	No. du prêt/don DSF	1000003033, 1000003034
Projet	Programme de soutien aux pôles de micro entreprises rurales et aux économies régionales			Prêt/don DSF suppl.	1000004449, 2000001241
Date de mise à jour	21/07/2017				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	8	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	11		
Dernière Supervision	21/07/2017	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	29/10/2016		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	13/12/2007			Coût total	67.83	
Accord	18/12/2007	Délai d'entrée en vigueur	4.6	FIDA Total	46.04	
Entrée en vigueur	28/04/2008	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	45.75	64
Premier décaissement	20/05/2008			Don DSF		
Examen à mi-parcours	14/12/2011	Dernier amendement	21/10/2015	Don FIDA	0.29	20
Achèvement initiale	30/06/2015	Dernier audit	30/06/2016	field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	31/12/2021			Financement national total	16.21	
Clôture	30/06/2022			Beneficiaries	3.8	14
Nbre de prolongations	2			National Govern	9.4	47
				Cofinancement total externes	5.58	
				OFID	4.97	94
				UNCDF	0.61	0

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	5	5	1. Qualité de la gestion du projet	4	5
2. Acceptabilité du taux de décaissement	3	3	2. Exécution du S&E	5	5
3. Fonds de contrepartie	3	3	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	4
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	5	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	3	4	5. Lutte contre la pauvreté	5	5
6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	5	5

7. Innovation et leçons apprises	4	4 (g)
8. Prise en compte climat et environnement	4	4 (h)

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
Component 5 - M&E, KM communication	5	5	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
Component 4 - Market infrastru. & enabli.invest	5	4	2. Autonomisation	5	4 (j)
Component 3 - Rural finance and risk management	3	3 (i)	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
Component 2 - BDS for RMEs and vocational training	5	5	4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
Component 1 - Identification & mobilization of RMEs	5	5	5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4 (k)
			6. Possibilité réplcation à plus grande échelle	5	5

B.5 Justification des notes

(a) La gestion financière du programme est très satisfaisante, mais la note 5 est maintenue car l'accès au SIGFP risque d'affecter la fluidité des décaissements. (b) Le taux de décaissement global pour les 3 prêts est de 64% à 5 ans de la clôture: 100% pour le 1er prêt depuis 2015 (note 6); 98% pour le 2ème prêt (note 5 car prorogation) et 9% avec DRF en cours pour le 3ème prêt (note 2), soit une moyenne de 4. (c) Fonds de contrepartie mobilisés à 81% à date sur la dotation 2017. (d) La passation des marchés (PM) s'est améliorée: nouveau manuel de procédures de PM élaboré. (e) Gestion du projet satisfaisante, axée sur les résultats et orientée vers l'atteinte des objectifs de développement. (f) Au moins 80% des activités prévues dans le PTBA 2016 exécutées avec un taux de réalisation financière de 77%. Le taux de réalisation financière du PTBA 2017 est de 30% au 30 juin, 64% avec les engagements. (g) La plupart des innovations du programme sont capitalisées mais non encore valorisées pour un apprentissage collectif. (h) PROSPERER assure le respect des normes environnementales dans les activités d'appui aux MER; des mesures environnementales d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques ont été développées. (i) La mise en œuvre de la composante 3 enregistre des retards; le % des MER/PER appuyées bénéficiant des services financiers est estimé seulement à 15% contre 50% prévu. (j) La capacité des AGB/OP et leurs faïtières d'exercer le contrôle de leurs relations économiques avec les OM, est encore limitée. (k) Un document PATAS est disponible, mais doit encore être actualisé et validé par les parties prenantes.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	5	5
C.2 Sécurité alimentaire	5	5
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Etat d'avancement de la mise en œuvre du programme satisfaisant. Au 30 juin 2017, le programme enregistre des taux de réalisation des produits attendus, sur la durée de PROSPERER, qui dépassent 60% dans la plupart des cas, et qui atteignent 100% ou plus dans certains cas. Ceci est reflété par un taux d'exécution financière cumulée du programme de 56%, tous financements confondus et de 63% sur les 3 prêts FIDA. Le prêt OFID a été clôturé le 30 juin 2016 avec un taux de décaissement de 94%. Cependant, la mise en œuvre de la composante « Finances rurales » est en retard et les organisations des MER sont encore fragiles, ce qui fait qu'on ne peut pas affirmer au stade actuel que la plupart des effets escomptés de PROSPERER seront atteints à son achèvement.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Le programme a contribué à tirer 52% des MER appuyées du seuil de la pauvreté. Les témoignages recueillis auprès des MER appuyées lors des visites de terrain renseignent une amélioration de leurs conditions de vie en termes d'augmentation des actifs (gros et petit bétail, équipements, etc.), d'amélioration de l'habitat, de scolarisation des enfants, etc. Cependant, pour des raisons mentionnées dans la section C4, des efforts doivent encore être faits pour atteindre durablement l'objectif de développement du programme.

C.6 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Difficultés techniques et administratives liées à la réforme intervenue dans la gestion des finances publiques exigeant que les comptes des projets soient logés à la Banque Centrale qui approvisionne le compte opérationnel du programme pour les besoins de trésorerie de deux mois uniquement, après présentation d'un rapport de régularisation des fonds d'emprunt (RFE). Le problème majeur qui persiste
---------------------	--

	actuellement est l'accès au système intégré de gestion des finances publiques (SIGFP), ce qui peut retarder la régularisation des fonds d'emprunt (RFE) qui conditionne l'appel de fonds.
Avancement de l'exécution du projet	Bien que l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme soit satisfaisant, le problème de l'accès au SIGFP ci-dessus mentionné pourrait compromettre l'avancement des activités de PROSPERER s'il ne trouve pas une solution rapide.
Produits et réalisations	Pas de risque majeur, le rythme des réalisations est satisfaisant : le taux de réalisation physique de la plupart des produits attendus, sur toute la durée du programme, atteint ou dépasse 60%. Toutefois, la majorité des MER appuyées demeure fragile et nécessite des appuis adaptés. L'instabilité des prix du marché pour certaines filières telle que l'huile essentielle décourage les producteurs qui sont contraints dans certains cas d'abandonner temporairement l'activité (ex. de la culture de Geranium / Analamanga). Les faibles résultats enregistrés dans la composante 3 finance rurale et gestion des risques constitue un risque pour l'atteinte de tous les objectifs de développement de PROSPERER.
Durabilité	La prise en charge des frais de fonctionnement des structures partenaires (FCCIM, CCI, PCAF, GUMS, etc.) chargés d'animer les couples OP-OM risque de compromettre la durabilité des acquis de PROSPERER. Pour atténuer ce risque, ces frais devront être désormais liés aux plans stratégiques de développement de ces structures. Aussi, les capacités des CCI et d'autres structures appuyées à prendre en charge progressivement leurs frais de fonctionnement feront l'objet d'un suivi rapproché par le programme. Par ailleurs, le couplage OP-OM, la mise en place d'une nouvelle génération de GUMS par le secteur privé et les coopératives (ex. AGROBOXX et TSABROSE dans la région ITASY) offrant des biens et services aux OP au-delà des simples activités de conseil, assurera certainement la durabilité de l'offre de conseil et l'accès des MER au marché des intrants. Ces innovations demeurent le point central de la stratégie de sortie du projet et de mise à l'échelle par des partenariats publics-privés entre les MER/PER et des opérateurs de marché de moyenne-grande taille.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Dispositif de fourniture de biens et services aux OP	Encourager le développement du nouveau modèle de GUMS porté par le secteur privé et les unions de coopératives à l'image du modèle AGROBOXX et TSABROSE	Courant 2017	GUMS en cours de recrutement sur la base du nouveau modèle
Développement et compétitivité des filières promues	Accompagner les PCAF, les couples OP/OM dans l'élaboration des PDMT des filières et des plans de compétitivité des chaînes d'approvisionnement	Courant 2017	A initier
Politique de soutien aux MER	Accélérer l'appui à l'élaboration de la politique de soutien aux MER et prévoir l'appui à l'élaboration d'une loi visant l'encadrement des relations au sein des couples OP/OM	Courant 2017	Elaboration de la politique de soutien aux MER en cours avec l'appui d'un consultant international
Partenariat avec les Institutions de micro finance	Recruter les Institutions Financières sur la base de leur plan de développement, leur capacité institutionnelle et leur volonté de servir le secteur agricole	Novembre-décembre 2017	Réflexions en cours sur le renouvellement des contrats avec les IMF
Opérationnalisation des infrastructures et des comités de gestion/entretien	Assurer l'utilisation optimale et l'entretien des infrastructures mises en place avec l'appui du programme	2017-2018	A poursuivre
Appels de fonds bimestriels entre la Banque Centrale et le Programme	Permettre des appels de fonds sur une base annuelle (total du PTBA), tout en gardant la soumission des RFE tous les deux mois.	Immédiat	Discussions en cours
Partenariat avec les IMP	Négocier les partenariats avec les IMF sur la base de leur plan de développement, leur capacité institutionnelle et leur volonté de servir le secteur agricole	Novembre 2017	encore
Maximiser l'usage des infrastructures	Diligenter l'application de l'arrêté interministériel fixant les modalités de gestion des infrastructures	Courant 2017	A poursuivre

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Synthèse Logique d'intervention	Indicateurs clés de performance	Objectifs révisés TOP UP 2	Réalisations cumulées 2016	Réalisations fin juin 2017	Réalisations cumulées fin juin 2017	%	Moyens de vérification	Hypothèses (H) /Risques ®
Objectif principal:								
L'augmentation des revenus des ménages est promue par la consolidation des MER/PER au niveau local et régional	▪ - Nombre de ménages ayant bénéficié des appuis du Programme	87 450	41 394	0	41 394	47%	▪ - Enquête auprès des ménages	- H. Stabilité politique
	▪ - Taux d'augmentation du revenu moyen des ménages ruraux	40%	RMP : 10 %	0	RMP : 10 %	35%	▪ - Rapport d'évaluation (projet/ COSOP)	
Objectifs spécifiques:								
1. -Les organisations professionnelles, corps de métiers et fédérations interprofessionnelles répondent aux besoins des MER	▪ - Nombre de MER/PER bénéficient directement des appuis des OP, CM et FI (données ventilées par sexe)	30 000	11 851	0	11 851	40%	▪ - Rapports d'activités annuels	- Volonté des OP, CM et FI
	▪ - Taux de satisfaction des services rendus par OP/CM/FI	75%	84%	0%	84%	112 %	▪ - Fiches d'évaluation des MER/PER	
2. -Un cadre institutionnel et une stratégie des MER sont en place	▪ - Loi portant sur la politique nationale des MER/ER promulguée	1	0	0	0	41%	▪ - Texte de loi signé	- Volonté politique
3. La performance des clusters et filières au sein des pôles économiques régionaux est renforcée à travers l'amélioration de la compétitivité des MER/PER	▪ - Taux d'augmentation du chiffre d'affaires consolidé des MER/PER	50%	41%	0%	41%	82%	▪ - Rapports d'activités annuels	-Les Filières/Cluster s ciblées ont un potentiel de développement -La gestion des RN est améliorée
	▪ - Nombre de nouveaux emplois créés	60 000	54 300	0	54 300	91%		
	▪ - Nombre de MER en croissance devenues PER/PME	350	0	0	0	0%		
4. - Les MER/PER ont accès aux services financiers et non financiers pérennes ainsi qu'aux marchés dans un environnement favorable de gestion de risque	▪ - % de MER/PER appuyées bénéficiant des services non financiers (données ventilées par sexe)	75%	61%	98%	93%	123 %	▪ - Rapport d'évaluation de la performance des filières	- Volonté des IMF de promouvoir des produits à moyen et long terme permettant de financer l'entreprise
	▪ - % de MER/PER appuyées bénéficiant des services financiers (données ventilées par sexe)	50%	20%	1%	15%	30%		
5. - L'amélioration d'un environnement	▪ - % de MER/PER appuyées avant accès	25%	11%	0%	11%	46%	▪ - Rapport	

Synthèse Logique d'intervention	Indicateurs clés de performance	Objectifs révisés TOP UP 2	Réalisations cumulées 2016	Réalisations fin juin 2017	Réalisations cumulées fin juin 2017	%	Moyens de vérification	Hypothèses (H) /Risques ®
structurant favorise la modernisation des Filières/Clusters rurales	aux infrastructures de production (données ventilées par sexe)						d'évaluation des MER	
	▪ - 90% de taux d'utilisation des infrastructures	90%	0%	71%	71%	79%	<input type="checkbox"/>	
Produits 1 - Identification et mobilisation des MER/PER et structuration des interprofessions								
1.1. Les couples OP/OM existants et nouvellement créés sont promus	▪ - Nombre couples OP/OM opérationnels	280	158	32	190	68%	▪ - Rapport d'activité des AC	-l'envergure et la stabilité des marchés - fidélité mutuelle des OP/OM
	▪ - Nombre de MER intégrant le couple OP/OM	30 000	8 545	16 155	24 700	82%	<input type="checkbox"/>	
	▪ - Valeur annuelle des produits commercialisés	ND	3 296 212 960	9 326 405 862	12 622 618 822		<input type="checkbox"/>	
	▪ - Valeur en USD de la contribution du secteur privé (OM) de taille plus grande aux investissements	2 500 000	75 158	5 000 000	5 075 158	203 %	<input type="checkbox"/>	
1.2. Les GUMS sont fonctionnels	▪ - Nombre de MER bénéficiant de services d'appui	61 000	40 613	15 326	55 939	92%	▪ - Rapport d'activité des GUMS/BDME R	-Autonomie financière des GUMS
	▪ - Taux de satisfaction des bénéficiaires vis-à-vis des services des GUMS	75%	78%	90%	84%	112 %	▪ - Rapport d'évaluation participative	
1.3. MER jouissent des appuis et soutiens des CCI via les AC	▪ - Nombre de MER bénéficiaires de services commerciaux	30 000	8 545	16 155	24 700	82%	▪ - Rapport d'activité des AC	- Prise en compte des MER par les CCI
	▪ - SIM (BAZAR-MADA) fonctionnel dans les zones d'extensions	ND	0	0	0		▪ - Rapport CCI	
1.4. AGB/OP/Cluster appuyés/ sont appuyés/ conseillé accompagnés et sont opérationnels	▪ - Nombre de AGB/OP/Cluster rendant des services à leurs membres (indicateur COSOP)	800	446	30	476	60%	▪ - Rapport d'activité des PSE/GUMS	
1.5. Les PCAF créés et appuyés sont fonctionnels	▪ - Nombre de PCAF opérationnels	30	14	12	12	40%	▪ - Rapport d'activité PCAF	
	▪ - Nombre de stratégies de développement de filières mis en œuvre	10	0	0	0		<input type="checkbox"/>	
1.6. Le cadre institutionnel est en vigueur et la politique nationale en matière d'appui aux MER/PER élaborée	▪ - Un projet de texte de loi élaboré	1	0	0	0		▪ - Rapport d'activité	- Adoption et ratification des textes réglementaires
	▪ - CTOP national fonctionnel	ND	0	0	0		<input type="checkbox"/>	
Produit 2 - Services d'appui aux microentreprises et formation professionnelle								
2.1. Les services offerts par les PSE	▪ - Taux moyen de satisfaction des MER,	75%	59%	42%	51%	67%	▪ - Rapport	

Synthèse Logique d'intervention	Indicateurs clés de performance	Objectifs révisés TOP UP 2	Réalisations cumulées 2016	Réalisations fin juin 2017	Réalisations cumulées fin juin 2017	%	Moyens de vérification	Hypothèses (H) /Risques ®
agréés répondent aux besoins de développement des entreprises rurales et sont pérennisés	IF/GUMS par rapport aux prestations des PSE						d'évaluation des PSE	
2.2. Le changement de comportement des MER bénéficiaires de SADE/BDS est effectif	▪ - Nombre de MER ayant adoptées les techniques recommandées	35 000	18 778	48	18 826	54%	▪ - Rapport d'enquête adoption	
	▪ - Taux d'adoption des formations en commercialisation et marketing	50%	57%	79%	68%	136 %	<input type="checkbox"/>	
	▪ - Taux d'adoption des formations en gestion	50%	64%	20%	42%	84%	<input type="checkbox"/>	
	▪ - Taux d'adoption des formations en autres thèmes	50%	53%	36%	44%	89%	<input type="checkbox"/>	
2.3. Les jeunes sont accompagnés en entrepreneuriat rural et dans leurs insertions professionnelles	▪ - Nbre de jeunes ruraux insérés/installés (données ventilées par sexe)	6 100	4 453	50	4 503	74%	▪ - Rapport d'activité des CIP	
Produit 3 - Finances rurales et gestion des risques								
3.1. Les besoins d'investissement des MER et les besoins en fonds de roulement des MER vulnérables sont soutenus par les IMF partenaires	▪ - Nombre de MER bénéficiaires de crédits	30 000	8 303	350	8 653	29%	▪ - Rapport d'activité des IMF/ BDIMER	-Engagement ferme des IMF à faciliter l'accès des MER aux services financiers
	▪ - Montant en million USD des crédits alloués aux MER (CT et MLT)	6	3,4	0,06	3,46	58%	<input type="checkbox"/>	
3.2. Les différentes facilités sont opérationnelles	▪ - Facilité d'investissement rural (FIR) est opérationnel	1	1	0	1	100 %	▪ - Rapport PAFIM/CI	- Efficience du PAFIM dans son intervention
	▪ - Fonds d'Appui à l'Entrepreneuriat (FAE) est opérationnel	1	1	0	1	100 %	<input type="checkbox"/>	
	▪ - Fonds d'Appui Institutionnel (FAI) est opérationnel	1	1	0	1	100 %	<input type="checkbox"/>	
Produit 4 - Infrastructures de marché et investissements structurants								
4.1. Les investissements collectifs de soutien aux filières et aux petits métiers sont en place et fonctionnels	▪ - Nombre d'infrastructures de soutiens à la production aménagées et/ou remises en état	210	146	1	147	70%	▪ - Rapport de suivi des activités de la composante Infrastructure	-Effectivité des apports des bénéficiaires et du secteur privé
	- % d'infrastructures construites/réhabilitées résilientes au changement climatique	80%	0%	0%	0	0%	<input type="checkbox"/>	
	▪ - Volume annuel des produits transformés et traités	ND	ND	ND	ND		<input type="checkbox"/>	

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Produits et effets : <u>Composante 1 : Identification, mobilisation des MER, des PER et structuration des interprofessions</u>	1. Accompagner les PCAF, les couples OP/OM dans l'élaboration des PDMT des filières et des plans de compétitivité des chaînes d'approvisionnement	EPN/EPR	Immédiat
	2. Elaborer une approche basée sur la fourniture des biens et services aux MER/PER par le secteur privé	EPN/EPR	Immédiat
	3. Renforcer les capacités des conseillers du DAC sur l'accompagnement des chaînes de valeur ajoutée	EPN/FCCIM	Immédiat
	4. Accélérer l'appui à l'élaboration de la politique de soutien aux MER et prévoir l'appui à l'élaboration d'une loi visant l'encadrement des relations au sein des couples OP/OM	EPN/MIDSP	Immédiat
Produits et effets : <u>Composante 2: Services d'appui aux micro-entreprises rurales et formation professionnelle</u>	5. Planifier les activités d'appui aux jeunes en partenariat avec FORMAPROD	EPR	Continu
Produits et effets : <u>Composante 3 : Finances rurales et gestion des risques</u>	6. Mettre en place un dispositif d'accès aux facilités financières de PROSPERER basé sur la demande des couples OP/OM	EPN/Spécialiste Finance Rurale	Fin octobre 2017
	7. Recruter les Institutions Financières sur la base de leur plan de développement, leur capacité institutionnelle et leur volonté de servir le secteur agricole	EPN/Spécialiste Finance Rurale	Novembre 2017
	8. Renforcer les capacités des agents affectés et les accompagner dans la conception de produits dans le temps	EPN/EPR	Mi-décembre 2017
	9. Impliquer l'APIMF dans le processus de mise en place des GVEC afin de faciliter leur mise en relation avec les IMF	EPN/Spécialiste Finance Rurale	Octobre 2017
Produits et effets : <u>Composante 4 : Infrastructures de marché et investissements structurants</u>	10. Etablir le lien entre les infrastructures à mettre en place et les couples OP/OM et s'assurer que ces infrastructures font partie intégrante du plan de mise à niveau des OP bénéficiaires	EPN/EPR	Continu
	11. Assurer l'utilisation optimale des infrastructures par l'ouverture de leur accès à d'autres bénéficiaires	EPN/EPR	Immédiat
	12. Accélérer la mise en œuvre de la convention EPRA-DELC/MPAE sur l'application de l'arrêté interministériel du 25 août 2015	EPN/EPRA	Immédiat
	13. Etendre le modèle de convention provisoire appliquée dans la région HM à d'autres régions	EPN/EPR	Immédiat
	14. Intégrer l'ingénierie sociale dans le cahier des charges de la composante	EPN/EPR	Continu
Avancement de l'exécution du programme	Suivi-évaluation		
	15. Mettre en place un suivi en panel d'un échantillon de MER appuyées	RSE	Décembre 2017
	16. Intégrer dans la mise à jour du progiciel de gestion de base de données l'automatisation de la sortie de l'évolution des chiffres d'affaires et des revenus	RSE	Octobre 2017
	Capitalisation des savoirs et communication		

Domaine d'action	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
	17. Elaborer un plan de capitalisation, associé à un processus d'apprentissage en collaboration avec des institutions spécialisées pour appuyer le programme	EPN	Octobre 2017
	18. Prioriser les thèmes à capitaliser et conduire des études de cas additionnels pour affiner les stratégies de durabilité du programme	EPN/EPR	Juin 2018
	19. Mettre à jour la stratégie de PATAS	EPN/EPR	Décembre 2017
	20. Revoir le calendrier de parution du magazine MIOITRA et activer le <i>relooking</i> et la mise à jour du site web.	EPN/EPR	Octobre 2017
	21. Renforcer les stratégies de communication des coopératives et des comités de gestion afin d'intégrer une stratégie marketing plus agressive pour les points de vente	EPR	Octobre 2017
	Environnement et nutrition		
	22. Documenter et valoriser les engagements du programme et des MER dans l'intégration des facteurs environnementaux dans les activités	EPN/EPR	Décembre 2017
	23. Promouvoir l'utilisation de foyers améliorés au niveau des MER cibles	EPR	Juin 2018
	24. Intégrer un plan de reboisement dans les activités des CLUSTER des filières clés	EPR	Décembre 2017
	25. Développer les interventions des entités spécialisées pour inclure une éducation nutritionnelle à l'endroit des OP et MER du programme.	EPN/EPR	Décembre 2017
	Durabilité		
	26. Elaborer un plan triennal de désengagement et lier la prise en charge des frais de fonctionnement des structures appuyées aux plans stratégiques de développement de ces structures	EPN/EPR	Octobre 2017
	Autres		
	27. Planifier et assurer un suivi régulier des actions de complémentarité d'intervention sur le terrain des programmes FIDA aux différents niveaux (national, régional, districts et communes)	EPN/EPR	Annuellement
Aspects fiduciaires	28. Lever le risque de manque de trésorerie par appel de fonds, en concertation avec les autorités gouvernementales	CN/RAF	Immédiat
	29. Utiliser le RSE ou RTR comme signataires suppléants, avec plafond de signature à définir, dans les EPR interrégionales.	CN/RAF	Août 2017
	30. Obtenir les informations sur les intérêts crédités par la BOA au profit du trésor public	RAF	Immédiat

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Composante			Période: 01-01-2017 à 30-06-2017			Progrès effectif Global	Objectif fixé au moment de la pré-évaluation - Top up 1 & Top up 2	%
Sous-composante ou produit	Indicateur	Unité	PTBA	Progrès effectif	%			
COMPOSANTE 1: Identification, mobilisation des MER/PER et des couples OP/OM et structuration des interprofessions					44,26%			114%
SOUS-COMPOSANTE 1 1: Inventaire régional, validation des MER, des PER et dispositif d'appui local					42,11%			86%
VOLET-A: Etude de marché et promotion des couples OP/OM					45,08%			102%
12. Etudes des opportunités des marchés au niveau des Opérateurs de marchés (OM)	Etude des opportunités de marchés réalisés	Nombre	26	5	20,00%	29	9	324%
12'. Etude d'impact environnemental	Filière étudiée	Nombre	3	2	66,67%	2	20	10%
13. Création d'une base de données sur les Opérateurs de Marché à l'aide d'un progiciel approprié	Base de données élaborée	Nombre	3	1	33,33%	11	9	122%
14. Identification et validation des MER/OP en lien aux OM et intégrées dans la BDMER	Atelier	Nombre	141	91	64,54%	331	340	97%
15. Diagnostic des couples OP/OM et couples OP/OM à créer	Diagnostics réalisés	Nombre	95	47	49,47%	282	340	83%
16. Ateliers d'identification des contraintes et élaboration participative des plans de mise à niveaux des acteurs (OP/OM)	Ateliers	Nombre	76	44	57,89%	245	340	72%
17. Elaboration Manuel de modèles de contrats de partenariat OP/OM	Modèle de contrats de partenariat élaboré	Nombre	0	0		1	1	100%
18. Ateliers de négociations commerciales OP/OM	Ateliers de négociation commerciale réalisés	Nombre	98	44	44,90%	233	340	69%
18'. Ateliers de sensibilisation / Formation des OM	Atelier/formation réalisé	Nombre	ND	1		1	ND	
19. Ateliers de programmation et de bilan de campagne de commercialisation	Ateliers de programmation et de bilan de campagne	Nombre	84	20	23,81%	162	450	36%
VOLET-B: Guichet unique multi-service					27,74%			48%
20. Formation des encadreurs et des CE	Approche chaîne de valeurs ajoutées (CVA)	Session	3	0	0,00%	15	ND	
	Elaboration des plans de mise à niveau	Session	3	1	33,33%	7	ND	
	Autres thèmes	Session	15	9	60,00%	75	ND	
21. Octroi des Frais de structure des IF/GUMS	Montant octroyé	USD	312 715	93 067	29,76%	1 004 285,12	ND	
22. Mise en place GUMS (Notification + Investissement)	GUMS mis en place	Nombre	32	5	15,63%	16	33	48%

VOLET-C: Appui à l'innovation technologique					53,51%			108%
24. Mise en place de 38 centres de démonstration et de diffusion de technologie	CDDT mise en place	Nombre	55	45	81,82%	179	150	119%
26. Mise en place et opérationnalisation du FFCP	Manuel de procédure FFCP	Nombre	ND	0		1	1	100%
	FFCP régional opérationnel	Nombre	7	5	71,43%	16	9	180%
	Montant total subvention octroyé	USD	261 560	031,78 ¹⁹	7,28%	155 600,66	469 551	33%
SOUS-COMPOSANTE 12: Renforcement des structures professionnelles et de l'interface public-privée					46,41%			141%
VOLET: Equipe PROSPERER								
Acquisition d'équipements	BC et conventions exécutés	nb	ND	2,1		67,1	ND	
VOLET-A: Renforcement des CCI					29,78%			180%
Renforcement des antennes CCI	CCI bénéficiaires	Nombre	11	7	63,64%	18	10	180%
Renforcement Bureau CAPAG CCI	Bureau GAPAG CCI renforcé	Nombre	10	8	80,00%	8	ND	
Convention de Services Antennes CCI : Assistance & Appui au Programme	Convention de service signée	Nombre	11	5	45,45%	5	ND	
	Convention de service exécutée	Nombre	11	5	45,45%	5	ND	
Renforcement du dispositif d'animation commerciale DAC	Avancement PTBA DAC	Taux	80	0	0,00%	0	ND	
Renforcement CALAT	Décaissement budget CALAT	Taux	90	0	0,00%	0	ND	
Renforcements & Appui Partenaires : Tranoben'i Tantsaha (TT)	CA régionale appuyée	Nombre	3	0,11	3,67%	0,11	ND	
Renforcements & Appui Partenaires : CM	CM appuyé	Nombre	3	0	0,00%	0	ND	
VOLET-B: Renforcement des AGB/OP/Clusters					58,28%			151%
39. Création des Clusters	Clusters créés	Nombre	12	11	95,00%	79,4	44	180%
40. Consolidation AGB/OP/Clusters	AGB/OP consolidés	Nombre	248	198	79,84%	1218	600	203%
	Clusters consolidés	Nombre	20	12	60,00%	31	44	70%
41. Structuration et formation des organisations des bénéficiaires d'infrastructures	Organisation des bénéficiaires d'infrastructure constituée	Nombre	21	1	4,76%	84	ND	
	Organisation des bénéficiaires d'infrastructure appuyée	Nombre	110	57	51,82%	349	ND	
VOLET-C: Concertation multi acteurs					62,22%			93%
42. Ateliers de concertation multi – acteurs	Ateliers / Consultance	Nombre	10	3	30,00%	56	30	187%
43. Ateliers de formation en négociation interprofessionnelle des PCAF constituées	Ateliers/ Consultance	Nombre	ND	0		13	30	43%
44. Dotation d'équipement de permanences PCAF dans les Chambres	Lots d'équipements	Nombre	1	1	100,00%	15	29	52%
45. Mobilisation des PCAF à travers leurs plans opérationnels de travail	PCAF exécutant leur PTBA	Nombre	18	10	56,67%	26	29	90%

Volet D : Appui au développement d'une politique de soutien aux MER					65,93%			
Renforcements & Appui Partenaires : agents ministère	Appuis/renforcement par type par ministère	Nombre	27	17	63,70%	17	ND	
Elaboration du cadre réglementaire pour la promotion des MER et de l'exportation	Cadre réglementaire élaboré (par type)	Nombre	1	0	0,00%	0	ND	
Promotion et partage du Modèle PROSPERER	Atelier/forum régional	Nombre	1	2	200,00%	2	ND	
Appui institutionnel	Système de veille en place	Nombre	1	0	0,00%	0	ND	
VOLET- Accompagnement et appuis techniques divers					15,83%			
65. Assistance technique et d'accompagnement	Nombre d'assistance technique	Nombre	12	2	15,83%	2	ND	
COMPOSANTE 2: SERVICES D'APPUI AUX MICRO-ENTREPRISES RURALES ET FORMATION PROFESSIONNELLE					34,12%			77%
SOUS COMPOSANTE 2.1: SERVICES D'APPUI ADAPTES AUX MICRO-ENTREPRISES RURALES EXISTANTES					46,19%			92%
VOLET-A : Identification et mise à niveau des capacités des différents types de prestataires					87,75%			73%
56. Renforcement de capacités des PSE en fonction des besoins	Nbre de PSE formés en Diagnostic et Business Plan (*)	nb	ND	0		110	150	73%
	Nbre de PSE formés en Technique et qualité (*)	nb	10	15	150,00%	712	720	99%
	Nbre de PSE formés en Gestion (*)	nb	ND	0		196	120	163%
	Nbre de PSE formés en Marketing et commercialisation (*)	nb	ND	0		203	350	58%
	Nbre de PSE autres spécialités formés	nb	ND	0		77	165	47%
	Nbre de PSE formés en Culture Entrepreneuriale (*)	nb	ND	0		112	N/A	
	Nbre de PSE formés en Culture d'Epargne et de Crédit (*)	nb	ND	0		137	N/A	
	Nbre de PSE formés en Ingénierie de formation (*)	nb	102	26	25,49%	189	N/A	
Formalisation des réseaux de PSE	Réseau PSE appuyé	nb	ND	0		0	4	0%
VOLET-B: Renforcement de capacités des MERs					28,69%			139%
59. Appui au diagnostic / élaboration participative des Business Plans (Pré-investissement et projets d'entreprise)	MER avec Business Plan élaborés	Nb	1 375	233	16,95%	6 467	5 620	115%
60. Appui-conseil-accompagnement des MER	Nb des MER/PER accompagnées par les CE	Nb	2 566	1 274	49,65%	15 233	11 474	133%
61. Formation & Renforcement de capacités des MER	Nb des MER/PER formées en technique et qualité (*)	Nb	3 647	1 172	32,14%	20 000	15 344	130%
	Nb des MER/PER formées en cascade	Nb	4 185	1 122	26,81%			172%

	en technique et qualité (*)					12 468	7 232	
	Nb des MER/PER formées en gestion (*)	Nb	2 419	470	19,43%	13 938	11 426	122%
	Nb des MER/PER des filières formées en marketing et commercialisation (*)	Nb	1 974	360	18,24%	10 664	8 719	122%
	Nb des MER/PER formées autres formations (*)	Nb	2 239	303	13,53%	14 427	12 908	112%
	Nb de MER/PER formés dans la filière bambou (*)	Nb	648	342	52,78%	1 661	819	203%
VOLET-C : Appui au développement et à la promotion des filières et clusters					29,38%			156%
62. Appuis à la promotion des produits et à la prospection commerciale	Entités/Consultants en intermédiation commerciale	Nb	2	1	50,00%	9	5	180%
	Diagnostic-accompagnement en label et certification	Nb	6	0	0,00%	10	6	167%
	Diagnostic-accompagnement en emballage	Nb	5	2	40,00%	20	11	182%
	nouveaux produits/marchés testés et lancés	Nb	5	0,4	8,00%	7	5	148%
	Agents commerciaux recrutés	Nb	6	2	33,33%	19	10	190%
	Voyages d'échanges organisés	Nb	60	21	35,00%	187	112	167%
	MER/PER participant à des voyages	Nb	1 037	363	35,00%	2 816	1 694	166%
	Foires organisées par FCCI/PROSPERER au niveau national	Nb	ND	0		2	1	200%
	MER/AGB/OP Couples OP/OM participant à la Foire nationale FCCI/PROSPERER	Nb	ND	0		172	170	101%
	Autres Foires nationales où participeront les MER	Nb	25	25	100,00%	190	141	135%
	MER/AGB/OP Couples OP/OM participant aux autres Foires nationales	Nb	420	169	40,24%	1511	1106	137%
	Foires organisées par CCI/PROSPERER régionales	Nb	19	9	47,37%	38	16	238%
	MER/AGB/OP Couples OP/OM participant aux Foires régionales CCI/PROSPERER	Nb	593	190	32,04%	1385	802	173%
	Foires locales où participeront les MER	Nb	16	7	45,00%	113	90	126%
	MER/AGB/OP Couples OP/OM participant aux foires locales	Nb	259	32	12,36%	1292	1041	124%
	Foires internationales où participeront les MER	Nb	9	3	33,33%	46	33	139%
	AGB/OP Couples OP/OM participant à des foires internationales	Nb	155	10	6,45%	325	207	157%
	Lot d'équipements de mobiliers	Nb	7	0	0,00%	44	37	119%

63. Etudes ponctuelles - accompagnement des MER/PER produits/filières spécifiques	Diagnostic-accompagnement études ponctuelles réalisés	Nb	2	0	0,00%	12	7	164%
64. Opérationnalisation du Système d'Informations sur les Marchés adaptés aux besoins des MER/PER	Convention administration et opérationnalisation du SIM avec CCI-A	Nb	1	0	0,00%	1	1	100%
64'. Appui aux groupes vulnérables	Appuis réalisés	Nb	5	2	40,00%	2	ND	
VOLET-D : Assistance technique et accompagnement					38,95%			
65. Assistance technique et d'accompagnement au bénéfice des MER	Nombre d'assistance technique	Nb	19	7	38,95%	51	ND	
VOLET-E : Appui au développement d'une politique de soutien aux MER								0%
65'. Mise en place d'un dispositif complet de « Services d'Appui au Développement des Entreprises »	SADE/CAPAG fonctionnel	Nombre	ND	0		0	5	0%
Sous composante 2 : FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGES FONDAMENTAUX					22,04%			63%
VOLET-B : Apprentissage des jeunes et formation professionnelle					25,10%			52%
75. Inscription des jeunes dans Centres de formation professionnelle partenaires	Jeunes inscrit en Formation professionnelle (*)	Nb	295	25	8,47%	3 015	9 000	34%
	Jeunes certifiés après Formation professionnelle (*)	Nb	323	80	24,77%	2 751	8 000	34%
76. Mise en apprentissage des jeunes dans des PMER-hôtes agréés	Jeunes mis en apprentissage dans des PMER-hôtes (*)	Nb	960	468	48,75%	8 776	13 000	68%
	Jeunes apprentis ayant complété le cycle d'apprentissage (*)	Nb	940	173	18,40%	7 937	11 000	72%
VOLET-C : Formation et création des MER					18,99%			74%
77. Recrutement nouveaux CE en appui – conseil – accompagnement des jeunes	CE recrutés	Nb	ND	0		28	ND	
78. Réalisation de Formations en création d'entreprise aux néo-entrepreneurs	Jeunes néo-entrepreneurs formées en création d'entreprise	Nb	1 030	23	2,23%	5 333	8 000	67%
79. Dotation de Kit de démarrage aux jeunes néo-entrepreneurs	Jeunes néo-entrepreneurs bénéficiaires du kit	Nb	1 381	335	24,26%	5 919	ND	
80. Appui – conseil -accompagnement des jeunes néo-entrepreneurs	Jeunes néo-entrepreneurs accompagnés	Nb	1 628	406	24,94%	5 463	7 500	73%
81. Appui – conseil -accompagnement des Groupements de jeunes néo-entrepreneurs	Groupements de jeunes néo-entrepreneurs accompagnés	Nb	53	13	24,53%	415	500	83%
COMPOSANTE 3 : FINANCE RURALE					37,06%			81%
VOLET- A : Faciliter l'accès aux services financiers					61,44%			86%
87. Développement et lancement de nouveaux produits financiers adaptés aux besoins des MER vulnérables	Nouveaux produits financiers développés	Nombre	ND	0		2	2	100%
88. Ajustement des conditions d'adhésion et d'accès au crédit des MER	Procédures opérationnelles révisés	Nombre	1	0	0,00%	2	3	67%
89. Elaboration des fiches techniques simples de la FIR, de la FPR, et du FAE	Fiches techniques	Nombre	100	200	200,00%	203	ND	

90. Formation des techniciens des IMF partenaires	Session de Formation - Consultance	Nombre	5	1	20,00%	26	43	60%
91. Formation des Conseillers d'entreprises, Encadreur et Cadres EPR	Session de Formation - Consultance	Nombre	16	19	118,75%	45	43	105%
92. Elaboration des fiches simples des conditions d'accès et des produits financiers s'adressant aux MER	Fiches	Nombre	ND	0		4	4	100%
93. Opérationnalisation des GVEC	GVEC constitués	Nombre	109	66	60,55%	106	N/A	
94. Formation en éducation financière des MER membres GVEC	MER membres GVEC formées	Nombre	1 608	273	16,98%	877	N/A	
95. Information communication et mobilisation des MER	Séance de mobilisation - Consultance	Nombre	87	12	13,79%	176	N/A	
VOLET-B : Favoriser l'engagement du secteur financier en soutien aux MER					0,00%			77%
94. Octroi de la FIR	Montant du fonds FIR décaissé	Ariary	133 760 000	0	0,00%	182 224 400 ¹	1 312 546 200	90%
95. Octroi des subventions FIR	Dossiers de Crédits MLT remboursés intégralement sans incidents de remboursement	Nombre	44	0	0,00%	-	ND	
96. Octroi du FAE	Montant du FAE décaissé	Ariary	6 000 000	0	0,00%	36 558 900	184 573 200	20%
97. Information communication et mobilisation des MER sur le FAE	Séances de communication – mobilisation réalisées	Nombre	17	0	0,00%	350	292	120%
VOLET- C : Outils de gestion du risque								
98. Sensibilisation des IMF partenaires à respecter les délais d'inscription des crédits octroyés au bénéfice de la FPR	Réunions - Séances de mobilisation réalisée	Ariary	ND	0		5	ND	
99. Versement régulier des cotisations FPR par les IMF partenaires	Montant des cotisations versées	Ariary	ND	0		0	ND	
100. Sensibilisation des IMF partenaires à respecter les délais de transmission des requêtes	Réunions - Séances de mobilisation réalisée	Nombre	ND	0		5	ND	
101. Indemnisation des IMF pour les impayés plus de 90 jours	Montant indemnisation décaissé	Ariary	ND	0		0	ND	
VOLET- D : Assistance technique					49,74%			
102. Gestion et suivi des activités de la composante par le Programme PAFIM	Rapport d'activités	Nombre	4	2	50,00%	16	ND	
103. Réalisation d'études spécifiques	Etudes spécifiques réalisées	Nombre	1	1	100,00%	7	ND	
104. Visite échanges	Visite échange réalisée	Nombre	4	1	25,00%	6	ND	
105. Réalisation de missions de suivi et/ou d'appui	Missions de suivi et/ou d'appui réalisées	Nombre	34	16	47,06%	89	ND	
106. Réunions de travail et de suivi périodiques des IF/GUMS, IMF, EPR, EPN et des partenaires techniques et financiers	Réunions de travail réalisées	Nombre	154	41	26,62%	817	ND	

COMPOSANTE 4: Infrastructures de marché et investissements structurants					7,88%			61%
SOUS-COMPOSANTE 4.2: Investissements collectifs de soutien aux filières					7,88%			61%
VOLET: Investissements collectifs de soutien aux filières					7,88%			61%
116. Réalisation des Etudes de faisabilité technico-économique, contrôles et surveillance	APD Kit panneaux solaires finalisés	Nombre	ND	0		31	190	16%
	APD Pavillons d'exposition points de vente finalisés	Nombre	8	0,4	5,00%	60	89	68%
	APD Bâtiment pour atelier de transformation et de conditionnement finalisés	Nombre	9	1,2	13,33%	31	47	66%
	APD Centres d'affaires polyvalents et d'accueil des groupements finalisés	Nombre	1	0	0,00%	24	28	86%
117. Réalisation des travaux de construction et de réhabilitation	Kit panneaux solaires réceptionné	Nombre	2	0	0,00%	37	190	19%
	Pavillons d'exposition points de vente réceptionnés	Nombre	6	2	33,33%	59	89	66%
	Bâtiment pour atelier de transformation et de conditionnement réceptionné	Nombre	13	0,68	5,23%	39	47	82%
	Centres d'affaires polyvalents d'accueil des groupements réceptionnés	Nombre	2	0	0,00%	24	28	86%
COMPOSANTE 5 : SUIVI-EVALUATION, CAPITALISATION ET COMMUNICATION					34,13%			82%
SOUS COMPOSANTE 5.1: PLANIFICATION ET SUIVI-EVALUATION					34,39%			85%
VOLET- B : Suivi et Evaluation					34,39%			85%
Révision Dispositif SE					33,33%			
126. Révision du Cadre Logique (CL)	Cadre Logique révisé	nb	1	1	100,00%	1	1	100%
127. Elaboration du Plan de SE	Plan SE finalisé	nb	1	0	0,00%	1	1	100%
128. Adaptation des outils SE	Outils SE finalisé	nb	1	0	0,00%	1	1	100%
Etude et contrat					17,24%			
129. Enquête baseline/à mi-parcours/Finale	Enquête réalisée	nb	1	0	0,00%	4,1	6	68%
130. Enquête AMED	Enquête AMED réalisé	nb	ND	0		8	ND	
131. Enquête adoption (Formation, innovation technologique)	Enquête adoption réalisée	nb	14	0,8	5,71%	34	60	56%
132. Enquête revenu	Enquête revenu réalisée	nb	7	1	14,29%	7	ND	
133. Evaluation participative avec les bénéficiaires	Evaluation participative réalisée	nb	20	1	5,00%	60	ND	
134. Ateliers de préparation du PTBA	Ateliers tenus	nb	17	2	11,76%	116	150	77%
135. Audit des comptes	Audit réalisé	nb	3	2	66,67%	10	13	77%
Formation					60,34%			
136. Formation du personnel du Programme	SE	nb	7	2	28,57%	76	ND	

	GENRE	nb	1	1	100,00%	23	ND	
	AUTRES FORMATIONS	nb	ND	6		249	ND	
	ATELIER FIDA	nb	ND	1		1	ND	
137. Réalisation des réunions de coordination	réunion de coordination réalisée	nb	82	43	52,44%	204	200	102%
Assistance technique					26,67%			
138. Appui Méthodologique	Nombre d'appui méthodologique	nb	15	4	26,67%	35	ND	
138'. Accompagnement et appui technique divers	Nombre d'appui et accompagnement	nb	ND			0	ND	
SOUS COMPOSANTE 5.2: CAPITALISATION DES SAVOIRS ET COMMUNICATION					33,87%			80%
VOLET-A : Campagnes de sensibilisation aux objectifs et prestations fournis par le Programme					67,52%			96%
145. Réalisation campagne de mobilisation	Campagne de mobilisation réalisée	nb	43	21	48,84%	175	ND	
146. Réalisation campagne de promotion de la culture entrepreneuriale	Campagne de promotion de culture entrepreneuriale réalisée	nb	29	25	86,21%	86	90	96%
VOLET-B : Identification et renforcement des capacités des prestataires de communication					32,64%			80%
147. Renforcement de capacités des partenaires en communication	Partenaires renforcés	nb	24	13	54,17%	86	108	80%
	Personnels des partenaires formés	nb	18	2	11,11%	123	ND	
VOLET-C : Mise en place et renforcement des centres d'information régionaux et de points d'information par district					37,50%			107%
148. Mise en place des centres d'information régionaux - CIPE	Nouveau CIPE régionaux ouverts	nb	1	0	0,00%	12	15	80%
	CIPE régionaux renforcés - appuyés	nb	4	3	75,00%	20	15	133%
VOLET-D : Promotion d'outils et moyens de communication en milieu rural (radio locale, TV)					13,87%			65%
149. Elaboration Plan de communication	Plan de communication national/régional élaboré	nb	2	0,2	10,00%	7,7	10	77%
150. Développement d'outils et moyens de communication en milieu rural	Production Documentaire réalisée	nb	188	10	5,32%	81	120	68%
	Production d'enregistrement radio réalisée	nb	112	37	33,04%	40	ND	
	Nombre de parution MIOITRA	nb	14	1	7,14%	29	56	52%
VOLET-E : Capitalisation des expériences du projet et des « success stories »					17,84%			52%
151. Capitalisation des expériences du Programme	Success stories des MER capitalisés	nb	38	11,6	30,53%	186	360	52%
	Success stories du Programme capitalisés	nb	10	3,2	32,00%	65	ND	
	Etudes de cas réalisés	nb	12	2	16,67%	69	ND	
152. Promotion des résultats et expériences	Nbre d'actions de promotion des résultats et expériences tenues	nb	10	1	10,00%	38	ND	
153. Mise à jour du site web	Site web reloué	nb	0	0		2	ND	
	Nbre de mise à jour du site web	nb	12	0	0,00%	210	ND	

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A : PERFORMANCE FINANCIERE PAR BAILLEURS DE FONDS
Situation au 30 JUIN 2017 (en 000 USD)

Source de Financement	Approuvé (US\$ '000)	Approuvé actualisé taux réception fonds (US\$ '000)	Déboursé (USD '000)	Pourcentage Déboursément
Prêt FIDA	17 788	17 954	17 932	99,88%
Prêt FIDA TOP UP	11 200	10 371	10 129	97,67%
2° Prêt Supplémentaire FIDA	16 997	16 613	597	3,60%
Don FIDA	294	259	51	19,81%
OFID	5 000	5 000	4 686	93,71%
Sous-total FIDA + OFID	51 279	50 197	33 396	66,53%
FENU	606	606	-	0,00%
Gouvernement	4 512	4 512	3 684	81,66%
Gouvernement Top Up 1	1 455	1 455	-	0,00%
Gouvernement Top Up 2	3 477	3 477	-	0,00%
Bénéficiaires	2 210	2 210	531	24,04%
Bénéficiaires Top Up 1	620	620	-	0,00%
Bénéficiaires Top Up 2	981	981	-	0,00%
Total	65 140	64 058	37 611	58,71%

Tableau 5B : PERFORMANCE FINANCIERE PAR BAILLEURS DE FONDS et PAR COMPOSANTE : Situation au 30 JUIN 2017 (en 000 USD)

Composante	Prêts FIDA			Don FIDA			OFID			FENU			Gouvernement			Bénéficiaires			Total toutes sources de financement		
	Montant Approuvé	Montant Approuvé	%	Montant Approuvé	Montant Décaissé	%	Montant Approuvé	Montant Décaissé	%	Montant Approuvé	Montant Décaissé	%	Montant Approuvé	Montant Décaissé	%	Montant Approuvé	Montant Décaissé	%	Montant Approuvé	Montant Décaissé	%
Composante 1 Mobilisation des MER, des PER et structuration des interprofessions	17 644	13 079	74,13%	77	13	16,33%	-	-	-	-	-	-	3 772	656	17,40%	347	58	16,63%	21 840	13 806	63,21%
Composante 2 Services d'appui aux MER et formation professionnelle	16 312	7 289	44,68%	78	-	-	-	-	-	106	-	-	3 318	50	1,51%	1 806	333	18,42%	21 620	7 672	35,488%
Composante 3 Finances rurales et gestion des risques	5 229	2 271	43,43%	72	29	36,33%	-	-	-	500	-	-	95	6	6,34%	60	5	8,33%	5 956	2 311	38,80%

Compo sante 4	Infrastructures de marché et investissements structurants	1 227	1 120	91,29%	-	-	-	5 000	4 685	93,70%	-	-	-	1 429	181	12,66%	1 459	135	9,25%	9 115	6 121	67,15%
Compo sante 5	Suivi-évaluation, capitalisation – communication	5 573	6 106	109,57%	68	19	28,21%	-	-	-	-	-	-	830	564	67,93%	139	1	0,72%	6 610	6 690	101,21%
Total		45 985	29 865	64,94%	294	61	20,59%	5 000	4 685	93,70%	606	-	-	9 444	1 457	15,43%	3 811	531	13,94%	65 140	36 599	56,18%

**Tableau 5C : DECAISSEMENT PRÊT
FIDA 737-MG : Situation au 30 JUIN
2017 (en DTS)**

	Description de la Catégorie	Allocation Initiale	Allocation Révisée	Décaissements effectifs	Disponible	Pourcentage de décaissement	DPD / DRF en cours	Pourcentage avec DRF en Cours
	Dépôt initial sur Compte Spécial			<i>recouvrée</i>	-	-	-	-
I	Infrastructures	160 000,00	175 000,00	144 342,13	30 657,87	82,48%	-	82,48%
II	Equipement, Matériels et Moyens de Transport	668 000,00	800 000,00	818 349,25	-18 349,25	102,29%	-	102,29%
III	Formation et Renforcement des Capacités	3 890 000,00	3 890 000,00	3 657 786,69	232 213,31	94,03%	-	94,03%
IV	Prestation de Services, Etudes et Assistance Technique	2 235 000,00	2 878 000,00	3 162 660,82	-284 660,82	109,89%	-	109,89%
V	Fonds d'Appui à la Finance Rurale	2 705 000,00	1 728 000,00	1 224 173,13	503 826,87	70,84%	-	70,84%
VI	Coûts de fonctionnement, Salaires et Indemnités	1 600 000,00	2 179 000,00	2 628 736,96	-449 736,96	120,64%	-	120,64%
	Non alloué	392 000,00	-	-	-	0,00%	-	0,00%
	TOTAL	11 650 00,00	11 650 000,00	11 636 048,98	13 951,02	99,88%	-	99,88%

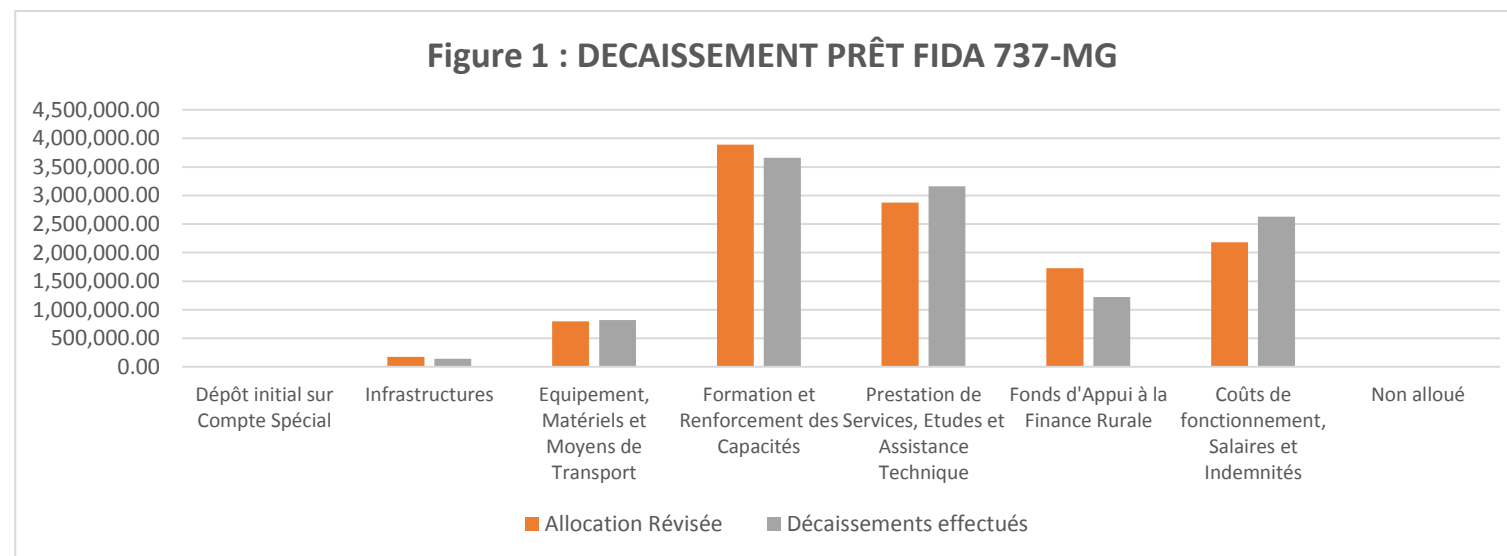


Tableau 5C : DECAISSEMENT - PRÊT SUPPLEMENTAIRE FIDA 737A-MG

Situation au 30 JUIN 2017 (en DTS)

	Description de la Catégorie	Allocation Initiale	Allocation Révisée	Décaissements effectifs	Disponible	Pourcentage de décaissement	DPD / DRF en cours	Pourcentage avec DRF en Cours
I	Infrastructures	197 100	197 100	134 079,23	63 020,77	68,03%	72 151,39	104,63%
II	Equipement, Matériels et Moyens de Transport	394 200	394 200	503 683,11	-109 483,11	127,77%	0,00	127,77%
III	Formation et Renforcement des Capacités	3 613 500	3 613 500	2 655 654,25	957 845,75	73,49%	565 065,81	89,13%
IV	Prestation de Services, Etudes et Assistance Technique	1 773 900	2 138 200	1 645 299,95	492 900,05	76,95%	529 444,12	101,71%
V	Fonds d'Appui à la Finance Rurale	65 700	65 700	85 447,42	-19 747,42	130,06%	0,00	130,06%
VI	Coûts de fonctionnement, Salaires et Indemnités	591 300	891 300	931 972,64	-40 672,64	104,56%	195 652,07	126,51%
	Non alloué	664 300	0	-	-	0,00%	-	0,00%

Figure 2 : DECAISSEMENT - PRÊT SUPPLEMENTAIRE FIDA 737A-MG

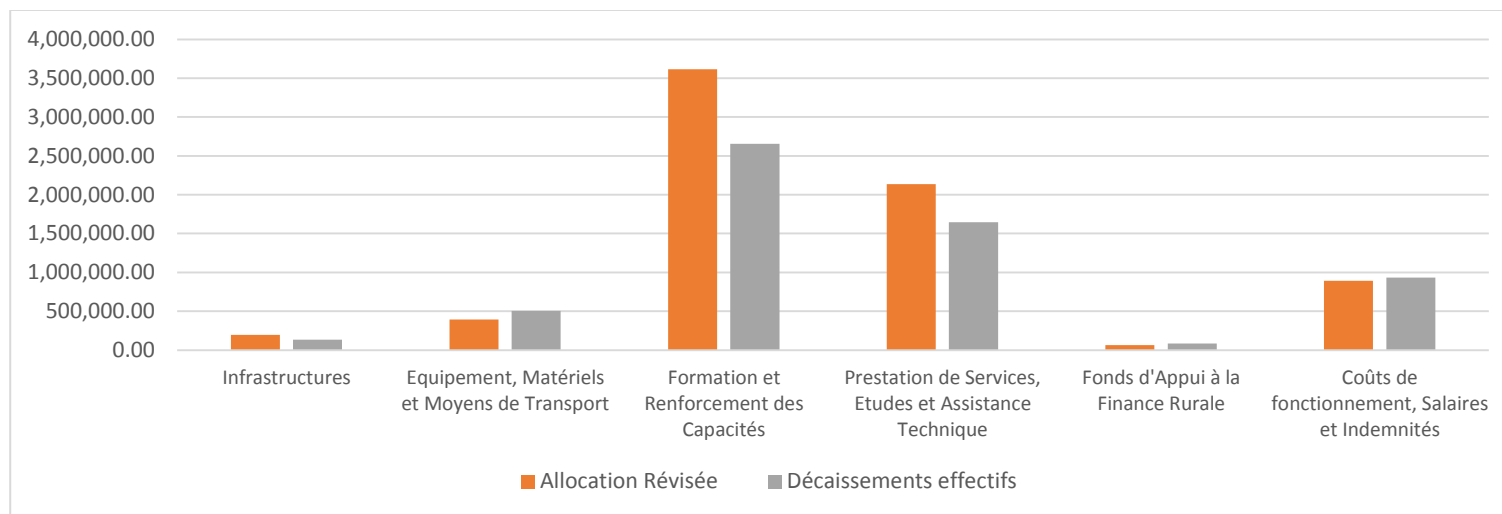


Tableau 5C : DECAISSEMENT 2ème PRÊT SUPPLEMENTAIRE FIDA 2000001241

Situation au 30 JUIN 2017 (en DTS)

PAYS : MADAGASCAR

	Description de la Catégorie	Allocation Initiale	Décaissements effectifs	Pourcentage de décaissement	DRF N°40 en cours de traitement au FIDA	DRF N°41 en cours de signature au MFB	Pourcentage avec DRF N°40	Pourcentage avec DRF N°41
	Dépôt initial sur Compte Spécial		408 807,59	-	394 160,00	288 474,00	-	-
I	Infrastructures	450 000	-	0,00%	-		0,00%	0%
II	Equipement, Matériels et Moyens de Transport	290 000	10 076,66	3,47%	-		3,47%	2%
III	Formation et Renforcement des Capacités	4 290 000	-	0,00%	-		0,00%	0%
IV	Prestation de Services, Etudes et Assistance Technique	3 560 000	-	0,00%	-		0,00%	0%
V	Fonds d'Appui à la Finance Rurale	480 000	16 151,74	3,36%	-		3,36%	4%
VI	Coûts de fonctionnement, Salaires et Indemnités	1 820 000	-	0,00%	-		0,00%	0%
	Non alloué	1 210 000	-	0,00%	-		0,00%	0%
	TOTAL	12 100 000	435 035,99	3,60%	394 160,00	288 474,00	6,85%	9,24%

Figure 3 : DECAISSEMENT 2ème PRÊT SUPPLEMENTAIRE FIDA 2000001241

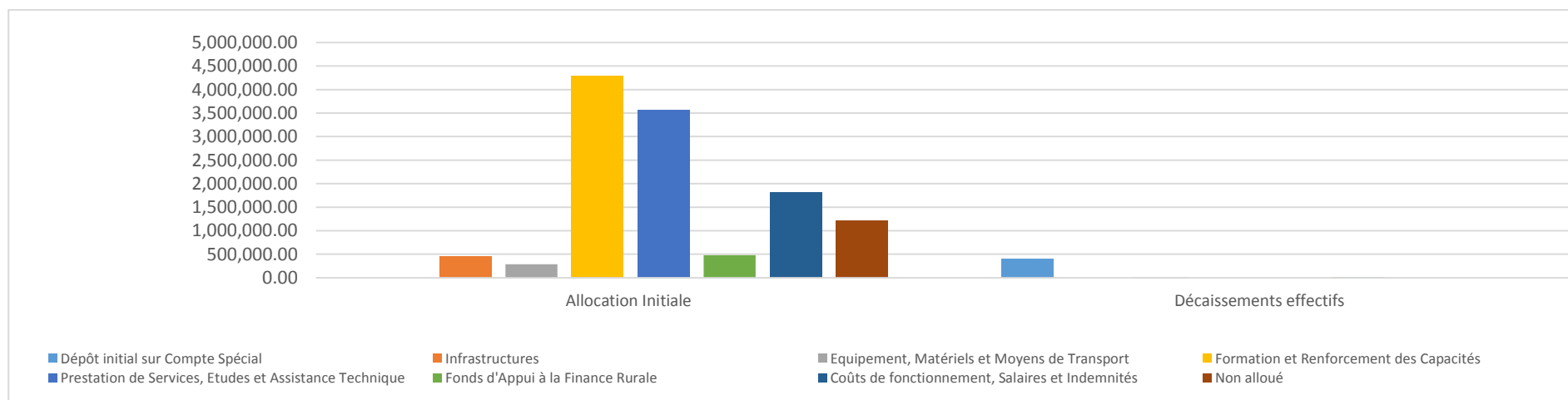
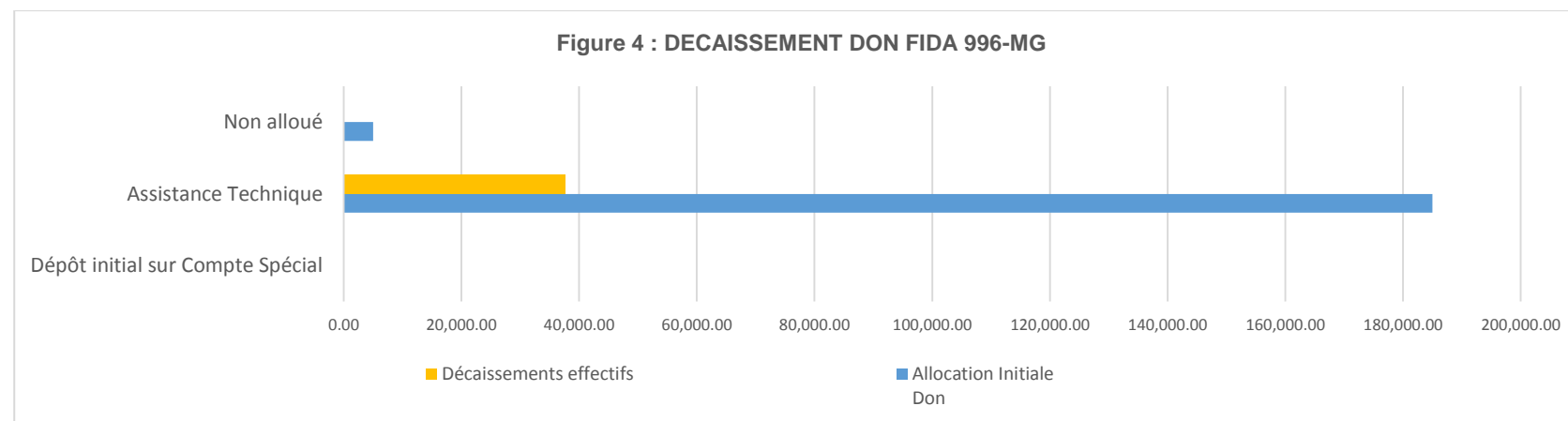


Tableau 5C : DECAISSEMENT DON FIDA 996-MG
Situation au 30 JUIN 2017 (en DTS)

	Description de la Catégorie	Allocation Initiale Don	Décaissements effectifs	Pourcentage de décaissement	DPD / DRF en cours	Pourcentage avec DRF en Cours
	Dépôt initial sur Compte Spécial		-	-	-	-
I	Infrastructures	-	-		-	
II	Equipement, Matériels et Moyens de Transport	-	-		-	
III	Formation et Renforcement des Capacités	-	-		-	
IV	Prestation de Services, Etudes et Assistance Technique	185 000,00	37 630,28	20,34%	1 433,26	21,12%
V	Fonds d'Appui à la Finance Rurale	-	-		-	
VI	Coûts de fonctionnement, Salaires et Indemnités	-	-		-	
	Non alloué	5 000,00	-	0,00%	-	0,00%
	TOTAL	190 000,00	37 630,28	19,81%	1 433,26	20,56%



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section 2.03 –amendée	L'emprunteur ouvre et tient, pour le financement du Programme, un Compte désigné en dollars des États-Unis d'Amérique auprès de la banque centrale de la République de Madagascar. Le compte désigné devra être garanti contre les compensations, saisies, blocages selon des termes et conditions acceptables pour le Fonds	Avant l'entrée en vigueur	Le Ministère des finances et du Budget a promulgué un décret en janvier 2016 qui confie la gestion des comptes des opérations au trésor public.	Disposition non contraire à l'accord de financement, mais les appels de fonds pour deux mois de besoins de trésorerie après approbation des RFE risquent d'affecter la fluidité des décaissements des projets. La mission recommande de procéder à des appels de fonds sur la base du PTBA annuel.
Section 3.02 (b)	Le projet PTBA est soumis aux commentaires du CNP avant d'être approuvé par l'Agent principal du Projet. Il est ensuite transmis au Fonds, pour commentaire et approbation	30 jours au plus tard avant le commencement de l'année du Programme considéré		Conforme
Section 3.03	Ouverture auprès d'un établissement acceptable par le Fonds d'un compte courant en Ariary pour y déposer les fonds de la contrepartie	Avant l'entrée en vigueur	Compte N° 15735460007 ouvert à la Banque BOA Madagascar le 24/04/08	Conforme
Section 3.04 (c)	L'Emprunteur effectue sur le Compte de programme un premier dépôt des fonds de contrepartie pour un montant de 25 000 USD, pour couvrir la première année de l'exécution du Programme, l'Emprunteur reconstitue d'avance annuellement le Compte de programme en y déposant les fonds de contrepartie tels qu'ils sont prévus dans le PTBA relatif à l'année du Programme considéré.	Avant l'entrée en vigueur	Premier dépôt de 25 000 USD en 25/04/ 2009.	Conforme
Section 3.06	Les marchés des biens, de travaux génie civil et de services doivent être passés conformément aux dispositions de l'annexe 4 de l'accord de prêt	Action continue	Les procédures suivies sont conformes aux dispositions de l'accord de prêt. Plan de passation des marchés 2009 validé.	Conforme

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section 4.02	L'agent principal du programme soumet au Fonds des rapports d'activités sur l'exécution du Programme	Dans les trois mois suivant la fin de chaque période d'exécution du Programme de six mois.	Rapport semestriel soumis suivant la périodicité requise	Conforme
Section 4.03	L'agent principal du programme, le Fonds et l'Institution coopérante procèdent conjointement à un examen de l'exécution du Programme, examen à mi-parcours (EMP), et à des examens intermédiaires (EI).			RMP réalisée en 2011.
Section 5.01	L'Agence d'exécution prépare chaque année fiscale les états financiers consolidés des opérations, des ressources et des dépenses relatives au Programme.			Condition remplie
Section 5.02	L'Emprunteur présente une copie certifiée du rapport d'audit prévu à la Section 9.03 (Audit des comptes) des Conditions générales au Fonds			Condition remplie
Section 7.01 (b)	Le CIC et le CNP a été créé par Arrêté ministériel du MAEP.	Avant l'entrée en vigueur	CIC et CNP créés par arrêté le 24/04/08	Condition remplie
Section 7.01 (a)	Le Coordonnateur National et les cinq Coordonnateurs Régionaux du Programme ont été sélectionnés conformément aux dispositions du paragraphe 4, Section II de l'annexe 3	Avant l'entrée en vigueur		Condition remplie
ANNEXE 2 (5.b)	Aucun retrait ne sera effectué au titre de la Catégorie III et V avant que : i) Une antenne régionale CCI a été officiellement ouverte dans chaque région d'intervention ; et ii) Les CRP ont été créés par arrêtés régionaux.			Condition remplie

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Le programme PROSPERER a mis en place un système de collecte de bonnes pratiques qui a permis de réaliser (i) 15 études de cas réalisées en 2016-2017, comme le dispositif CDDT/FFCP, la promotion des chaînes de valeurs bambou et huile essentielle, la pérennisation des plateformes sur la filière artisanat, ... (ii) et 25 *success stories* aussi bien celles des MER - comme l'amélioration des rendements de culture après une formation ou l'utilisation des appareils innovants - que celles de PROSPERER – comme les résultats des partenariats établis, les acquis et retombées des foires, Ces savoirs ont été partagés et diffusés à travers plusieurs canaux de communication tels que les bulletins *MIOITRA*, les reportages dans l'émission *TOLOTRA* sy *TINADY* diffusés sur les chaînes télévisées nationales, les émissions radiophoniques sur les stations radiophoniques locales et nationales.

Cependant, l'utilisation et la valorisation de ces savoirs par d'autres régions ou par les MER et les partenaires n'ont pas été capitalisées ni documentées alors que leur *feedback* auraient permis un apprentissage mutuel et collectif de l'ensemble des acteurs. L'élaboration de plan de capitalisation recommandée en 2016 reste pertinente non seulement pour la planification des actions, mais surtout pour la mesure de la valeur ajoutée de ces savoirs auprès de cibles préalablement définies. Un processus de capitalisation associé à un processus d'apprentissage: (i) indiquera des pistes sur la stratégie de sortie du programme; (ii) réduira les disparités entre les régions d'intervention; et (iii) apportera des précisions sur les résultats inattendus et des effets induits du programme.

Priorisation de thèmes à capitaliser. Les thèmes de capitalisation à prioriser devraient s'aligner aux objectifs du projet et aux défis de développement et d'inclusion et visera: (i) une mise à l'échelle des pratiques à l'interne du programme au niveau de toutes les régions; et (ii) l'orientation des stratégies de durabilité du programme. A titre d'exemple, plusieurs leçons pourraient être apprises en analysant les modalités de partenariat des couples OP/OM durables, la motivation des MER à recourir volontairement aux IMF ou aux services payants des GUMS, aux initiatives des coopératives et plateformes pour valoriser et gérer les infrastructures et les points de vente sous-exploités en capitalisant les expériences du PCAF – VATA et Salohin'Analamanga dans la gestion mutuelle des points de vente à Imerimanjaka, etc.

Nouveaux modèles d'agriculture contractuelle. Le Dispositif d'Appui à la Commercialisation (DAC) installé au niveau de la FCCI a permis de développer de nouveaux types de couples OP/OM tels que: (i) des chaînes courtes d'approvisionnement des hôtels et des Supermarchés, tel que SHOPRITE, en fruits et légumes par les MER; et (ii) l'appui à la professionnalisation des chaînes traditionnelles d'approvisionnement des marchés locaux ou des OM par les collecteurs locaux sur des bases contractuelles. Les deux expériences sus- mentionnées méritent d'être analysées en vue d'élaborer une démarche d'appui aux chaînes existantes qui offre des opportunités d'augmentation du nombre des couples OP/OM (appui à élaboration et la mise en œuvre de plans de compétitivité), et également d'offrir des opportunités de développement de nouvelles fonctions pour les intermédiaires.

Synergie avec le programme FORMAPROD. Dans les 6 régions communes d'intervention PROSPERER et FORMAPROD, les activités d'apprentissage et les approches d'insertion professionnelle des jeunes ont été systématiquement transférées à FORMAPROD. Les possibilités de coopération et de complémentarité entre les deux programmes sont bien valorisées sur le terrain dans certains districts. A titre indicatif, dans le pôle Anjozorobe où l'Agent Commercial de la CCI et le Conseiller d'Entreprise de PROSPERER travaillent en synergie/complémentarité avec les agents de terrain de FORMAPROD pour la formation et l'accompagnement des couples OP/OM. Cette expérience mérite d'être répliquée dans d'autres pôles bénéficiant des interventions des deux programmes à travers une planification annuelle aux différents niveaux (national, régional, districts et communes), associé à un suivi régulier et une documentation des expériences en vue d'un apprentissage collectif et mutuel pour l'ensemble des régions et des projets FIDA.

Innovation

Dispositif d'Appui à la Commercialisation (DAC). Innovation mise en place depuis août 2016 dans le cadre du renforcement des CCI, les DAC comprennent 8 agents commerciaux en charge de la prospection commerciale, du marketing, de la qualité et de la mise en couple avec les OM, particulièrement pour : (i) favoriser, renforcer, développer et promouvoir les échanges commerciaux entre acteurs en optimisant le réseau des CCI et de la FCCIM et en s'appuyant également sur les organisations intermédiaires regroupant le secteur privé (groupements patronaux, sectoriels) aux niveaux local, national, régional et international; (ii) insérer les MER au sein des marchés durables tout en favorisant le renforcement de leur capacité dans le sens de leur alignement aux exigences du marché (iii) appuyer les CCI dans leur mission d'accompagner leurs ressortissants par des services d'appui à l'accès au marché. Par ailleurs, la mission des DAC inclut également l'identification et la mise à l'échelle des pratiques innovantes. L'expérience et les leçons apprises de ce dispositif innovant méritent d'être approfondies et partagées aux autres projets FIDA en cours et en conception afin d'élargir les opportunités de développement des couples OP/OM.

Pérennisation des couples OP/OM. Le modèle HAVAMAD présente une nouvelle innovation dans la mesure où le coût de revient de la production a été calculé conjointement entre l'OP et l'OM afin de définir de manière transparente le prix d'achat des produits. Cette approche qui renforce la confiance entre le couple pour un partenariat plus durable mérite d'être partagée au niveau des autres couples et régions du programme.

Nouveaux modèles de dispositif d'appui conseil aux entreprises. En complément du modèle classique de GUMS promu dans le cadre de PROSPERER, un autre dispositif de fourniture de biens et services aux OP par le secteur privé a été développé. Il s'agit notamment du modèle mis en place par AGROBOXX CENTER et la Coopérative TSABROSE dans la région de Bongolava qui offre beaucoup plus que de simples services de conseils aux MER : intrants, équipements, appui-conseil, groupage et transport des produits. Ce modèle innovant présente des perspectives de viabilité financière car, (i) il est basé sur les acteurs directs des filières (ii) répondant aux besoins des OP et (iii) est rémunéré par les commissions versées par les OP.

Mécanisations agricoles : Sur le plan technique, des innovations ont été relevées au niveau de l'amélioration de la productivité, entre autres l'introduction de technique agricole innovante dans la filière litchi comme l'utilisation d'atomiseur d'engrais foliaire et d'élagueuse pour tailler les pieds de litchi et qui ont permis un meilleur rendement et une compétitivité accrue des récoltes en 2016 avec un taux de résistance supérieur des plants aux aléas climatiques. Ces pratiques innovantes devraient être diffusées au niveau des autres MER – filières agricoles et culture de rente au niveau des autres régions pour élargir l'accès au marché plus rémunérateur à travers un produit de qualité.

Environnement. Afin de respecter les qualités des produits exigées par le marché, les MER ont adopté de nouvelles techniques limitant l'utilisation excessive d'intrants de synthèse et de gestion de l'eau et de la fertilité du sol (comme le lombri-compost). PROSPERER a en outre, démarré un projet de valorisation des déchets issus des unités de transformation de bambou en biogaz. Toutes ces initiatives méritent d'être documentées et communiquées largement car non seulement ils apportent une plus-value aux produits pour un marché plus rémunérateur, mais ils renforcent également la durabilité du couple OP/OM face à l'émergence des demandes de produits respectueux de l'environnement. Par ailleurs, l'engagement de PROSPERER et des MER à la gestion rationnelle des ressources naturelles – principales matières premières pour toutes entreprises rurales – contribue efficacement à la pérennisation des filières agricoles et ainsi à une amélioration durable de la résilience des exploitants agricoles vulnérables.

Annexe 1: Aspects fiduciaires

SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION D'AUDIT DES COMPTES DE L'EXERCICE 2016

N°	CONSTATATIONS	RISQUES	RECOMMANDATIONS	OBSERVATIONS DU PROGRAMME
I. RECOMMANDATIONS ANTERIEURES MAINTENUES				
A. GESTION DES MISSIONS				
A1	Plusieurs agents de PROSPERER ont été victimes de grave accident de la route au cours de leur mission. Cet incident nous a permis de relever que le personnel qui se déplace dans un véhicule n'appartenant pas au Programme, dans le cadre d'une mission, ne bénéficie pas d'une souscription d'assurance personnelle contre les accidents (APA) et ont été pris en charge totalement par le Programme et non par une Compagnie d'assurance.	Paiement de dépenses imprévues (non budgétisées) et importantes par le Programme	Souscrire une assurance universelle personnelle contre les accidents (APA) pour tous les agents du Programme	La plupart des missions doivent se faire avec les véhicules du Programme. Pour les cas d'utilisation d'autres véhicules, compte tenu du coût de l'assurance, le Programme étudie une meilleure formule d'assurance à contracter.
B. SYSTEMES D'INFORMATION COMPTABLES ET BUDGETAIRES				
B1	Malgré le fait que des efforts ont été effectués pour apurer les différents soldes des comptes de tiers, plusieurs soldes remontant à plusieurs années persistent encore.	Recouvrabilité des créances	Procéder, dès à présent, à la reconstitution des justificatifs (détails) des soldes de compte de tiers non soldés et à l'étude des scénarios pour leur apurement.	Les soldes des comptes de tiers non soldé sont constitués par les impayés de TVA. Ils seront analysés et apurés en 2017, selon les cas.
C. GESTION DE TRESORERIE				
C1	Les états de rapprochements bancaires présentent des soldes en suspens, qui sont à passer par la banque	Non fiabilité des informations financières	Relancer le Remboursement de la banque	Il reste à régulariser l'ordre de virement de 792 062,80 Ariary en faveur de TELMA MOBILE et exécuté deux fois par la BOA en juin 2015. Les relances de régularisation transmises à la BOA restent sans suite à ce jour.
D. FISCALITE				

N°	CONSTATATIONS	RISQUES	RECOMMANDATIONS	OBSERVATIONS DU PROGRAMME
D1	L'indemnité compensatrice des fonctionnaires détachés, ne sont pas déclarés à l'IRSA.	Amende et Pénalité fiscale	Régulariser la déclaration y afférente	Les conventions de prestation de service signées entre le Programme et les fonctionnaires détachés stipulent que ces derniers ont l'obligation de déclarer leur indemnité compensatrice auprès du fisc. Ces cadres ont été sommés de présenter la justification de leur déclaration avant le 31 juillet 2017.
D2	Le Programme n'effectue pas la déclaration annuelle des prestataires	Pénalité fiscale	Veuillez établir ledit document	Le Programme est actuellement en cours de paramétrer son logiciel comptable afin de pouvoir éditer ladite déclaration.
II. NOUVELLES RECOMMANDATIONS				
A. GESTION DE LA PASSATION DE MARCHES				
A1	Les copies des pièces justificatives des réalisations et des paiements ne sont pas classées dans les dossiers individuels de passation de marchés.	Difficulté de suivi Difficulté des contrôles à posteriori.	Classer les pièces justificatives des réalisations et des paiements dans les dossiers individuels de passation de marchés. Mettre à jour le manuel de procédures.	Déjà pris en compte dans le manuel de procédures révisé.
A2	Les réponses à certains appels d'offres publiés par voie d'affichage (fournitures et travaux) sont parfois limitées à une ou deux candidatures.	Surévaluation des offres reçues. Absence de concurrence.	Prendre des dispositions pour augmenter le nombre des candidatures (exemple : lancement d'une campagne d'information et de sensibilisation auprès des candidats potentiels)	Le cas de prestataire unique voire inexistant dans les Régions éloignées est pris en compte dans le manuel de passations des marchés révisé.
A3	Nous avons relevé le cas d'une évaluation des offres techniques de consultants non correctement effectuée par les évaluateurs : - Rejet de la candidature d'un ONG pour absence supposée de méthodologie alors que d'après notre constatation ladite méthodologie existe bel et bien. L'offre technique d'un autre ONG a été déclarée conforme alors que ce dernier n'a pas présenté de calendrier d'intervention du Personnel	Recrutement de consultants non qualifiés	Améliorer la tenue d'une check-list des documents de passation de marchés pour s'assurer de leur exhaustivité. Renforcer la formation des membres des sous-comités techniques d'évaluation.	Le calendrier a été présenté par l'autre ONG mais jugé non adapté selon l'auditeur. Formation prévue après validation du manuel de passations des marchés révisé
B. GESTION DES IMMOBILISATIONS				

N°	CONSTATATIONS	RISQUES	RECOMMANDATIONS	OBSERVATIONS DU PROGRAMME
B1	Le manuel de procédures actuel du PROSPERER précise que les sorties des immobilisations corporelles (pour perte et vétusté) doivent être validées par le Coordonnateur National du Programme avant leur enregistrement.	Juge et partie.	Mettre à jour le manuel de procédures en y précisant que les sorties des immobilisations corporelles doivent être validées par le Comité de Pilotage.	Cette procédure sera appliquée pour les prochaines sessions.
C. APPORTS BENEFICIAIRES				
C1	L'analyse des comptes d'avance des EPR nous a amené à constater que des apports en numéraires des bénéficiaires ont été encaissés et n'ont pas été utilisés. - Bongolava : 18 183 850 Ar - Itasy : 7 394 950 Ar - Sofia : 3 785 000 Ar - Boeny : 5 313 000 Ar - Atsinanana : 7 854 000 Ar - Analanjirifo: 4 667 900 Ar - Analamanga: 7 452 726 Ar	Sous-évaluation des réalisations financées par les apports des bénéficiaires.	Mener une étude/réflexion sur l'utilisation des cumuls des apports bénéficiaires non utilisés. Ouvrir, éventuellement, au niveau de la coordination nationale un compte bancaire dédié aux apports bénéficiaires.	Cette analyse sera faite avant la clôture des comptes 2017.
D. COMPTES DE TIERS ET JUSTIFICATION DES DEPENSES				
D1	Les équipes comptables du PROSPERER ont quelques difficultés à reconstituer les justificatifs de soldes de comptes de tiers dont certains présentent des soldes remontant à plusieurs années ou des soldes anormalement débiteurs ou créditeurs.	Difficulté de suivi. Impossibilité d'apurement des soldes. Sous-évaluation ou surévaluation.	Améliorer le système de suivi des comptes de tiers. Reconstituer les justificatifs de soldes. Procéder régulièrement à l'analyse des soldes et procéder à leur régularisation (au moins une fois par an au moment de la clôture des comptes).	Cette analyse sera faite avant la clôture des comptes 2017.
D2	Les pièces justificatives des dépenses antérieures à l'exercice sous revue ayant déjà été réglées sur les comptes d'avances des EPR n'ont pas été présentées pour réapprovisionnement pour diverses causes (exigence d'informations complémentaires suite au dépassement des délais, PJ incomplètes ou en attente de régularisation...). Ces dépenses cumulées sont trop importantes.	Impossibilité pour le Programme de justifier l'éligibilité de certaines dépenses remontant à plusieurs années. Difficulté de trésorerie.	Prendre les dispositions nécessaires pour régulariser ces carences. Emettre des instructions strictes sur la nécessité de justifier correctement les dépenses.	Ces dispositions seront prises avant la clôture des comptes 2017.
E. ANALYSE BUDGETAIRE				

N°	CONSTATATIONS	RISQUES	RECOMMANDATIONS	OBSERVATIONS DU PROGRAMME
E1	L'analyse des données générées par le système de suivi budgétaire des EPR nous a amené à constater certaines anomalies/faiblesses : - Budget non mise à jour (cas des glissements des activités ayant commencées l'année précédente et non reportée au cours de l'année en cours) Plusieurs retards dans la réalisation des activités	Non optimisation de l'utilisation du système de suivi budgétaire.	Améliorer le système de suivi budgétaire au niveau des EPR. Rapprocher les données établies par le service suivi évaluation avec celles de la comptabilité et expliquer correctement les éventuels écarts.	Cette recommandation sera mise en œuvre à partir du deuxième semestre 2017.
F. GESTION DE LA TRESORERIE				
F1	L'analyse des mouvements des comptes d'avance des EPR nous a amené à constater que certaines d'entre elles présentent d'énormes difficultés de trésorerie : - Soldes anormalement bas ou carrément créditeurs ; Avances de fonds entre EPR.	Impacts sur la réalisation des activités. Non atteinte des objectifs.	Améliorer le système de gestion et de suivi de la trésorerie et le délai de réapprovisionnement des comptes d'avance. S'assurer que les dépenses soit correctement justifiées afin de permettre les réapprovisionnements d'augmenter ainsi les fonds des comptes d'avance.	Des solutions inter EPR ont été mises en œuvre. Des dispositions sont déjà prises pour éviter les tensions de trésorerie.
G. VISITE DE REALISATIONS				
G1	La construction initialement prévue pour héberger une mini-laiterie a été transformée en bureau annexe d'une construction future pour cause de non adaptation aux matériels prévus (suivant PV du 25/05/16).construction minilaiterie – Iboaka – CR Alakamisy Ambohimaha	Non adaptation des infrastructures construites.	Renforcer les études et planification avant construction	Cette recommandation est notée pour les prochains cas éventuels.

SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU CONTROLEUR INTERNE CAP FIDA :

N°	CONSTATATIONS	RISQUES	RECOMMANDATIONS	SITUATION au 30 JUIN 2017
DRF INTERNE ERP - ENP				
1	En 31 janvier 2017, le ratio de liquidité du compte de dépôt de l'EPR Atsinanana est de 60% ce qui est satisfaisant. Par contre, celui de l'EPR Analanjirofo est de 0,05% un ratio très faible du au retard d'envoi du DRF 038.	Difficulté de trésorerie	Une amélioration du rythme d'envoi de DRF relative à la région Analanjirofo est nécessaire.	REALISEE : Rythme amélioré avec délai moyenne 2017 de -1,4 par rapport au délai limite d'envoi le 15 du mois suivant
PASSATION DE MARCHE				
2	Méthode de classement des dossiers de passation de marché pour l'EPR Analanjirofo : Les documents relatifs à un marché ne sont pas classés dans un même endroit ce qui rend difficile les recherches ultérieures, par ailleurs il a été constaté que certains dossiers ne sont pas complets.	Choix de fournisseur non justifié	<ul style="list-style-type: none"> • Les documents relatifs à un dossier de passation de marché doivent être classés dans un même carton. • Les documents doivent être exhaustifs, un check list devrait être tenu et vérifié par le responsable pour assurer cette exhaustivité. A noter que le check list doit être spécifique à chaque mode de passation de marché, il devrait être aussi conservé à l'intérieur du carton d'archivage. 	REALISEE : Re vérification des classements 2017 via check liste en cours / Appui, renforcement et contrôle de APM effectué périodiquement
3	Rapport d'évaluation de l'AMI pour l'EPR Analanjirofo. Le rapport d'évaluation d'un AMI n'est pas en bonne et due forme. Faute de machine, les membres du comité d'évaluation ont rédigé le rapport manuellement. En outre, le PV n'est pas signé, ce qui rend le dossier sans valeur.	Pièces justificatives sans valeurs	Nous recommandons qu'au moins le rapport d'évaluation de l'AMI soit signé par les membres de la commission	REALISEE (Corrigé)
COLLABORATION AVEC CCI				
4	Sur l'aspect programmatique, la collaboration avec la CCI est orientée prioritairement vers le fonctionnement d'un dispositif d'appui à la commercialisation. Du point de vue administratif et financier, les Directeurs de CCI Atsinanana et Analanjirofo sont dotés d'un pouvoir de signature pour faire mouvoir les sous comptes en Ariary. Le 06 janvier 2017, une demande de révision de plafonnement de signataire du sous compte en Ariary a été adressée par les EPR à la Coordination Nationale.	Non maîtrise des opérations par les EPRs	Avant de donner son accord et avant d'adresser sa demande à la BOA pour révision du plafonnement ; l'Equipe Nationale devrait faire une analyse de la situation et prendre sa décision en fonction du résultat de l'évaluation de l'organisation et du système de contrôle interne en place au niveau des EPRs. Par ailleurs, elle précisera dans une note adressée aux EPR les limites et les natures de dépenses autorisées. Du côté des EPRs, une planification des besoins des équipes est à faire mensuellement pour mieux gérer la trésorerie.	EN COURS : Attente analyse de la situation par EPN et par la suite les issues de la demande de l'EPR. Recommandation additionnelle de la mission de supervision : surseoir à cette procédure de signature par les Directeurs de CCI et les remplacer par les RSE ou RTR.
ORGANISATION				
5	Compte tenu; de l'éloignement géographique entre les deux régions Atsinanana et Analanjirofo, du volume des opérations ainsi que les exigences externes comme l'envoi bimensuel du RFE la comptable est un peu surchargée.	Non-respect de deadline, erreur	Revoir l'organisation du travail et améliorer la répartition des tâches. Effectuer des renforcements de capacité de certains membres de l'équipe administrative et comptable.	EN COURS : Nous prévoyons un renforcement interne de l'équipe Admin et Comptable dans le semestre 2 à l'issue de quoi les tâches de chacun seront re-définies. Par ailleurs, une analyse via "fiche de service journalier" de la gestion de temps de chaque collaborateur est en cours pour voir plus en détail les failles / Outre le suivi des outputs périodiquement
IMMOBILISATIONS				
6	Une des activités majeures de l'EPIR Atsinanana et Analanjirofo pour l'exercice budgétaire 2017 est la mise en route des GUMS qui avec sa nouvelle mission et attribution vont être dotés de matériels plus importants. Des cas de pertes de matériels se sont déjà présentés.	Fuite de responsabilité pour la sauvegarde des immobilisations	Le CIR devrait matérialiser sa décision pour le remplacement des matériels perdus par le GUMS.	REALISEE: Cette modalité est déjà précisée dans projet de convention GUMS 2017 et sera bien soulignée lors de prise en main prévues en Septembre. Par ailleurs, la disponibilité de bureaux bien sécurisés a été une des principales conditions pendant les négociations avec les GUMS sélectionnés en Février.

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT DU COMPTE SPÉCIAL FIDA

PROgramme de Soutien aux Pôles de micro-Entreprises Rurales et aux Economies Régionales - PROSPERER

Deuxième Prêt Supplémentaire du FIDA N° : 2000001241

NUMÉRO DE COMPTE : COMPTE DESIGNÉ N° 00999 00150 21560205905 28

USD

AUPRÈS DE LA BANQUE : BANQUE CENTRALE DE MADAGASCAR (B.C.M.)

1. MONTANT AVANCÉ PAR LE FIDA

2. MOINS : MONTANT TOTAL RECOUVRÉ PAR LE FIDA

3. ÉQUIVAUT AU MONTANT ACTUEL NON REMBOURSÉ AVANCÉ SUR LE COMPTE DESIGNÉ (1-3)

4. SOLDE DU COMPTE DESIGNÉ FIGURANT SUR LE RELEVÉ BANCAIRE JOINT EN DATE DU : 30.06.2017

5. PLUS : SOLDE DU COMPTE PRINCIPAL DE PROGRAMME auprès de la BANK OF AFRICA - BOA MADAGASCAR

Sous total de 5:

188 598,42

TOTAL DES SOLDES BANCAIRES, DES COMPTES DE PROGRAMME, DES SOUS-COMPTES ET DES DISPONIBILITÉS (4 + 5) :

188 598,42

6. PLUS : MONTANT TOTAL FIGURANT DANS CETTE DEMANDE N° EN COURS

DEMANDE N°	USD	MONTANT
116 CS REN 41 CS	USD	398 094,26
007 CS 2000001241	USD	22 169,71
117 CS REN 42 CS	USD	450 293,55
008 CS 2000001241	USD	18 777,22
118 CS REN 43 CS	USD	150 540,05
008 CS 2000001241	USD	21 481,41
SOUS TOTAL		1 061 356,20

7. PLUS : MONTANT TOTAL RETIRÉ DU COMPTE SPÉCIAL/COMPTE DE PROGRAMME ET NON ENCORE SOLlicité

Montant éligible pour lequel une demande de décaissement n'a pas encore été préparée

2 431,94

8. PLUS : MONTANTS SOLlicités DANS DES DEMANDES ANTÉRIEURES MAIS NON ENCORE CRÉDITES À LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE ET RECLAMÉS APRÈS LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE

DEMANDE N°	Date	USD	MONTANT
111 CS BIS	01-déc-16	USD	1 345,44
003 CS 2000001241	20-mars-17	USD	27 131,34
113 CS REN 038 CS	24-avr-17	USD	304 820,14
004 CS 2000001241	24-avr-17	USD	9 037,63
115 CS REN 038 CS	24-avr-17	USD	411 645,06
005 CS 2000001241	24-avr-17	USD	11 643,05
SOUS TOTAL			765 622,65

SOUS-TOTAL DES DEMANDES ANTÉRIEURES NON ENCORE CRÉDITÉES :

765 622,65

9. MOINS : INTÉRÊTS ÉCHUS

-

10. MONTANT TOTAL DE L'AVANCE COMPTABILISÉE (N° 4 Á N° 9)

2 018 009,21

11. EXPLICATION DE LA DISCORDANCE ÉVENTUELLE ENTRE LE TOTAL

- 18 009,21

LIBELLE

REF.

MONTANT

Monnaie

TAUX

Equivalent en USD

Réf. Relevé Bancaire

Régularisation de la BOA Taux de Change DRF 128 CRS

128 CRS

- 56 117 974,56

MGA

3 116,07

- 18 009,21

124/12

SOUS TOTAL

-18 009,21

DETAILS DE LA LIGNE 7 :

LIBELLE	REF.	MONTANT	Monnaie	TAUX	Equivalent en USD	Réf. Relevé
Pour Compte CR ANALAMANGA 6 ^{ème} Forum Economique des Iles de l'Océan Indien aux Seychelles du 19 au 22/10/2010 Païement Frais de Participation 2 Vice-Président FCCIM	BR 191/USD du 15.10.2010	300,00	EURO	0,60	497,99	28/3
Pour Compte CR ANALANJIROFO Acquisition Mobilier de Bureau Régularisation Frais Bancaire à Faire par la Banque BOA	BR 961/USD du 26.12.2014 31.12.2014 22.05.2015	- 8,11	USD	1,00	- 8,11	91/18 95/1 96/6
Pour Compte CR BOENY Formation & Accompagnement Jeunes en Milieu Rural Consultant Insertion Professionnelle - Région Boeny Acquisition 1 Laptop Lenovo i5-4210U pour CIP Régularisation Frais Bancaire à Faire par BOA	BR 992/USD du 18/02/2015 10.07.2015 18.02.2016	4,14	USD	1,00	- 4,14	93/5 98/7 108/4
Madame LE RECEVEUR PRINCIPAL DES IMPOTS DU CENTRE FISCAL II° ARRONDISSEMENT IRSA 3° TRIMESTRE 2015 du Programme PROSPERER N.I.F. 5000 392 581 Régularisation Frais Bancaire à Faire par BOA	BR 1108/USD du 13.10.2015	6,43	USD	1,00	6,43	101/12
Madame LE RECEVEUR PRINCIPAL DES IMPOTS DU CENTRE FISCAL II° ARRONDISSEMENT IRSA 3° TRIMESTRE 2015 du Programme PROSPERER N.I.F. 5000 392 581 Régularisation Frais Bancaire à Faire par BOA	BR 1108/USD du 13.10.2015	6,43	USD	1,00	0,00	107/9 108/13 108/14 108/15
Association VOMBO Avance de Fonds sur FIDA Pour Compte DON FIDA N° 996-MG Pour Compte CR ITASY Faciliter Accès MER aux Services Financiers : Mise en Place 3 GVEC - Groupement Villageois d'Entraide Communautaire Itasy Païement Prestations Tranche 1/3 : 30%	BR 1349/USD du 19.12.2016	1 183 395,00	MGA	3 307,98	357,74	118/10
Association VOMBO Avance de Fonds sur FIDA Pour Compte DON FIDA N° 996-MG Pour Compte CR BONGOLAVA Faciliter Accès MER aux Services Financiers : Mise en Place 4 GVEC - Groupement Villageois d'Entraide Communautaire + Accompagnement 2 autres GVEC - District Tsiroanomandidy Païement Prestations Tranche 3/4 : 30%	BR 1370/USD du 03.01.2017	2 502 180,00	MGA	3 327,01	752,08	119/1
Association VOMBO Avance de Fonds sur FIDA Pour Compte DON FIDA N° 996-MG Pour Compte CR ITASY Faciliter Accès MER aux Services Financiers : Mise en Place 3 GVEC - Groupement Villageois d'Entraide Communautaire Itasy Païement Prestations Tranche 2/3 : 30%	BR 1371/USD du 03.01.2017	1 183 395,00	MGA	3 327,04	355,69	119/2
Association VOMBO Avance de Fonds sur FIDA Pour Compte DON FIDA N° 996-MG Pour Compte CR ITASY Faciliter Accès MER aux Services Financiers : Mise en Place 3 GVEC - Groupement Villageois d'Entraide Communautaire Itasy Païement Prestations Tranche 3/3 : 40%	BR 1372/USD du 03.01.2017	1 577 860,00	MGA	3 326,99	474,26	119/3
SOUS TOTAL					2 431,94	

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT DU COMPTE SPÉCIAL OFID

PROgramme de Soutien aux Pôles de micro-Entreprises Rurales et aux Economies Régionales - PROSPERER

Prêt du OFID N° : 1212-P

NUMÉRO DE COMPTE : COMPTE SPÉCIAL N°
 00005 03007 26635500170 62
 AUPRÈS DE LA BANQUE : CA BNI ZENITH
 MADAGASCAR

USD

1.	MONTANT AVANCÉ PAR L'OFID	500 000,00
2.	MOINS : MONTANT TOTAL RECOUVRÉ PAR L'OFID	448 890,40
3.	ÉQUIVAUT AU MONTANT ACTUEL NON REMBOURSÉ AVANCÉ SUR LE COMPTE SPÉCIAL (1-3)	51 109,60
4.	SOLDE DU COMPTE SPÉCIAL SUR LE RELEVÉ BANCAIRE JOINT EN DATE DU : 31.05.2017	51 109,60
5.	PLUS : SOLDE DU OU DES COMPTE(S) DE PROGRAMME	-
	PLUS : SOLDE DES SOUS-COMPTES	-
	PLUS : DISPONIBILITÉS	-
	Sous total de 5:	-
	TOTAL DES SOLDES BANCAIRES, DES COMPTES DE PROGRAMME, DES SOUS-COMPTES ET DES DISPONIBILITÉS (4 + 5) :	51 109,60
6.	PLUS : MONTANT TOTAL FIGURANT DANS CETTE DEMANDE N°	-
7.	PLUS : MONTANT TOTAL RETIRÉ DU COMPTE SPÉCIAL/COMPTE DE PROGRAMME ET NON ENCORE SOLlicité	- 0,00
8.	PLUS : MONTANTS SOLlicités DANS DES DEMANDES ANTÉRIEURES MAIS NON ENCORE CRÉDITES À LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE ET RECLAMÉS APRÈS LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE SOUS-TOTAL DES DEMANDES ANTÉRIEURES NON ENCORE CRÉDITÉES :	-
9.	MOINS : INTÉRÊTS ÉCHUS	-
10.	MONTANT TOTAL DE L'AVANCE COMPTABILISÉE (N° 4 À N° 9)	51 109,60
11.	EXPLICATION DE LA DISCORDANCE ÉVENTUELLE ENTRE LE TOTAL	-
	INDIQUÉ À LA RUBRIQUE N° 3 ET CELUI INDIQUÉ À LA RUBRIQUE N° 10	

SITUATION FONDS DE CONTREPARTIE DU GOUVERNEMENT MALAGASY
 au 30 Juin 2017 (en MGA)

FINANCEMENT 10 : RPI

ANNEE	2016	AU 30 JUIN 2017	TOTAL CUMULE 2008 à 2017
Montants Attendus Suivant Lois des Finances	700 000 000,00	600 000 000,00	6 154 353 000,00
Montants Reçus	700 000 000,00	487 500 000,00	5 029 738 736,00
Montants Utilisés	174 722 950,51	99 068 206,01	1 545 499 047,70
DEPOTS INITIAUX AUX COMPTES DES EPR			2 245 000 000,00
DISPONIBLES			1 239 239 688,30

FINANCEMENT 11 : BUDGET GENERAL

Année	2016	2017	TOTAL
Salaires Cadres Détachés	70 700 031,00	17 648 225,40	567 284 260,48

FINANCEMENT 20 : DTI

Année	2016	2017	TOTAL
Equipment Matériels & Moyens de Transport	89 652 103,00	-	1 013 142 665,00

FINANCEMENT 30 : TVA

Année	2016	2017	TOTAL
TVA	157 737 567,06	15 136 204,93	1 947 905 923,60

FINANCEMENT CONTREPARTIE : TOTAL

Année	2016	2017	TOTAL
TOTAL CONTREPARTIE (MGA)	1 018 089 701,06	520 284 430,33	8 558 071 585,08
<i>COURS MOYEN USD</i>	<i>3 176,54</i>	<i>3 268,25</i>	
TOTAL CONTREPARTIE (USD)	320 502,72	159 193,58	3 684 302,97

VERIFICATION DES ECD : DEPENSES DE LA PERIODE DECEMBRE 2016 A FEVRIER 2017

DATE	MONTANT EN USD	CATEGORIE	N° PIECE	OBJET/LIBELLE	LIASSE DE PIECES JUSTICATIVES JOINTES ET OBSERVATIONS
29/12/2016	7 880,80	I. INFRASTRUCTURES	1373/2016/USD	Travaux de construction d'un centre de multiplication des jeunes plantes à Analamihoatra	Facture/décompte provisoire PV de réception provisoire/attachement des travaux terminés/ordre de service/PV de réception technique Convention Demande d'Autorisation des dépenses Copie chèque
02/02/2017	7 305,23	I. INFRASTRUCTURES	1389/2017/USD	Travaux de construction d'un grenier communautaire	Facture/décompte provisoire PV de réception provisoire/attachement des travaux terminés/ordre de service/PV de réception technique/PV approbation attachement PJ Apport bénéficiaire Convention Demande d'Autorisation des dépenses Copie chèque
20/02/2017	6 165,02	I. INFRASTRUCTURES	1390/2017/USD	Travaux de finition de l'unité de provenderie à Iboaka	Facture/décompte provisoire PV de réception provisoire/attachement des travaux terminés/ordre de service/PV de réception technique/PV approbation attachement PJ Apport bénéficiaire Convention Demande d'Autorisation des dépenses Avis de débit/BRI Trésor public pour paiement TVA
25/10/2016	733,41	III. FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES	7451/2016/MGA	Indemnité compensatrice Coordonnateur Boeny octobre 2016	Etat indemnité compensatrice Bulletin de solde
06/12/2016	497,51	IV. PRESTATION DE SERVICES, ETUDES ET ASSISTANCE TECHNIQUE	7536/2016/MGA	Impression manuel	Facture proforma Facture Bon de commande Bon de livraison Copie carte fiscale
08/12/2016	445,76	IV. PRESTATION DE SERVICES, ETUDES ET ASSISTANCE TECHNIQUE	7539/2016/MGA	Renforcement et appui partenaire technique, impression de banniers	Facture proforma Résultat de consultation de prix Facture Bon de commande Bon de livraison Copie carte fiscale
14/12/2016	1 078,55	III. FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES	7551/2016/MGA	Formation des MER sur la manipulation du métier à tisser à pédale et livraison	Facture proforma Résultat de consultation de prix Facture Bon de commande Procès-verbal de réception définitive Bon de livraison Demande d'autorisation de dépense PV validation offre PV analyse offres Copie carte fiscale
14/12/2016	623,44	III. FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES	7553/2016/MGA	Réalisation de sept formations des jeunes néoformés en création d'entreprise dans la région Itasy	Facture Rapport de formation PV d'approbation de rapport de formation Fiche de présence Convention
14/12/2016	623,44	III. FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES	7554/2016/MGA	Conduite de 15 sessions de formation en gestion simplifiée au profit des MER Itasy	Facture Rapport de formation PV d'approbation de rapport de formation Fiche de présence Convention
14/12/2016	625,31	III. FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES	7555/2016/MGA	Conduite de 8 sessions de formation des MER en culture entrepreneuriale dans la région d'Itasy	Facture Rapport de formation PV d'approbation de rapport de formation Fiche de présence Convention

14/12/2016	2 402,90	III. FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES	7556/2016/MGA	Fourniture et livraison de kits de démarrage pour les jeunes appuyés par le Programme à Itasy	Facture PV de réception Convention Demande d'autorisation de dépenses PV de validation des offres
21/12/2016	5 350,55	III. FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES	7567/2016/MGA	Indemnité compensatrice des spécialistes en service d'appui Région et des coordonnateur interrégionaux mois de novembre et décembre 2016	Etat indemnité compensatrice Bulletin de solde
14/12/2016	2 366,02	IV. PRESTATION DE SERVICES, ETUDES ET ASSISTANCE TECHNIQUE	7549/2016/MGA	Etudes d'opérationnalisation des matériels mis en place par ROMA/PSE dans le triangle laitier dans les régions Analamanga Bongolava Itasy	Facture Rapport PV d'approbation de rapport ANO FIDA Convention
14/12/2016	2 360,41	IV. PRESTATION DE SERVICES, ETUDES ET ASSISTANCE TECHNIQUE	7561/2016/MGA	Salaire mois de novembre et décembre 2016	Etat de paie
22/12/2016	1 091,02	IV. PRESTATION DE SERVICES, ETUDES ET ASSISTANCE TECHNIQUE	7592/2016/MGA	Honoraire de maintenance du parc informatique année 2016	Factures Convention observation: Les factures sont à certifier, à mettre dans le dossier la version finale de la convention
29/12/2016	5 540,53	IV. PRESTATION DE SERVICES, ETUDES ET ASSISTANCE TECHNIQUE	7603/2016/MGA	Prime de performance année 2016	Etat de paie
14/12/2016	1 174,08	VI. COUTS DE FONCTIONNEMENT SALAIRES ET INDEMNITES	7552/2016/MGA	Fourniture de consommables et de produits d'entretien	Facture Bon de livraison Convention Demande d'autorisation de dépense
22/12/2016	2 640,78	VI. COUTS DE FONCTIONNEMENT SALAIRES ET INDEMNITES	7590/2016/MGA	Entretiens véhicules	Factures Bon de commande PV de réception Devis Demande d'autorisation de dépenses
22/12/2016	2 026,18	III. FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITES	5400/2016	Acquisition alambic	Factures Bon de livraison Bon de commande PV de réception Facture proforma Attestation de prise en charge sur fonds de financement à coût partagé Détails des prises en charge
19/12/2016	292,71	IV. PRESTATION DE SERVICES, ETUDES ET ASSISTANCE TECHNIQUE	5378/2016	Elaboration et traduction en version de fiches techniques et des guides de bonnes pratiques	Facture Rapport PV d'approbation de rapport Convention
20/12/2016	695,35	IV. PRESTATION DE SERVICES, ETUDES ET ASSISTANCE TECHNIQUE	5383/2016	Etude de faisabilité de la mise en place de l'atelier communautaire de transformation de lait au sein de la coopérative ERF à Fieferana	Facture Rapport PV d'approbation de rapport Convention
20/12/2016	1 564,84	IV. PRESTATION DE SERVICES, ETUDES ET ASSISTANCE TECHNIQUE	5385/2016	Editions outils de communication pour la campagne de sensibilisation sur les activités du programme	Facture ; Bon de livraison Bon de commande Résultat de sélection de fournisseurs Facture proforma ; copie carte fiscale Note de présentation

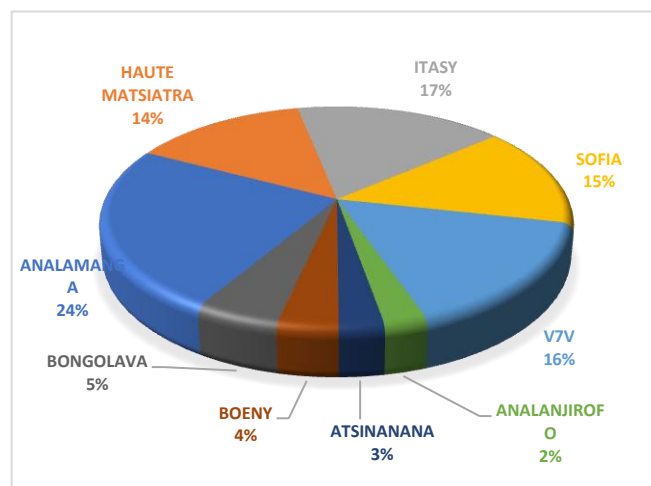
20/12/2016	189,53	IV. PRESTATION DE SERVICES, ETUDES ET ASSISTANCE TECHNIQUE	5389/2016	Paiement indemnité conseiller d'entreprise	Etat réalisation indemnité PV approbation réalisations Rapport de mission Ordre de mission
20/12/2016	203,12	IV. PRESTATION DE SERVICES, ETUDES ET ASSISTANCE TECHNIQUE	5390/2016	Paiement indemnité conseiller d'entreprise	Etat réalisation indemnité PV approbation réalisations Rapport de mission Ordre de mission
22/12/2016	521,51	IV. PRESTATION DE SERVICES, ETUDES ET ASSISTANCE TECHNIQUE	5397/2016	Etude de faisabilité de la mise en place de l'atelier communautaire de transformation de lait au sein de la coopérative ERF à Fieferana (30%)	Facture Rapport PV d'approbation de rapport Convention
20/12/2016	482,11	IV. PRESTATION DE SERVICES, ETUDES ET ASSISTANCE TECHNIQUE	5401/2016	Réalisation, conception et diffusion de films sur la chaîne de télévision nationale	Facture Rapport PV d'approbation de rapport Attestation de diffusion Convention
22/12/2016	438,97	IV. PRESTATION DE SERVICES, ETUDES ET ASSISTANCE TECHNIQUE	5402/2016	Elaboration et traduction en version de fiches techniques et des guides de bonnes pratiques - 2ème tranche	Facture Rapport PV d'approbation de rapport Convention
23/12/2016	1 636,76	IV. PRESTATION DE SERVICES, ETUDES ET ASSISTANCE TECHNIQUE	5410/2016	Conception d'outils de communication pour le programme	Facture Rapport PV d'approbation de rapport Convention
26/12/2016	323,60	IV. PRESTATION DE SERVICES, ETUDES ET ASSISTANCE TECHNIQUE	5422/2016	Entretiens véhicules	Factures Bon de commande Bon de livraison PV sélection fournisseur Facture proforma Copie carte fiscale Demande d'autorisation de dépenses

Annexe 2: Aperçu synthétique des MER appuyées par PROSPERER

1. Répartition des MER par région

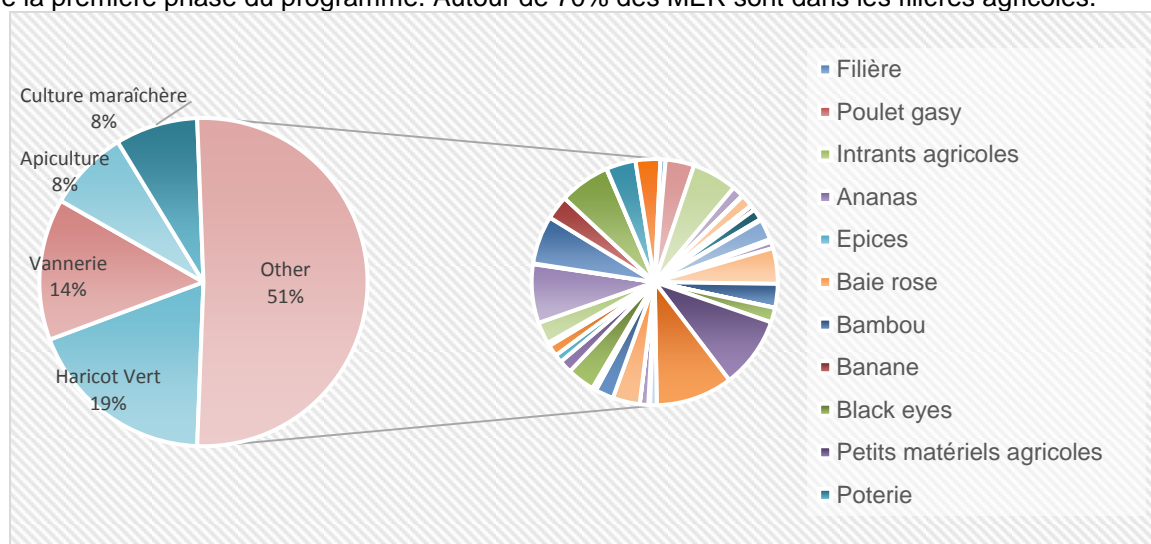
86% des MER bénéficiaires du programme sont dans les 5 anciennes régions d'intervention du programme (Analamanga, Itasy, Haute Matsiatra, Sofia et Vatovavy Fitovinany)

REGIONS	Nombre MER	%
ANALAMANGA	13449	24%
HAUTE MATSIATRA	7924	14%
ITASY	9485	17%
SOFIA	8188	15%
V7V	9066	16%
ANALANJIROFO	1441	3%
ATSINANANA	1 511	3%
BOENY	2034	4%
BONGOLAVA	2841	5%
TOTAL	55939	100%



2. Répartition des MER par filière

50% des MER appuyées sont dans les 4 filières suivantes : haricot vert, cultures maraîchères, apiculture et vannerie. Les filières vannerie, apiculture et broderie ont été surtout développées au cours de la première phase du programme. Autour de 70% des MER sont dans les filières agricoles.



3. Evolution du chiffre d'affaire pour un échantillon de MER

Un échantillon de 1503 MER qui ont bénéficié des diagnostics T0, T1 et T2 a été analysé pour voir l'évolution de leurs chiffres d'affaires.

CAT	INTERVALLES CHIFFRES D'AFFAIRES	T0		T1		T2	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1	0 – 50000	277	18%	93	6%	64	4%
2	50000 – 100000	221	15%	115	8%	69	5%
3	100000 – 200000	298	20%	254	17%	199	13%
4	200000 – 250000	86	6%	119	8%	116	8%
5	250000 – 500000	223	15%	377	25%	380	25%
6	500000 – 1000000	164	11%	218	15%	306	20%
7	1000000 – 3000000	172	11%	231	15%	260	17%
8	3000000 – 1000000000	62	4%	96	6%	109	7%
	TOTAL	1503	100%	1503	100%	1503	100%

59% des MER ont un chiffre d'affaire inférieure à 250 000 MGA au cours du diagnostic T0. Après les appuis du programme, le diagnostic T2 a déduit pour les mêmes MER que 30% seulement ont un chiffre d'affaire inférieure à 250 000 MGA.

Suivant l'histogramme ci-dessous, les chiffres d'affaires des MER ont augmenté. Le pourcentage de MER dans les catégories 1, 2 et 3 a diminué tandis que le pourcentage des MER dans les catégories 4, 5, 6 et 7 s'est accru.



4. Répartition des couples OP-OM par région

Les couples OP-OM ont été surtout développés à partir de 2014.

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	TOTAL	%
ANALAMANGA				5	6	9	7	9	7	43	23%
HAUTE MATSIATRA						6	8	4	2	20	11%
ITASY				3	2	6	6	8	7	32	17%
SOFIA						4	5	8	5	22	12%
V7V					5	6	6	4	4	25	13%
BONGOLAVA						4	3	4	2	13	7%
BOENY						3	4	4	4	15	8%
ATSINANANA						1	1	3	3	8	4%
ANALANJOROFO							5	3	4	12	6%
TOTAL	0	0	0	8	13	39	45	47	38	190	100%

Les régions Analamanga et Itasy abritent à elles seules 40% des couples OP-OM. En termes de nombre de MER intégrées dans les couples OP-OM, le développement des couples d'envergure (LECOFRUIT, AGRIVAL, GEL Litchis, SCRIMAD) a permis l'intégration d'une masse importante de MER. Les OM se sont surtout intéressés aux régions Analamanga et Itasy qui regroupent 60% des MER intégrées dans les couples OP-OM.

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	TOTAL	%
ANA				225	286	301	473	551	6 511	8 347	34%
HMA						343	369	94	35	841	3%
ITA				87	72	472	381	518	4 924	6 454	26%
SOF						427	625	921	1 511	3 484	14%
V7V					86	107	170	109	137	609	2%
BONG						185	172	266	654	1 277	5%
BOE						125	168	225	1 101	1 619	7%
ATSI						118	118	513	895	1 644	7%
ANJRF							22	16	387	425	2%
TOTAL	0	0	0	312	444	2 078	2 498	3 213	16 155	24 700	100%

Annexe 3: Infrastructures mises en place par PROSPERER et Opérationnalité des Comités de gestion/entretien

1. Répartition des infrastructures par type

REGION	Nombre par type d'infrastructures											TOTAL	OBS
	Infrastructures publiques					Investissements collectifs de soutien aux filières							
	PISTES		Adduction en eau Potable (U)		Marchés de gros spécifiques et points de vente (U)	Ateliers de transformation et de conditionnements (U)	Central d'approvisionnements en intrants agricoles (U)	Centres de multiplication de plantes (U)	Centres d'Affaire polyvalent et d'Accueil de Groupements (U)	Magasins pour stocker les produits (U)	Petits pavillons d'exposition (U)		
	Pistes rurales (U)	Voies de raccordement au réseau routier régional (U)	AEP en réseau	Puits (U)									
ANALAMANGA	8	-	-	-	1	14	2	4	3	8	17	57	
ANALANJIROFO	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	2	
ATSINANANA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	
BOENY	-	-	-	-	-	1	-	-	1	1	5	8	
BONGOLAVA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	2	
HAUTE-MATSIATRA	8	-	-	3	-	5	-	4	3	-	5	28	
ITASY	5	0	-	3	1	3	1	2	3	4	6	28	
SOFIA	2	0	1	-	1	7	-	-	3	3	8	25	
VATOVAVY-FITOVINANY	4	-	-	-	5	9	-	-	5	1	7	31	
TOTAL	27	0	1	6	8	39	3	10	19	18	51	182	

2. Niveau de fonctionnalité des infrastructures et d'opérationnalité des CGO (Comités de gestion) et CE (Comités d'entretien)

a. Critères d'évaluation des infrastructures et des CGO et des CE

COLONNE	LIBELLE	DEFINITION	CRITERES D'APPRECIATION	NOTATION
G	NIVEAU D'OPERATIONNALISATION 1: Non Opérationnel 2: Moyennement Opérationnel 3: Opérationnel	Apprécier le <u>niveau d'opérationnalisation</u> des investissements collectifs (SS-COMPO 4.2) mis en place sous OFID, FIDA)	1. Fréquence d'ouverture, 2. Quantité produits vendus, stockés, transformés ou collectés 3. Flux financier dû à la vente	3. Opérationnel: si infra ouverte plein temps, quantité de produits abondante et flux financier existant 2. Moyennement Opérationnel: si ouverture moyenne, peu de produits et peu de flux financier 1. Non opérationnel: infra fermée, pas de produits et pas de flux financier
I	COMITE DE GESTION OPERATIONNEL	Apprécier le <u>niveau d'opérationnalisation des comités de gestion</u> des investissements collectifs (SS-COMPO 4.2) mis en place sous OFID, FIDA)	1. Fréquence de réunion 2. Disponibilité des informations (nombre des bénéficiaires, etc.) 3. Rapportage, compte rendu, statistiques (au projet)	3. Opérationnel: si les trois critères sont respectés 2. Moyennement Opérationnel: si deux de ces trois critères sont respectés 1. Non opérationnel: si tous les critères ne sont pas respectés ou un de ces trois critères seulement sont respectés
K	COMITE D'ENTRETIEN OPERATIONNEL	Apprécier le <u>niveau d'opérationnalisation des comités d'entretien</u> des investissements collectifs (SS-COMPO 4.2) mis en place sous OFID, FIDA)	1. Cotisation et disponibilité de fonds 2. Entretien effectif 3. Existence des outils de gestion	3. Opérationnel: si les trois critères sont respectés 2. Moyennement Opérationnel: si deux de ces trois critères sont respectés 1. Non opérationnel: si tous les critères ne sont pas respectés ou un de ces trois critères seulement sont respectés

b. Niveau de fonctionnalité des infrastructures

TYPE D'INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS EXISTANTS	DEGRE D'OPERATIONNALISATION			TOTAL	RATIO TYPE INFRA
	NON OPERATIONNEL	MOYENNEMENT OPERATIONNEL	OPERATIONNEL		
Atelier de transformation	14	13	12	39	28%
Central d'approvisionnements	2	1		3	2%
CAPAG	1	3	15	19	14%
Centre de Multiplication des Plants	3	5	2	10	7%
Magasin de stockage	4	5	9	18	13%
Pavillon de vente et point de collecte	17	17	17	51	36%
TOTAL	41	44	55	140	
Taux d'opérationnalisation	29%	31%	39%		

c. Existence ou non des Comités de gestion

TYPE D'INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS EXISTANTS	COGE EXISTANT		TOTAL
	NON: 0	OUI: 1	
Atelier de transformation	8	31	39
Central d'approvisionnements	1	2	3
CAPAG	6	13	19
Centre de Multiplication des Plants	2	8	10
Magasin de stockage	5	13	18
Pavillon de vente et point de collecte	9	42	51
TOTAL GENERAL	31	109	140
Taux d'existence des COGE	22%	78%	

d. Niveau d'opérationnalité des Comités de gestion

TYPE D'INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS EXISTANTS	COGE OPERATIONNEL			TOTAL
	NON OPERATIONNEL	MOYENNEMENT OPERATIONNEL	OPERATIONNEL	
Atelier de transformation	22	15	2	39
Central d'approvisionnements	2	1		3
CAPAG	12	5	2	19
Centre de Multiplication des Plants	5	5		10
Magasin de stockage	10	5	3	18
Pavillon de vente et point de collecte	34	12	5	51
TOTAL GENERAL	85	43	12	140
Taux d'opérationnalisation des COGE	61%	31%	9%	

e. Existence ou non des Comités d'entretien

TYPE D'INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS EXISTANTS	COENTR EXISTANT		TOTAL
	NON: 0	OUI: 1	
Atelier de transformation	14	25	39
Central d'approvisionnements	2	1	3
CAPAG	12	7	19
Centre de Multiplication des Plants	6	4	10
Magasin de stockage	10	8	18
Pavillon de vente et point de collecte	20	31	51
TOTAL GENERAL	64	76	140
Taux d'existence des CE	46%	54%	

f. Niveau d'opérationnalité des Comités d'entretien

TYPE D'INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS EXISTANTS	COMITE D'ENTRETIEN OPERATIONNEL			TOTAL
	NON OPERATIONNEL	MOYENNEMENT OPERATIONNEL	OPERATIONNEL	
Atelier de transformation	22	14	3	39
Central d'approvisionnements	2	1		3
CAPAG	12	4	3	19
Centre de Multiplication des Plants	6	4		10
Magasin de stockage	12	3	3	18
Pavillon de vente et point de collecte	30	16	5	51
TOTAL GENERAL	84	42	14	140
Taux d'opérationnalisation du COENTRE	60%	30%	10%	

Annexe 4: Suivi des recommandations de la mission de suivi d'octobre 2016

Composante -1: Identification, mobilisation des MER, des PER et structuration des interprofessions

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Situation	Suivi
Prioriser un nombre limité de filières prioritaires dans chacune des régions, selon l'avantage comparatif et l'échelle des investissements en cours	Coordonnateur national et régionaux	31 décembre 2016	Réalisée	<p>Région Analamanga : Priorisation des filières suivant les opportunités de marché, notamment l'existence des opérateurs de marché potentiels : fruits et légumes.</p> <p>Région Haute Matsiatra : Programmation des activités du PTBA 2017 majoritairement issus des filières prioritaires</p> <p>Région Itasy : Quelques filières ont été priorisées pour bénéficier des appuis consistants dans le cadre du développement et de la mise à l'échelle des couples OP/OM ; ananas, maraîchage et haricot. En outre, le café, le Moringa, et la baie rose ont été repérés comme nouvelles filières qui disposent des opportunités intéressantes ; un partenariat commercial avec CODAL est ainsi en train d'être tissés.</p> <p>Région Sofia : Formulation du PTBA 2017 basée sur le concept chaîne de valeur dont les critères EMS (Economique – Mandataire et Stratégique) ont été développés. . Etape 1 : Recyclage des parties prenantes (CCI, DRAE, GUMS) suivi des exercices de cartographie, sélection des filières selon EMS et élaboration du plan d'action, d'où les 10 filières prioritaires : fibres végétales, bambou, grains secs (haricot, maïs, black Eyes), oignon, apiculture, vanille, fruits et transformation (mangue), aviculture (Octobre 2016) . Etape 2 : Validation des plans d'action établis par des acteurs et facilitateurs régionaux : DRAE et ses démembrés, DREEF, ORN, CFP, ECOFORMATION, CCI (Octobre 2016) . Etape 3 : Validation au niveau du CRP Sofia (Octobre 2016)</p> <p>Région Vatovavy Fitovinany : 8 filières prioritaires depuis 2016 : Apiculture, Fruit et transformation, Vannerie, Pêche, Bambou, Soie et tissage, culture de rente, huile essentielle</p> <p>Région Atsinanana : Priorisées : Litchis, miel, maïs, canne à sucre</p> <p>Région Analanjirofo : Filières prioritaires concernent le girofle, litchis, maïs et pêche</p> <p>Région Bongolava : Quelques filières ont été priorisées pour bénéficier des appuis consistants dans le cadre du développement et de la mise à l'échelle des couples OP/OM ; baie rose, maïs, maraîchage et manioc.</p> <p>Région Boeny : Les 4 principales filières de l'EPRB sont le Black-eyes, Vannerie, Maïs, Pêche et pisciculture. Dont deux grandes envergures (Maïs Agrival, Black-eyes) Perspectives aussi pour la filière Mangue</p>

Aligner le choix des innovations et technologies promues sur les besoins des acteurs des filières prioritaires	Coordonnateur national et régionaux	31 décembre 2016	Réalisée	<p>Région Analamanga : Le choix des innovations technologiques est en cohérence avec les besoins des couples OP/OM : kits de plantation de fruit de la passion, kits de culture d'haricot vert (voile de précocité, kit goutte à goutte), pompe à pédale : cas de Lecofruit, Havamad, Fofifa</p> <p>Région Haute Matsiatra : Chaque filière prioritaire dispose d'un CDDT opérationnel (CDDT matériels apicoles, CDDT matériels d'élevage de vers à soie et de tissage de soie, CDDT huiles essentielles, CDDT artisanat, CDDT matériels piscicoles)</p> <p>Région Itasy : La grande partie de budget alloué à l'innovation technologique est en relation avec la collaboration avec LECOFRUIT dans le cadre de l'amélioration de la productivité du maraîchage : dotation de kits SMI et de voiles de précocité</p> <p>Région Sofia : A chaque cartographie des 10 filières prioritaires, des points critiques ont été identifiés, y compris l'aspect innovation technologiques (matériels, variétés améliorées), d'où la liste finale des CDDT dans le PTBA 2017 qui est relative aux 10 filières</p> <ul style="list-style-type: none"> . Fibres végétales : machine à coudre et presse bouton . Grains secs : parcelle de démonstration utilisant des variétés améliorées, égreneuse . Vanille : matériel de préparation de la vanille <p>Région Vatovavy Fitovinany : CDDT opérationnel pour les filières fruit et miel, en cours de création pour les filières pêche (à Vohipeno) et artisanat (vannerie et soie à Mananjary) Procédure entamée pour l'achat des bocaux, emballage des confitures, très sollicités par les MER. Achat direct auprès des fournisseurs locaux pour certains matériels demandés, dossiers FFCP validés par les comités régionaux.</p> <p>Région Atsinanana : Etude par des consultants pour le choix des innovations déjà terminée – Liste des innovations par filière déjà existante mais pour le cas de maïs, miel et vannerie l'étude est encore en cours</p> <p>Région Analanjiroro : Achat des équipements innovés respectivement pour la filière litchi, pêche et maïs. Acquisition des équipements pour la filière CUMA est en cours. Liste des MER intéressées est disponible, prospection en cours.</p> <p>Région Bongolava : Le couplage avec LECOFRUIT a procédé à la dotation de kits SMI. En lien avec le couplage AGRIVAL/OP, la dotation de 4 motoculteurs dans le cadre du FFCP a été réalisée au niveau d'un bassin de production. En outre, le processus de dotation d'équipements spécifiques travers le FFCP dans le cadre de la promotion de la lutte intégrée contre les insectes nuisibles est en cours pour la production de la baie rose : option tendant vers l'amélioration de la qualité et de la productivité de la baie rose.</p> <p>Région Boeny : Les innovations technologiques suivantes sont confirmées par la demande FFCP des MER : Décortiqueuse (Black-eyes), Egraineuse (Maïs), Machine à coudre pour finalisation produit de vannerie, Pêche et pisciculture (aérateur)</p>
Diligenter le processus de recrutement des GUMS	Coordonnateur	Immédiat	Réalisée	<p>Région Analamanga : ANO du FIDA sur l'évaluation des dossiers et la structure sélectionnée Attente de la remise des offres techniques et financières de la part de la structure sélectionnée</p> <p>Région Itasy : Après la relance à 02 fois infructueuses du recrutement d'une structure hébergeur des</p>

				<p>GUMS, une tentative de collaboration avec les CSA a été opérée mais handicapée par la politique de restructuration du TT qui est en cours et prévoyant d'intégrer les CSA.</p> <p>Une réflexion a été portée sur la faisabilité de développer une collaboration avec l'ONG MAMIRATRA, structure intégrant techniciens-Producteurs leaders et d'envergure régionale, organisation ayant déjà manifesté son intérêt lors des précédentes consultations. Cette option se préoccupe de la pérennisation des acquis et de durabilité des activités. Une séance d'échanges avec ladite structure est prévue au cours de la mission de supervision pour recadrer la suite à donner.</p> <p>Région Sofia : Le nouvel hébergeur qualifié est connu : ONG RAVINALA mais la convention cadre est en cours de finalisation auprès du comité restreint du Programme pour DANO au FIDA Projection : notification au plus tard fin juillet 2017</p> <p>Région Vatovavy Fitovinany : Révision cout GUMS suite aux recommandations issues de la réunion des Coordonnateurs, DANO en vue</p> <p>Région Atsinanana : En cours de finalisation après concertation de tous les EPR Les PV de négociation et les contrats des deux GUMS sont déjà envoyés à la Coordination Nationale pour la demande de DANO</p> <p>Région Analanjirofo : Dossiers GUMS finalisé après concertation entre les EPR. DANO en cours.</p> <p>Région Bongolava : Après la relance à 02 fois infructueuses du recrutement d'une structure hébergeur des GUMS, une tentative de collaboration avec les CSA a été opérée mais handicapée par la politique de restructuration du TT qui est en cours et prévoyant d'intégrer les CSA.</p> <p>A ce propos, l'option s'oriente vers la structure TSABROSE, organisation ayant déjà manifesté lors des précédentes consultations après sa période de restructuration pour pérenniser les services d'appui en lien avec la filière baie rose et corollaires. La piste de collaboration avec l'Union des Coopératives de baie rose de Tsididy a été étudiée pour la zone Ouest de Tsiroanomandidy</p> <p>Concernant la filière maïs, une concertation entre TSABROSE et AGRIBOX/AGRIVAL a été ainsi engagée en vue de la mise en place d'un cadre de transfert des acquis vers un dispositif autonome soutenu financièrement par l'OM lui-même.</p> <p>Une séance d'échanges avec ladite structure est prévue au cours de la mission de supervision pour recadrer la suite à donner.</p> <p>Région Boeny : En phase de DANO technique</p>
Documenter la spécificité de quelques couples OP et OP dans les filières prioritaires ainsi que les effets et les impacts de ce partenariat sur les groupes cibles en termes de performance technique et économique et de transformation des conditions de vie	RSE et Coordonnateurs régionaux	30 Juin 2017	Réalisée	<p>Région Analamanga : Une étude de cas en cours, réalisée par un stagiaire, sur l'évaluation des impacts socio-économiques induits par la promotion du couplage entre Opérateur de Marché et Organisation de Producteurs : Cas du couplage entre la société HavaMad et les producteurs de fruit de la passion et d'ananas biologique et du couplage entre le Centre FOFIFA et les producteurs de semences de haricot.</p> <p>Région Haute Matsiatra : Non entamée</p> <p>Région Itasy : Recrutement en cours de consultant pour la documentation des success stories des bénéficiaires</p>

				<p>Néanmoins, à travers les bilans de campagne, des données techniques (quantité commercialisée, nombre de producteurs, chiffre d'affaires réalisés) ont été collectées pour être intégrées dans la fiche couple OP/OM « ananas »</p> <p>Région Sofia : Quelques cas identifiés communément avec la CCI Sofia : filière Black Eyes, fibres végétales et vanille. La firme qualifiée pour réaliser la documentation est déjà contacté (Equipe de la magazine économique TOLOTRA sy TINADY de la TVM Nationale malgache). Projection : la documentation sera prévue mois <u>d'août 2017</u> (budget y afférent inséré durant la révision budgétaire 2017)</p> <p>Région Vatovavy Fitovinany : stagiaire en cours de recrutement</p> <p>Région Atsinanana : Accès du litchi de Madagascar aux marchés du COMESA parrru dans Midi Madagascar le 19 janvier 2017</p> <p>Région Analanjirofo : Résultat de couplage pêche documenté dans un vidéo pour diffusion E- see magazine à la TVM ce mois de Mai et dans le GAZETY MIOITRA N° 32, en cours d'édition Documentation des autres couples en cours en vue de publication dans le MIOITRA N°33</p> <p>Région Bongolava : Les données relatives à la performance technique (quantité commercialisée par catégorie et par OM, nombre de MER intégrés) et financière (chiffre d'affaire) ont été collectées périodiquement pour avoir permis la mise à jour de la base de données y afférente. Les success stories du modèle TSABROSE a fait l'objet d'une étude spécifique par un consultant Recrutement d'un consultant/agence en cours pour la production vidéo sur le mouvement coopératif dans le cadre du couple OP/OM</p> <p>Région Boeny : Black-eyes : à haute valeur marchande, on s'attend à l'augmentation de la quantité livrée aux OM et aux chiffres d'affaires du couple Il en est de même pour les autres filières mais avec une différence de taux d'augmentation de chiffres d'affaires. Documentation sur l'évolution du statut d'une MER black-eyes en cours. Perspectives aussi pour le projet maïs baiboho</p>
Analyser les acquis et la valeur ajoutée de ces plateformes multi-acteurs ainsi que les contraintes auxquelles elles font face	RSE et Coordonnateurs régionaux	30 Juin 2017	Réalisée	<p>Région Analamanga : Consultant pour analyser les acquis et valeur ajoutée des PCAF et identification des contraintes en cours de recrutement</p> <p>Région Haute Matsiatra : Stage en vue de la capitalisation des acquis pour la pérennisation de 2 PCAF : artisanat et huiles essentielles. L'étude de cas part de l'analyse de la structure actuelle, des parties prenantes ainsi que les acteurs au sein du PCAF et également les autres PCAF sur d'autres filières dans d'autres Régions La dernière partie du document propose les axes stratégiques de pérennisation des PCAF</p> <p>Région Itasy : Aucune étude spécifique n'a été réalisée, mais à travers l'évaluation globale de la situation actuelle, la PCAF « pêche et pisciculture » a été jugée la plus dynamique en se préoccupant particulièrement de la problématique de la filière : restructuration ascendante des pêcheurs dans un</p>

				<p>souci de mobilisation de masse en vue du respect du cadre réglementaire, repoissonnement des lacs. A cet effet, ladite structure multi-acteurs commence à être reconnue par différents acteurs et partenaires.</p> <p>Région Sofia : Le conseiller facilitateur (CF) pour redynamiser (mise à jour, des plans d'action PCAF fibres, black Eyes, oignon, vanille et miel ; analyse des valeurs ajoutées, identification des PTF) est notifié Début des opérations : juillet 2017</p> <p>Région Vatovavy Fitovinany : Un document sur expériences PCAF et GTF cas apiculture édité en 2015. Approfondissement à planifier pour les autres filières.</p> <p>Région Analanjirofo : Atelier de concertation réalisé en décembre. Le Plan d'action pour le développement de PCAF est disponible. Atelier de bilan d'avancement de l'exécution de plan d'action prévu au mois de septembre</p> <p>Région Bongolava :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le PCAF « baie rose » dispose d'une notoriété, d'une reconnaissance incontestable dans la gouvernance de la filière : coordination et réglementation de la campagne de commercialisation, interfaçage lors des transactions commerciales, prise des mesures spécifiques en lien avec le déroulement de la campagne, promotion des activités de soutien de la filière en collaboration avec les partenaires (DRAE, DPV/MPAE, PROSPERER, MCC/DRC, DIRI,...) A cet effet, la quantité de baie rose commercialisée a quasiment doublé depuis deux ans. De plus, une base de données de la filière a été mise en place en collaboration avec le DAOPMR/MPAE/DRAE Bongolava - Le PCAF maïs : cette structure multi-acteurs commence avoir un positionnement confortable dans le pilotage du développement de la filière : amélioration de la visibilité vis-à-vis des partenaires institutionnels et des OM d'envergure à travers l'organisation d'une foire régionale dédiée spécialement au maïs avec le soutien financier de PROSPERER, élaboration d'un compte d'exploitation par topologie de Producteurs, concrétisation en cours des 12 contrats commerciaux avec l'OM AGRIVAL, hébergement du PCAF par la DRAE Bongolava <p>Région Boeny : Acquis : la plateforme est mise en place et formalisée (Arrêté de mise en place et élection des membres de bureau exécutif réalisé) Contraintes : manque d'implication et de motivation des membres élus d'où un plan de redynamisation en cours</p>
Accompagner activement le processus d'élaboration d'une stratégie de développement de l'entrepreneuriat rural	Coordonnateur	30 juin 2017	Réalisée	<p>Région Analamanga : Le développement de l'entrepreneuriat rural est surtout focalisé sur la démarche couple OP/OM, l'appui des MER à leur participation aux manifestations commerciales et économiques, la mise en place de GVEC, la mise en relation des MER avec les IMFs.</p> <p>Région Itasy : Le ciblage par bassin filière est adopté progressivement dans la mise en œuvre des activités, misant beaucoup sur le développement des partenariats commerciaux pour sécuriser le développement des micro-entreprises (Amélioration de l'activité du couple Ananas sur l'aspect couverture social des producteurs – Intégration des jeunes néo-entrepreneurs dans le couple au niveau de la filière Moringa avec CODAL – Finalisation partenariat avec LEOFRUIT pour la filière haricot vert – Renforcement de la prospection commerciale en collaboration avec le DAC du FCCIM sur la filière Haricot – Tarot et café Arabica)</p>

				<p>Région Sofia : Non entamée Projection : A partir de juillet 2017 (après la réunion des coordonnateurs)</p> <p>Région Vatovavy Fitovinany : Convention sur couple OP/OM de grande envergure pour toucher plus de MER et développer leur culture entrepreneuriale filière Girofle (feuille), litchi, pêche, canne à sucre (nouvelle filière 2017). L'EPR prévoit également la collaboration avec CCI et TSABROSE sur la baie rose</p> <p>Région Atsinanana : Responsabilisation des coopératives en couplage pour prendre en main la mobilisation de leurs membres dans la fidélisation de leur relation avec les OM (Mise en place d'un agent de mobilisation pour chaque coopérative de base ou grappe). Education financières : Incitation et accompagnement des grappes ou coopératives de base à constituer des caisses épargne/crédit communautaires (GVEC) éducatives des membres dans l'objectif des relations avec des IMF lesquelles pourront les financer par crédit à caution solidaire (ACCS) pour améliorer leur productivité et fidéliser leur contractualisation</p> <p>Région Analanjirofo : Responsabilisation des coopératives en couplage pour prendre en main la mobilisation de leurs membres dans la fidélisation de leur relation avec les OM (Mise en place d'un agent de mobilisation pour chaque coopérative de base ou grappe). Education financières : Incitation et accompagnement des grappes ou coopératives de base à constituer des caisses épargne crédit communautaires (GVEC) éducatives dans l'objectif des relations avec des IMF lesquelles pourront les financer par crédit à caution solidaire (ACCS) pour améliorer leur productivité</p> <p>Région Boeny : Promotion de l'agriculture contractuelle à travers le couple OP Maïs/AGRIVAL. OP_Black-eyes/ FANAVOTANA_SODEAGRI ; ... Mise en place et opérationnalisation de CDDT et FFCP pour améliorer les performances techniques des OP. Diverses formations et renforcement de capacités. Facilitation de l'obtention de financement des projets des MER à travers l'opérationnalisation des GVEC</p>
--	--	--	--	---

Composante-2: Services d'appui aux Microentreprises rurales et formation professionnelle

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Situation	Suivi
Elaborer une catégorisation basée sur le nombre d'emplois par entreprise et le niveau du chiffre d'affaires selon la pratique d'une activité de production agricole ou non agricole	RSE/Coordonnateur	31 décembre 2016	Réalisée	<p>Région Analamanga : Une catégorisation basée sur le chiffre d'affaires a été proposée lors de la mission de suivi</p> <p>Région Haute Matsiatra : Discussion entamée à l'issue du regroupement du pool S&E. Nouvelle version de la BDMER considérant cette nouvelle catégorisation des MER</p> <p>Région Sofia:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Une catégorisation basée sur le <i>chiffre d'affaires, par filières</i> est déjà élaborée lors de la réunion de coordination régionale, disponible et à envoyer à l'EPN. 2. TDR pour le recrutement du stagiaire pour l'élaboration du compte d'exploitation disponible mais en attente de la révision du PTBA, suivi de la DANO de l'EPN <p>Région Vatovavy Fitovinany : Collaboration avec DREP à élaborer portant sur la catégorisation des MER / compte d'exploitation des filières café, fruit, pêche, miel, vannerie</p> <p>Région Atsinanana : Catégorisation non encore entamée mais à accélérer</p> <p>Région Bongolava : Réalisation d'une enquête t0 et t1 par les MER LEADER Compte d'exploitation type déjà disponible pour la filière baie rose et maïs Recrutement des consultants en cours pour l'élaboration de comptes d'exploitation par type pour la filière melon, pastèque et EACC</p> <p>Région Boeny : Grille de classification des MER déjà arrêtée. La mise en application attend les résultats de l'enquête des revenus qui est en cours de formalisation</p>
Explorer l'opportunité de recourir à des étudiants stagiaires (sciences sociales et économiques) pour approfondir l'analyse de quelques couples OP/OM	Coordonnateur	Juin 2016	Réalisée	<p>Région Analamanga : Une étude de cas en cours, réalisée par un stagiaire, sur l'évaluation des impacts socio-économiques induits par la promotion du couplage entre Opérateur de Marché et Organisation de Producteurs : Cas du couplage entre la société HavaMad et les producteurs de fruit de la passion et d'ananas biologique et du couplage entre le Centre FOFIFA et les producteurs de semences de haricot.</p> <p>Région Itasy : Etude préalable et sommaire de l'opportunité de développer un couple OP/OM sur le Maïs réalisé par une stagiaire étudiante de l'AGRO (cas de la collaboration avec AGRIVAL à Alatsinainikely)</p> <p>Région Sofia : Non entamée Projection : A partir de juillet 2017 (après la réunion des coordonnateurs)</p> <p>Région Vatovavy Fitovinany : stagiaire en cours de recrutement</p> <p>Région Atsinanana : Etude qui va être effectuée par un stagiaire en cours de recrutement</p> <p>Région Analanjirofo : TDR en cours d'élaboration pour certains couplages existants. La tendance actuelle est de collaborer avec la Direction de la Commerce mais pas avec des stagiaires</p>

Composante-5 : Suivi-évaluation, capitalisation et communication

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Situation	Suivi
Poursuivre les appuis à l'endroit des équipes régionales, notamment à travers le suivi de l'adoption des nouveaux outils validés	RSE National avec RSE Régionaux	En continu	Réalisée	<p>Région Analamanga : Outils progressivement adoptés</p> <p>Région Itasy : Utilisation des outils validés en cours</p> <p>Région Sofia : Outils adoptés</p> <p>Région Vatovavy Fitovinany : Implémentation des outils</p> <p>Région Atsinanana : La région Atsinanana continue de réaliser cet activité et pour l'année 2017 elle sera réalisé fin juin 2017</p> <p>Région Analanjirofo : Continuation de l'exploitation des outils validés. Des nouveaux outils créés au sein de l'équipe à savoir les outils pour les Agents de Mobilisations locales</p> <p>Région Bongolava : Utilisation des nouveaux outils au sein de l'équipe</p> <p>Région Boeny : Un rappel de l'adoption et/ou utilisation des outils de travail validés est fait à chaque réunion de coordination régionale</p>
Développer des cadres d'analyse pour fournir davantage d'éléments pertinents et utiles à la mise en œuvre du Programme	EPN et EPR	Décembre 2016 – en continu	Réalisée	<p>Région Analamanga : Alimentation des résultats d'analyse par les stagiaires et consultants</p> <p>Région Haute Matsiatra : Discussion entamée au cours des réunions de coordination (restreinte ou élargie), Regroupement du comité de pratique : CoP S&E (en février 2017 à Antananarivo), CoP comptabilité et finance (mai 2017), CoP des coordonnateurs et Cop pool passation de marchés (en mars 2017 à Ampefy)</p> <p>Région Itasy : Des réunions périodiques ont été organisées pour apporter des éléments de réflexion en termes d'approche et de méthodologie de travail.</p> <p>Région Vatovavy Fitovinany : Implication de plus en plus de partenaires pour la Planification et mise en œuvre du programme. Echange par filière développée au cours des séances d'ERP, entre MER, partenaire et Equipe PROSPERER (CE, SAM, SAF, RSE)</p> <p>Région Analanjirofo : Regroupement de l'équipe mené par le Coordonnateur, à réaliser par trimestre</p>
Respecter scrupuleusement le nouveau calendrier établi pour l'enquête SYGRI (RIMS 3) prévu au démarrage du FA-II	RSE National avec RSE régionaux	Mars 2017	Réalisée	Validation du rapport d'évaluation des offres techniques des soumissionnaires au niveau de la CAO DANO auprès du FIDA et du CNM
Collaborer avec des institutions spécialisées pour la réalisation des	EPN et EPR	Juin 2017 – en continu	Réalisée	Région Itasy : Protocole de collaboration avec le service régional de la Statistique en cours pour Itasy pour mener les enquêtes adoptions et diagnostic afin de capitaliser les acquis

produits de capitalisation identifiés				<p>Région Sofia : Non entamée Projection : A partir du mois d'août 2017 (collaboration avec l'équipe de la magazine TOLOTRA SY TINADY de la TVM Nationale) Région Vatovavy Fitovinany : Colaboration avec DRAE pour l'enquête adoption, convention avec DRRHP pour le suivi des FFCP pêche Région Bongolava : Collaboration avec la DRAE Bongolava pour faciliter l'ERP</p> <p>Région Analanjirofo : Collaboration avec les Directions Régionales ou avec les équipes du Ministère.</p>
Poursuivre les efforts d'adaptation dans la mise en œuvre du couple CDDT/FFCP pour mieux répondre aux besoins des femmes et des jeunes.	EPN et EPR	Décembre 2016 – en continu	Réalisée	<p>Région Analamanga : De 2016 à 2017, 64 femmes bénéficiaires d'équipements innovants par FFCP dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> 06 MER femmes du district de Manjakandriana bénéficiaires de kits de production agricoles améliorés pour honorer la commande de l'OM ILO SARL en gingembre, tomate et pomme de terre 05 MER femmes membres de la coopérative MIOTISOA bénéficiaires de matériels apicoles 05 MER femmes bénéficiaires de matériels apicoles en lien avec l'OM T'TELO 08 MER femmes bénéficiaires de matériels agricoles (pulvérisateurs, arrosoirs) membres de l'association EZAKA 15 MER femmes du district d'Andramasina bénéficiaires de kits de production agricole 04 MER femmes membres de la coopérative MANOVOSOA MIRAY du district d'Ankazobe bénéficiaires de kits d'irrigation en lien avec HavaMad 18 MER femmes du district d'Avaradrano, Atsimondrano et Ambohidratrimo bénéficiaires de pompes à pédale auprès du fournisseur W3W 03 MER femmes membres de la coopérative MITSINJO du district d'Andramasina bénéficiaires de machine colereteuse 05 fils à canon complet et deux Machines surjetteuses 05 fils complet <p>Région Sofia : La <i>filière vannerie et tissage</i> est la plus concernée (pro-pauvres) : effort d'insertion des jeunes dans les bassins de production (Anahidrano, CR Port-Bergé II, Ambalavola, CR Anjamangirana, Andranovo CR Ambararata) pour opérationnaliser les CDDT machine à coudre vannerie, parallèle à la concrétisation des demande FFCP (machine à coudre presse bouton, métier à tisser)</p> <p>Région Haute Matsiatra : 3 CDDT opérationnels qui peut bien profiter aux femmes et aux jeunes : CDDT artisanat, CDDT matériels piscicoles, matériels séricicoles. Enchaînement apprentissage et équipement des jeunes</p> <p>Région Itasy : Un CDDT mobile « hache paille » a été opté pour cibler particulièrement le maraîchage, la production d'ananas et d'haricot : les FFCP y afférents sont ainsi en cours d'acquisition</p> <p>Région Vatovavy Fitovinany : CDDT fruit touche plus de femme, Constitution de dossier de demande de FFCP par les CE pour des MER et jeunes, en continue. Mise en place du CDDT vannerie.</p> <p>Région Bongolava :</p>

				<p>Mise en place de CDDT lutte intégrée et biologique pour la baie rose avec un processus de dotation en cours des équipements spécifiques y afférents à travers le FFCP Dotation de 4 motoculteurs dans le cadre du FFCP pour la filière maïs et en lien avec le couple OP/OM AGRIVAL Dotation de kits SMI dans le cadre du FFCP en lien avec le couple maraîchage LECOFRUIT</p> <p><u>Région Atsinanana :</u> La région Atsinanana continue de réaliser cette activité et pour l'année 2017 quelque CDDT seront mise en place par exemple CDDT filière litchi et filière maïs.</p> <p><u>Région Analanjirofo :</u> Mise en œuvre CDDT/FFCP spécifiquement pour les femmes et les jeunes non encore entamée. Achat des équipements pour la filière CUMA est actuellement en cours mais le nombre des femmes bénéficiaires ne sont pas dominantes</p>
--	--	--	--	---

Aspects fiduciaires

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Situation	Suivi
Restituer le reliquat non justifié de 51 109.6 USD sur le Prêt-OFID 1212P	RSE National avec RSE Régionaux	En continu	Non réalisée	Demande RIB auprès de l'OFID pour le virement : Email du 16.02.2017 Projet Email du 15.05.2017 Demande sans suite, relance à faire
Rehausser le montant du dépôt initial du prêt FIDA de 1,5 million USD à 2 millions USD	EPN et EPR	Décembre 2016 – en continu	Réalisée	Réalisée
Améliorer l'évaluation de la contribution des bénéficiaires Finaliser et valider le manuel des procédures en veillant à décrire les méthodes appropriées de passation des marchés notamment pour les services de consultant	RSE National avec RSE régionaux	Mars 2017	Réalisée	Région Haute Matsiatra : Evaluation de la contribution des bénéficiaires systématiques avant conduite de chaque activité : facilitation à la participation à des foires, conduite de formation, participation à des voyages d'échanges, travaux de construction, autre Région Sofia : Evaluation tirée à partir du budget du PTBA selon les lignes d'activités, soit en nature, soit par calcul à la source Région Atsinanana : Apport bénéficiaires collecté systématiquement à chaque appui mené par le programme. Région Analanjirofo : Apport bénéficiaires collecté systématiquement à chaque appui mené par le programme. Finalisation de la version finale du manuel des procédures en cours par la CRR après révision du manuel par toute l'équipe du Programme
Diligenter le processus d'ouverture du nouveau Compte Dédié à la Banque Centrale de Madagascar	EPN et EPR	Juin 2017 – en continu	Réalisée	Réalisée : Compte Dédié ouvert le 30 décembre 2016
Renseigner toutes les informations requises dans le Registre des contrats	EPN/EPR	Immédiat	Réalisée	Région Itasy : L'APM s'est préoccupée de la mise à jour du registre de contrat avec toutes les informations requises Région Atsinanana : Collecte d'information et enregistrement d'une manière continue au niveau de l'APM Région Analanjirofo : Collecte d'information et enregistrement d'une manière continue au niveau de l'APM Région Boeny : Exigence d'enregistrement des contrats aux fisc avant la mise en œuvre de la convention
Recruter un assistant en passation des marchés au sein de l'Unité nationale	EPN	Immédiat	Non réalisée	Non engagée : En attente de la validation du manuel de procédure de passation des marchés révisé avant de réorganiser la composition de l'équipe actuelle

Soumettre le PPM à l'avis et examen du FIDA après tout changement de son contenu	EPN	En continu	Réalisée	Aucun changement du contenu du PPM jusqu'à ce jour (après l'ANO du FIDA)
Revoir la composition des commissions internes de passation des marchés	EPN/MPAE	Décembre 2016	Réalisée	Dans l'attente du nouveau manuel de procédures de passation de marchés, une commission interne des marchés est instituée au niveau de chaque EPR

Annexe 5: Agenda de la Mission de Supervision PROSPERER Juillet 2017

Date	Heure	Lieu	Activités et entités rencontrées	Missionnaires concernés
09-juil		Antananarivo	Arrivée des missionnaires internationaux	
10-juil	9h - 13h	Salle CCI Antaninarenina (2è étage)	<u>Séance de travail avec l'équipe PROSPERER:</u> - Présentation des résultats 2016 - 2017 et des réalisations techniques et financières - Situation des recommandations des missions de supervision et suivi en 2016 - Contraintes de mise en œuvre - Validation du programme de visite sur terrain	PROSPERER Membres de la mission MPAE/Min Commerce / MFB
	14h - 16h		Rencontre avec les Responsables des Composantes	Tous selon TDRs
	17h	MPAE	Visite de courtoisie auprès de Mr le SG - MPAE	CPO, chef d'équipe, CN
11-juil	07h30-11h30	CCIA	Départ CCIA - Arrivée Analamihoatra (District Andramasina)	EPN/EPRA/Membres de la mission/Ministères/Partenaires
	11h30 - 12h30	Analamihoatra	<u>Couple CDDT/FFCP, finance rurale et investissement structurant à Analamihoatra (Huile essentielle) :</u> Rencontre avec les membres de la Coopérative bénéficiaire FFCP Alambic et crédit OTIV, MER bénéficiaire FIR CECAM, Représentant CECAM et OTIV	
	12h30 - 13h00		Pause déjeuner sur route Ambohimadana	
	13h00 - 14h00		Trajet Analamihoatra - Ambohimadana (District Andramasina)	
	14h00 - 14h30	Ambohimadana	<u>Centre d'Affaires Polyvalent et d'Accueil des Groupements Ambohimadana :</u> - Centre d'Information pour la Promotion de l'Entrepreneuriat (CIPE) - Bureau GUMS	
	14h30- 17h30		Retour Ambohimadana - CCIA Antaninarenina	
12-juil	7h00- 11h00	Tana- Ambodiaviavy	AMBODIAVIAYVY: Accès des MER au crédit via Coopérative et OP/OM	EPN/EPRG/Membres de la mission/Ministères/Partenaires
	13h00-14h00	Ambodiaviavy- Ankadinondry	ANKADINONDY: Perspective de mise en place de deux modèles de GUMS dont l'un géré par l'OP TSABROSE et l'autre intégré dans l'OM (AGRIBOX)	
	15h30-16h30	Ankadinondry- Tsiroanomandidy	TSIROANOMANDIDY- Salle de réunion de la DRAE: Réunion d'échanges avec deux PCAF sur la gouvernance et la durabilité des filières "baie rose" et "maïs"	
	7h00- 11h30	Tana- Ambahatra	AMBAHATRA: Magasin de stockage, CDDT, FFCP	
	13h00-14h00	Ambahatra- Tsiroanomandidy	TSIROANOMANDIDY: salle de réunion de la DRAE	
	15h30- 17h00	Tsiroanomandidy	Base de données Baie rose et stratégie de communication sur la finance rurale (DAOPMR, CECAM, BOA)	EPN/EPRG/Membres de la mission/Ministères/Partenaires

Date	Heure	Lieu	Activités et entités rencontrées	Missionnaires concernés
13-juil	GROUPE 1 : avec Damien NGENDAHAYO et Soulemame DJOBO			
	7h30-12h		Liaison Tsi/didy - Behasy Manazary	
	12h-14h30	Behasy Manazary	Rencontre avec les membres du PCAF Pêche et Pisciculture (VISTI): - Regroupement des acteurs de la filière dans une plateforme (Mécanisme de développement de la filière à travers une structuration - Mécanisme de pérennisation à travers le Partenariat Public-Privé dans le cadre de la collaboration avec le DRRPH et la Région) <u>Rencontre avec les MER ayant accès aux crédits:</u> Discussion avec des MER ayant accédés aux crédits auprès des IMF	Missionnaires-EPN-EPR- Ministères-Partenaires (Equipe DRAE, DRCC, DRRPH, PAMF)
	14h30-16h30		Liaison Behasy Manazary -Andranomena Ampary et déjeuner sandwich sur route	
	16h30-17h30	Andranomena Ampary	<u>Rencontre avec les membres du GVEC FVMA :</u> mode de fonctionnement accès aux services financiers de proximité	Missionnaires-EPN-EPR- Ministères-Partenaires (Equipe DRAE, DRCC, DRRPH, PAMF)
	17h30-18h00		Liaison Andranomena Ampary - Ampefy	
	GROUPE 2 : avec Raoul SANON, Rachel SENN, RANDRIANASOLO Tantely, RATSIMANDRESY Vladimir			
	8h00-9h30	CAPAG	Tsiroanomandidy CAPAG : Cluster UCBRT en charge de la commercialisation collective de la baie rose pour la zone ouest de Tsiroanomandidy	EPN/EPRG/Membres de la mission/Ministères/Partenaires
	09h30-11h30		Liaison Tsi/didy - Antsahalavabe	
	11h30-12h30	Antsahalavabe Soavinandriana	<u>Cluster MANDRARISOAN'ITASY (Association SAHY) :</u> - Renforcement et opérationnalisation Cluster - fonctionnement avec dispositif d'appui et de suivi de proximité à travers les antennes par coopérative membre - mécanisme de fonds revolving pour l'achat des matières premières (système de pérennisation)	Missionnaires-EPN-EPR- Ministères-Partenaires (Equipe DRAE, DREP)
	12h30-13h		Liaison Antsahalavabe -Soavinandriana	
	13h-15h00		<u>GUMS :</u> Rencontre avec les Responsables de l'ONG MAMIRATRA: Echanges sur la perspective de collaboration dans le cadre de la pérennisation des services d'appui aux MER	Missionnaires-EPN-EPR- Ministères-Partenaires (Equipe DRAE, DREP)
	15h00-15h45		Rencontre avec CSA Mandrindrano	Missionnaires-EPN-EPR- Ministères-Partenaires (Equipe DRAE, DREP)
	15h45-16h15		Liaison Soavinandriana - Ampefy avec déjeuner sur route	
	GROUPE 1 et GROUPE 2			
	18h30-19h30	Ampefy	<u>Rencontre avec les nouveaux membres de bureau CCI :</u> Besoins en renforcement dans le cadre de la pérennisation des acquis	

Date	Heure	Lieu	Activités et entités rencontrées	Missionnaires concernés
			Coucher Ampefy pour les missionnaires	
14-juil	GROUPE 1 et GROUPE 2			
	07h30-08h30	Ampefy	Restitution des visites terrains dans les Régions Itasy et Bongolava	Missionnaires-EPN-EPRIG - Ministères
	08h30-09h00		Liaison Ampefy -Ampasamanatongotra	
	09h00-10h00	Ampasamantongotra	Rencontre avec les bénéficiaires du pavillon de vente d'Ampasamanatongotra	Missionnaires-EPN-EPR- Ministères-Partenaires (Equipe DRAE)
	10h-12h00		Liaison Ampasamanatongotra-Tanà	Missionnaires-EPN-Ministères
	15h	Antananarivo	Rencontre avec l'équipe du projet selon les besoins	Tous selon TDRs
	15h	Antananarivo	Rencontre avec FCCI	Membres de la mission suivant Tdrs
	15h	Antananarivo	Rencontre avec CNFI	Membres de la mission suivant Tdrs
15-juil	7h30- 9h30	CCIA	Départ CCIA - Arrivée Soaniadanana (District Ambohidratrimo -Ankazobe)	EPN/EPRA/Membres de la mission/Ministères/Partenaires
	9h30 - 10h 30	Soaniadanana	Rencontre avec producteurs LECOFRUIT secteur N° 3 zone Soaniadanana : - Production Haricot vert utilisant les Kits FFCP (SMI et Voile de précocité) - Compostière	
	10h30- 11h00		Trajet Soaniadanana - Antolojanahary	
	11h00- 12h 00	Antolojanahary	Rencontre avec producteurs HAVAMAD : - Production Fruit de la passion biologique utilisant des Kits FFCP (SMI- Treillage) à Antolojanahary 53 MER (Coopérative Miamamizotra- Campagne 2015- Projet Pilote) - GVEC	
	12h00- 12h15		Trajet Antolojanahary- Ambohinierana	
	12h15- 13h00	Ambohinierana	Rencontre avec producteurs HAVAMAD : - Production Fruit de la passion biologique utilisant des Kits FFCP (SMI- Treillage) à Ambohinierana 15 MER (Coopérative Manovosoa Miray- Campagne 2016- Extension) - Aperçu nouveau projet 2017	
	13h00-15h00		Trajet Ambohinierana- Alasora (Point de vente Artisanat) Déjeuner en cours de route	
	15h00- 15h 30	Alasora	Visite et échange avec membres gestionnaires point de vente Artisanat (Coopérative Arameva)	
	15h30- 15h 45		Trajet Alasora- Ambohijanaka (Point de vente Artisanat)	
	15h45-16h15	Ambohijanaka	Visite et échange avec membres gestionnaires point de vente Artisanat (Coopérative Brod'art)	
	16h15-17h15		Trajet Ambohijanaka - CCIA	

Date	Heure	Lieu	Activités et entités rencontrées	Missionnaires concernés
	17h15- 18h00	CCIA	<u>Discussion avec Salohin'Analamanga et PCAF VATA :</u> Synergie d'action entre PCAF et Cluster concernant l'avancement et la mise en place de la démarche Clustering au niveau d'Analamanga. Les projets en cours relatif à la gestion mutuelle des points de vente Artisanat.	
16-juil	8h - 12h	Chalet des Roses	Séance de travail : discussion générale	Membres de la mission
	14h - 18h	Chalet des Roses	Début de la rédaction AM, Annexes et Appendices	
17 - 18 juil	8h - 18h		Rédaction AM, Annexes et Appendices	Tous
			Rencontre éventuelle avec l'équipe PROSPERER et avec des entités clés	Suivant TDRs
19-juil	8h - 16h	Salle PROSPERER	<u>Séance de travail</u> : discussion des recommandations générales, par composante et par points spécifiques (fiduciaires, coordination, etc.)	Membres de la mission
	17h - 20h	Chalet des Roses	<u>Séance de travail avec CPM</u> - Présentation draft AM et discussion des recommandations par composante et points essentiels de l'AM	Membres de la mission
20-juil	14h30 - 18h	Salle PROSPERER	Pre-restitution de l'AM	PROSPERER Membres de la mission MPAE/Min Commerce / MFB
	18h - 19h		Séance de travail: PSR	
	19h		Envoi AM revue aux parties prenantes	
21-juil	14h30 -16h	Salle MPAE	Restitution AM aux parties prenantes	Tous
	16h - 17h	Salle MPAE	Finalisation AM, Annexes et Appendices	Tous
22-juil			Départ des consultants internationaux	

**LISTE DES PERSONNES RENCONTREES LORS DE LA VISITE TERRAIN DANS LA REGION
 ANALAMANGA DU 11 ET 15 JUILLET 2017**

N°	NOM et PRENOMS	INSTITUTION	CONTACT
RENCONTRE AU NIVEAU DE LA REGION ANALAMANGA			
MEMBRES DE LA MISSION			
1	Damien NGENDAHAYO	Consultant FIDA	
2	Raoul SANON	Consultant FIDA	
3	Soulemame DJOBO	Consultant FIDA	
4	Rachel SENN	CPO/FIDA	032 05 335 29
5	RANDRIANASOLO Tantely	RSE AROPA	034 07 208 15
EPN			
6	RATSIMANDRESY Vladmir	CN PROSPERER	034 14 230 00
7	RAKOTOSEHENO Tovonirina	SMF PROSPERER	034 14 210 03
8	RANDRIANARIMANANA Soloharivony Jean	RI PROSPERER	034 14 270 03
REPRESENTANTS DES MINISTÈRES			
9	RAKOTOMALALA Bruno	SCPP/DPSE/MPAE	032 04 404 20
10	RAKOTONANDRASANA Joelisoa	DDP/MFB	034 14 788 05
PROSPERER ANALAMANGA			
11	ANDRIAMIHAMINTSOA RASAMOELY	CR Analamanga	034 14 220 00
12	RAZAFINDRATSITA Tolotra	RTR Analamanga	034 14 220 90
13	RAZAFINDRAKOTO Donné	SAM Analamanga	034 14 240 04
14	RABEARIVONY Malala Nirina	RSER Analamanga	034 14 220 25
15	RANDRIANARIVELO Vonjy Tiana Lalaina	CE Ambohidratrimo	034 14 240 32
16	ANDRIANANTENAINA Mahefa Herimanitra	CE Andramasina	034 14 240 33
17	RAKOTOMALALA Rova Heinz	AC Analamanga	034 14 220 06
18	RANDRIANARIVELO Alain Thierry	RESP CLUSTER Analamanga	034 14 220 40
DRAE Analamanga			
19	RANDRIARIMANGA Niry Fredy	DRAE Analamanga	034 05 610 55
DIRI Tanà			
20	BAKOVOLOLONA Violette RAVOLARISOA	DIRI Analamanga	034 60 356 78
SITE Cluster SALOHIN'ANALAMANGA			
21	ANDRIANARISOA Noro Willia	Coopérative Aiguille d'Or (point de vente artisanat Ambanitsena)	034 97 854 55
22	RAZAIARIVONY Harimino	Coopérative ARAMEVA (point de vente à Alasora)	032 02 002 63
23	RASOARISOA Georgine	Coopérative ARAMEVA (point de vente à Alasora)	034 15 150 09
24	RASOAMANAHIRANA Marguerite	Coopérative ARAMEVA (point de vente à Alasora)	032 40 813 09
25	RAVAOSOLO Marie Blandine	Coopérative ARAMEVA (point de vente à Alasora)	034 36 361 26
26	RAZAFINDRAMAVO Tatamo	Coopérative ARAMEVA (point de vente à Alasora)	034 31 009 49
27	RAJAOBELINA Voangimalala	Coopérative Brod'Art (point de vente à Ambohijanaka)	034 11 540 78
28	RAVAOARISOA Harline Espérance	Coopérative Brod'Art (point de vente à Ambohijanaka)	034 21 318 60
29	RAZANAJATOVO Maminirina Judith	Coopérative Brod'Art (point de vente à Ambohijanaka)	033 29 950 81
30	RAZANADRAKOTO Hiarivoahirana	Coopérative Brod'Art (point de vente à Ambohijanaka)	034 95 290 57
31	RASOANOMENJANAHARY Beby	Coopérative Brod'Art (point de vente à Ambohijanaka)	033 03 078 17

N°	NOM et PRENOMS	INSTITUTION	CONTACT
32	RATSIMBAZAFY Lala	PCAF VATA	034 29 707 85
33	RAKOTONDRANAIVO Lalaina	PCAF VATA	033 14 960 43
34	RAKOTOMANANTOANINA Francisco	PCAF VATA/DIRI	034 05 511 75
35	ANDRIANJAFY Hantanirina	Cluster Salohin'Analamanga	033 79 324 16
36	ANDRIANAIVO Herimamonjy	Cluster Salohin'Analamanga	034 50 530 77
37	RAKOTOARIMANANA Malala	Cluster Salohin'Analamanga	034 41 347 17
38	RAFIDISON Huguette	Cluster Salohin'Analamanga	034 01 342 51
39	RAZAFIMAHEFA Herman Honoré	Cluster Salohin'Analamanga	034 14 439 88
40	RASOAMANARIVO Bodomalala	Cluster Salohin'Analamanga	034 70 365 27
41	RANDRIANATOANDRO Felix	Cluster Salohin'Analamanga	034 98 657 50
Site Producteurs en lien avec la société LECOFRUIT			
42	ALEXANDRE BAILLY	LECOFRUIT	
43	RANAIVOSOA Pascal	Consultant	034 14 227 31
44	RAFARASOA Emmanueline	Producteur	
45	RAHERIMELININA Florine	Producteur	
46	RASOLONJATOVO Emma	Producteur	
47	RANDRIANARIMALALA Jean Elie	Producteur	
48	RANDRIANASOLO Célestin	Producteur	
Site Coopérative MANOVOSOA MIRAY en lien avec la société HavaMad			
49	AIMBOLATIANA Vololonirina	Coopérative MANOVOSOA MIRAY	
50	ANDRIAMIADANA Caliste	Coopérative MANOVOSOA MIRAY	
51	RAKOTOARISOA	Coopérative MANOVOSOA MIRAY	
52	RAKOTONIRINA Rijaniaina	Coopérative MANOVOSOA MIRAY	
53	RAKOTOARISOA Augustin	Coopérative MANOVOSOA MIRAY	
54	RANDRIANAIVO RANDRIANASOLO Pierre	Coopérative MANOVOSOA MIRAY	
55	RAKOTOARIVONY Julien	Coopérative MANOVOSOA MIRAY	
56	RAJOHARIOELINA Manoa Harijaona	Coopérative MANOVOSOA MIRAY	
57	RAMINOARISOA Lala Justine	Coopérative MANOVOSOA MIRAY	
58	MOSA RAKOTOARISOA Jean Marie	Coopérative MANOVOSOA MIRAY	
59	ANDRIATSIFERANA Jean Fidel	Coopérative MANOVOSOA MIRAY	
60	RAKOTOARIVELO Germain	Coopérative MANOVOSOA MIRAY	
61	RAMINOSOA Harinaivo	Coopérative MANOVOSOA MIRAY	
62	RANDRIANIRINA Michel	Coopérative MANOVOSOA MIRAY	
Site Coopérative MIARAMIZOTRA en lien avec la société HavaMad / GVEC Tsinjo			
63	RAMAMONJISOA Désiré Victor	Coopérative MIARAMIZOTRA	
64	RAZANAKOTO Raphael	Coopérative MIARAMIZOTRA	
65	NAZARA Christian Samson	Coopérative MIARAMIZOTRA	
66	RAZANAMAMONJY Richard	Coopérative MIARAMIZOTRA	
67	RASOARILALAO Razanamora	Coopérative MIARAMIZOTRA	
68	BEBISOA Suzanne	Coopérative MIARAMIZOTRA	
69	RASOAMANANJARA Bakoly	Coopérative MIARAMIZOTRA	
70	RAKOTONIAINA Felix	Coopérative MIARAMIZOTRA	
71	TAHIRIMALALA Jean Luc	Coopérative MIARAMIZOTRA	
72	RAZANAMALALA Justine	Coopérative MIARAMIZOTRA	
73	RALALAHARISOA Julie	Coopérative MIARAMIZOTRA	
74	HELINIRINA Volatina	Coopérative MIARAMIZOTRA	
75	RAZAFINANTOANDRO Marie Jeanne	Coopérative MIARAMIZOTRA	
76	RAZANAMANANA Claudine	Coopérative MIARAMIZOTRA	
77	RAKOTOMALALA René	Coopérative MIARAMIZOTRA	
78	RAZAFINJANAHARY Julienne	Coopérative MIARAMIZOTRA	
79	RAVAONIRINA Noline	Coopérative MIARAMIZOTRA	
80	RANAIVOSOLO André	Coopérative MIARAMIZOTRA	

N°	NOM et PRENOMS	INSTITUTION	CONTACT
81	RAZAFINDRAMANANA Suzanne	Coopérative MIARAMIZOTRA	
82	RALALAHARINORO Irène	Coopérative MIARAMIZOTRA	
83	TIANJANAHARY Volaniaina Harrys	Coopérative MIARAMIZOTRA	
84	RAMANANDRAIBE Marie Christine	Coopérative MIARAMIZOTRA	
85	RAFARASOA Blandine	Coopérative MIARAMIZOTRA	
86	RAZANADRASOA Josephine	Coopérative MIARAMIZOTRA	
87	RAZANADRASOA Clementine	Coopérative MIARAMIZOTRA	
88	RAFARALAHY Jean Baptiste	Coopérative MIARAMIZOTRA	
89	RANDRIAMANANTENA Philbert	Coopérative MIARAMIZOTRA	
90	RAZAFINIMARO Justine	Coopérative MIARAMIZOTRA	
91	RAZAFINDRAMARO Marie Jeanne	Coopérative MIARAMIZOTRA	
92	RAKOTOZANANY Frédéric	Coopérative MIARAMIZOTRA	
93	RAHOLIMALALA Françoise	Coopérative MIARAMIZOTRA	
94	RAKOTOMALALA Mamy Gilbert	Coopérative MIARAMIZOTRA	
95	RAZANAMANGA Lucienne	Coopérative MIARAMIZOTRA	
96	RASOAMANANA	Coopérative MIARAMIZOTRA	
97	RAKOTOARIMANANA Jean Michel Celestin	Coopérative MIARAMIZOTRA	
98	RAFARALAHY Soloniaina Olivier	Coopérative MIARAMIZOTRA	
99	ANDRIAMAMONJY Jules	Coopérative MIARAMIZOTRA	
100	RAKOTOMALALA Jules	Coopérative MIARAMIZOTRA	
101	RASOARIMALALA Voahirana	Coopérative MIARAMIZOTRA	
Site Atelier communautaire d'extraction d'huile essentielle – Analamihoatra			
102	RAKOTOMAHEVA	Association AFMMA I	
103	RANAIVONANDRASANA Jean Paul	Association AFMMA I	
104	RAMANAMBOLOLONA Martin	Association AFMMA I	
105	RANDRIAMAMPIONONA Désiré	Association AFMMA I	
106	RAZAFINDRABE Jean Félix	Association AFMMA I	
107	RAKOTONIRINA Pierre	Association AFMMA I	
108	RAHARIMALALA Lalao Odette	Association AFMMA I	
109	RAFALIMANANA Alfred	Association AFMMA I	
110	RAVELOARISOA Noeline	Association AFMMA II	
111	RAKOTONDRAHAIVO Richard	Association AFMMA II	
112	RANAIVOSON Samuel	Association AFMMA II	
113	RAFALIMANANA RAKOTOVELO Josoa	Association AFMMA II	
114	RAKOTOMANDIMBY Rémi	Association AFMMA II	
115	RABARINELINA Etienne	Association AFMMA II	
116	RANDRIAMIHAJA Justin	Association AFMMA II	
117	RAFALIMANANA Jean Claude	Association AFMMA II	
118	RANDRIANARIDAORO Jonah Seth	Association AFMMA II	
119	RAVONINJATOVO	Association AFMMA II	
120	RAVONIARISOA Marie Georgette	Association AFMMA II	
121	RAKOTOMANDIMBY Raphael	Association AFMMA II	
122	RAZAFIMBELO Ernest	Association AFMMA II	
123	RAFALIMANANA Tahina	Association AFMMA II	
124	RASOLOFONIAINA Maminirina René	Association AFMMA II	
125	RAFANOMEZANTSOA Andrianiaina	Association AFMMA II	
126	RABENINDRINA Samimanana	Association AFMMA II	
127	RAMANAMPISOA Heriniaina Verotiana	Association AFMMA II	
128	RANDRIANARIVELO Donné	Association AFMMA II	
129	RANDRIAMANANTENA Jean de Dieu	Association AFMMA II	
130	RAKOTONIRINA Martin	Association AFMMA II	
131	RAKOTOARISON	Association AFMMA II	

N°	NOM et PRENOMS	INSTITUTION	CONTACT
132	RAZAFINDRANAIVO Johnson Maurice	Association AFMMA II	
133	RANARISON Gilbert	Association AFMMA II	
134	RAZAFINDRAKOTO Raymond	Association AFMMA II	
135	RANDRIANARIMINO Mamitiana Roger	Association AFMMA II	
136	RANDRIAMBOLOLONA Philbert	Association AFMMA II	
137	RANARISOLO Jean Etienne	Association AFMMA II	
138	RAVELONARIVO Justin	Association AFMMA II	
139	RAFALIMANANTSOA Jean Claude	Association AFMMA II	
CAPAG Ambohimadana			
140	RAKOTONDRATOANDRO Ny Rindra	Responsable du CIPE Ambohimadana	034 29 418 71

**LISTE DES PERSONNES RENCONTREES LORS DE LA VISITE TERRAIN DANS LA REGION
 BONGOLAVA DU 12 AU 13 JUILLET 2017**

N°	NOM et PRENOMS	INSTITUTION	CONTACT
RENCONTRE AU NIVEAU DE LA REGION BONGOLAVA			
MEMBRES DE LA MISSION			
1	Damien NGENDAHAYO	Consultant FIDA	
2	Raoul SANON	Consultant FIDA	
3	Soulemame DJOBO	Consultant FIDA	
4	Rachel SENN	CPO/FIDA	032 05 335 29
5	RANDRIANASOLO Tantely	RSE AROPA	034 07 208 15
EPN			
6	RATSIMANDRESY Vladmir	CN PROSPERER	034 14 230 00
7	RAKOTOSEHENO Tovonirina	SMF PROSPERER	034 14 210 03
8	RANDRIANARIMANANA Soloharivony Jean	RI PROSPERER	034 14 270 03
REPRESENTANTS DES MINISTERS			
9	RAKOTOMALALA Bruno	SCPP/DPSE/MPAE	032 04 404 20
10	RAKOTONANDRASANA Joelisoa	DDP/MFB	034 14 788 05
PROSPERER BONGOLAVA BONGOLAVA			
11	RANDRIAMIARINJATO Jean Olivier	CIR PROSPERER BONGOLAVA Bongolava	034 14 240 00
14	RANDRIANAIVO Tsilavo	RSER Bongolava	034 14 270 25
15	RAKOTOARISON Fania	RTR Bongolava	034 14 270 70
16	ANDRIANIAIVO Tojo	CE Bongolava	034 14 270 30
17	ANDRIAMIJORO Sata	CE Bongolava	034 14 270 50
18	RAHERININDRAINNY Harding	CE Bongolava	034 14 270 33
19	MBOLATIANA Jenny Sandro	CE Bongolava	034 14 270 32
DRAE BONGOLAVA			
20	RATSIDISON Haingoniaina Vero J	SRAFL	034 06 776 21
21	RATSIMBAZAFY Lalanirina	SE	034 17 407 25
CCI BONGOLAVA			
22	RAKOTONIAINA Mamonjisoa	President	033 12 713 91
23	LIVALINIRIANA Victoire Clarisse	Representant de la CCI Bongolava à l'FCCIM	034 87 613 44
24	RAFALINIRINA Prisca	Membre de bureau	034 04 541 41
25	RAKOTOARILANJA Patrice	Vice Président	034 10 566 51
26	RAHERITIANA Tojosoa	Vice Président	034 12 374 88
AUTRES DIRECTIONS REGIONALES			
27	RAMIALIJAONA Landy Tahiana	Directeur (DRCC)	034 05 544 03
28	FIENENA Ratovonirina Adoré Parfait	Directeur (DREP)	034 73 988 22
29	RAMANANTOANINA Andriasy	DAGT	034 05 599 02

N°	NOM et PRENOMS	INSTITUTION	CONTACT
SITE FINANCE RURALE-OP/OM AVEC LA COOPERATIVE TAMBATRA Ambodiaviavy Mahasolo			
30	RAKOTOMANANA Rivoson	Mpitantsoratra	033 28 763 74
31	RABEARISON Hajatiana Jeannot	Mpanaramaso	
32	RASOASOA	Vsp	
33	RAKOTOARIMANA André	Mpikambana	
34	RAVONINJOELA Nalison	Mpikambana	
35	RAHARISOA Julienne	Mpikambana	
36	ANDRIANIRINA Gilbert	Mpikambana	
37	RANDRIAMAMPIONONA Solohery	Mpitahiry Vola	
38	RAHANITRAMANANTSOA Laurine	Mpikambana	
39	RIVOMANANTSOA Honoré	Filoha	033 23 438 22
40	RAFIADANANTSOA	Mpikambana	033 09 364 98
SITE GUMS – (Pérennisation des acquis avec TSABROSE et AGRIBOXX) Ankadinondry Sakay			
41	ITHIER Faoyla	Agent Villageois (TSABROSE)	033 03 927 77
42	RASOLONARIVO Jules	Président (TSABROSE)	033 80 007 67
43	LIVALINIRIANA Victoire Clarisse	Secrétaire (TSABROSE)	034 87 613 44
44	RAZANAMANOA Faramalala Olivia	Secrétaire Comptable Coop TSABROSE	033 14 613 93
45	HERINDRANOVA	DG (AGRIPRO)	034 11 244 84
46	ANDRIANOROVOLOLONA Faniry Jonathane	Stagiaire (AGRIPRO)	034 96 665 86
SITE PCAF Baie Rose, PCAF Maïs Bongolava Tsiroanomandidy			
47	RAKOTONDRAO Jean Baptiste	Président UCBRT	034 15 947 59
48	RAFALIARISOA Jeannine	Trésorier UCBRT	033 62 511 83
49	RANDRIANJATOVO Jean Merlin	Secrétaire UCBRT	034 10 813 07
50	RAZAFIMANTSOA Jean Claude	Mpanaramaso UCBRT	033 45 595 07
51	RASOLONARIVO Jules	Président PCAF Baie rose	034 63 049 00
52	RAZAFIMANOIA Iona Sehenonirina	ST PCAF Baie rose	034 81 466 80
53	RASOARIMALALA Martine	Présidente FANEVA	033 40 968 78
54	NARISOLO Hyacinthe	Président PCAF Maïs	034 47 644 54
55	RANDRIAMIFIDIMANANA Marcellin	Tresorier PCAF Maïs	034 72 361 52
SITE Cluster UCBRT Tsiroanomandidy			
61	RASOLONARIVO Jules	Président	034 63 049 00
63	RAKOTONDRAO Jean Baptiste	Président	034 15 947 59
64	RAFALIARISOA Jeannine	Trésorier	033 62 511 83
65	RANDRIANJATOVO Jean Merlin	Secrétaire	034 10 813 07
66	RAZAFIMANTSOA Jean Claude	Mpanaramaso	033 45 595 07
67	RASOARIMALALA Martine	Présidente FANEVA	033 40 968 78
SITE Gestion de Ressource et Durabilité des Infrastructures AMBAHATRA			
68	RASOANIRINA Yvonne	Filoha Union FKMF	034 21 683 53
69	RAOLISOA Raharilalao	Trésorier Tafaray	
70	Ramarovavy Marcelline	Membre Tafaray	
71	RASOAMANANORO Marie Madeleine	Membre Tafaray	
72	Rafidimalala H Jacky	Trésorier TVF	
73	RANDRIANARIVONY Mandimbiniana Emile	Président KITAAM	
74	RAZAIARIVELO Saholy	Membre Farimbona	033 46 857 20
75	RAHANITRARIVELO Rondrosoa	Membre Tafaray	
76	HANITRA Raveloherinjafy Hoby Landisoa	Vice President Tafaray	033 49 175 15
77	RASOLOFOSON Bayard	President KOMPAMA	033 64 074 63
78	RANDRIABARIZAFY Joelison Lantonirina	President Farimbona	
79	RAFANOMEZANTSOA Onjamalala	Membre Tafaray	
SITE : Base de données Baie Rose et stratégie de communication sur la finance Rurale(DAOPMER ,CECAM ,BOA)			

N°	NOM et PRENOMS	INSTITUTION	CONTACT
80	RAKOTOBES Sambatra	Chargée d'appui MAEP/DAOPMER	034 17 614 71
81	RAMAMELISOA Maurice	Chargée d'appui interim Chef SPSA MAEP /DAOPMER	034 05 653 76
82	RAKOTONDRA SOA Jean Baptiste	Président UCBRT	034 15 947 55
83	RAZAFIMBELO Jeanne Sylvia	C/SRAPV DRAE	034 05 653 59
84	DIMBISOLONANDRASANA Monja Ismael	Suivi Evaluation DRAE	033 28 627 62
85	RANDRIAMAMPINNA Samoelisoa	RAF CECAM	034 07 477 39
SITE : Besoin de renforcement de capacité de la CCI Bongolava Tsiroanomandidy			
86	RAKOTONIAINA Mamonjisoa	Président CCI	033 12 713 91
87	LIVANINIRIANA Victoire Clarisse	Représentant de la CCI Bongolava à l'FCCIM	034 87 613 44
88	RAFALINIRINA Prisca	Membre de bureau CCI	034 04 541 41
89	RAKOTOARILANJA Patrice	Vice Président CCI	034 10 566 51
90	RAHERITIANA Tojoso	Vice Président CCI	034 12 374 88

**LISTE DES PERSONNES RENCONTREES LORS DE LA VISITE TERRAIN DANS LA REGION
ITASY DU 13 AU 14 JUILLET 2017**

N°	NOM et PRENOMS	INSTITUTION	CONTACT
RENCONTRE AU NIVEAU DE LA REGION ITASY			
MEMBRES DE LA MISSION			
1	Damien NGENDAHAYO	Consultant FIDA	
2	Raoul SANON	Consultant FIDA	
3	Soulemame DJOBO	Consultant FIDA	
4	Rachel SENN	CPO/FIDA	032 05 335 29
5	RANDRIANASOLO Tantely	RSE AROPA	034 07 208 15
EPN			
6	RATSIMANDRESY Vladmir	CN PROSPERER	034 14 230 00
7	RAKOTOSEHENO Tovonirina	SMF PROSPERER	034 14 210 03
8	RANDRIANARIMANANA Soloharivony Jean	RI PROSPERER	034 14 270 03
REPRESENTANTS DES MINISTERS			
9	RAKOTOMALALA Bruno	SCPP/DPSE/MPAE	032 04 404 20
10	RAKOTONANDRASANA Joelisoa	DDP/MFB	034 14 788 05
PROSPERER ITASY BONGOLAVA			
11	RANDRIAMIARINJATO Jean Olivier	CIR PROSPERER Itasy Bongolava	034 14 240 00
12	MAHARAVO Latatiana	RSER Itasy	034 14 240 25
13	RANDRIAMAHALEO Alexandre	RTR Itasy	034 14 240 70
14	RANDRIANASOLO Rivohera	CE Itasy	034 14 240 41
15	IARINAIVO Bina Lalaina	CE Itasy	034 14 240 37
16	RANDRIANAIVO Tsilavo	RSER Bongolava	034 14 270 25
17	RAKOTOARISON Fania	RTR Bongolava	034 14 270 70
DRAE ITASY			
18	ANDRIAMIARINERA Serge	Directeur	034 05 653 51
19	RAKOTONDRAZAFY Z. Lalaina	C/SE	034 07 900 12
20	TOLOFAMBOLA O. Stéphanie	C/SRPA	034 81 399 26
21	RAJAONARISOLO Marie Ferdinand	C/Cellule FAR	034 14 334 41
22	RAMORASATA Noemi	C/SVR	034 08 354 71
CCI ITASY			
23	RANDRIAMIARAMISAINA Niry	Président	032 11 214 14
24	RAMARORAIBE	Membre de bureau	033 15 532 31
25	RASOARIMANANA Hanitriniaina	Membre de bureau	033 92 183 01
26	RAMANGASON Jeanine	Vice-Présidente	032 40 599 15
AUTRES DIRECTIONS REGIONALES			
27	TSIRINIAINA Mickaël	DRCC Itasy/Directeur	034 05 537 21
28	MANALAHY Dieu Donné Omar	DRRPH Interim	034 76 243 61
29	RAKOTOMAMPIONONA Faly	DREP	034 05 512 07
SITE CLUSTER MANDRARISOAN'ITASY-ANTSahalavabe SOAVINANDRIANA			
30	RAZANAMIHANTAJAONA Honorine	Présidente Cluster vannerie MANDRARISOAN'ITASY	033 18 339 05
31	RAVONJIARIMANANA Florine	Membre cluster vannerie	034 09 883 07
32	RAZANAKOLONA Justine	Membre cluster vannerie	
33	RAZAFIMANANTENA Henintsoa	Membre cluster vannerie	
34	IHARINIRINA Mamisoa Marcelline	Membre cluster vannerie	
35	RAMINONJANAHARY Mamisoa	Membre cluster vannerie	
36	NOMENATOKY Zeroia	Membre cluster vannerie	
37	NOMENJANAHARY Francine	Membre cluster vannerie	
SITE GUMS – SOAVINANDRIANA			
38	RANDRIATIANA Herison Richard Olivier	Membre ONG MAMIRATRA	033 49 266 84

N°	NOM et PRENOMS	INSTITUTION	CONTACT
39	RAZANABENJA Vololoniaina	Membre ONG MAMIRATRA	034 47 634 21
40	RABARIVelo Jean Louis	Membre ONG MAMIRATRA	
41	ANDRIAMIALISON Honoré	Membre ONG MAMIRATRA	
42	RAZAFIARIMANANTSOA Bakoly	Membre ONG MAMIRATRA	
43	HAJANAHARY RAMBOASOLO René Martin	Membre ONG MAMIRATRA	
44	RAHERIMANANA Jean Roland	Président ONG MAMIRATRA	033 72 753 82
45	RAFANOMEZANTSOA Soloniaina Tatiana	Secrétaire ONG MAMIRATRA	
46	IARINAIVO Bina Lalaina	Membre ONG MAMIRATRA	034 14 240 25
SITE PCAF VISTI ET BENEFICIAIRES DE CREDIT – BEHASY MANAZARY			
47	RAFALIMANANTSOA Adolphe	Pêcheur	
48	RAJOELISON Jean Fidèle	Pisciculteur	034 39 649 30
49	RANDRIANARISOA Gervais Raymond	Pisciculteur	032 69 152 65 033 29 598 66
50	RANDRIAMANANTENA Joachim	Pisciculteur	033 76 004 00
51	RAKOTIARIVONY	Pêcheur	
52	RAKOTOARIMALALA Maminiaina	Collecteur	032 71 143 32 033 15 079 07
53	RAZAKARIMANANA Armand	Pêcheur	
54	RAVOLOLOMBOAHANGY Solofohery Jocelyne	Pêcheur	033 76 699 46
55	ANDRIAMANOA Randriamaherintsoa	Président de la Coopérative CAP'I	032 61 559 46
56	RANDRIAMIHAJA Désiré	Pisciculteur	Masindray
57	RAHARISON Gilbert		Avarabohitra
58	RAKOTOSOLOFO Jean Max	Pêcheur	Behasy
59	RABARY Eugène		Behasy
60	RANDRIANARIMALALA Edmond	Président PCAF VISTI	033 79 570 71 032 42 462 56
SITE GVEC FVMA- ANDRANOMENA AMPARY			
61	RAZAFINANDRASANA Noéline	Présidente GVEC- Productrice de haricot	Andranomena
62	RAZAFINDRAVONIRISOA Marie Julianat	Secrétaire GVEC –Vannière	Andranomena
63	RAHELIARISOA	Trésorière GVEC – Vannière	Andranomena
64	RAZAIMANAHIRANA Alpha Niaina	Billeteur GVEC – vannière	Andranomena
65	RAVAOARIMANANA Laurette	Billeteur GVEC – Productrice de haricot	Andranomena
66	RAZAFINDRAVAHA Berthine	Membre GVEC –Productrice de haricot	Andranomena
67	RAZAFIARISOA Thérèse	Membre GVEC –Productrice de haricot	Andranomena
68	LANTONIRINA Marie Marthe	Membre GVEC –Vannerie	Andranomena
69	RAONIRISOA Felisy	Membre GVEC –Productrice de haricot	Andranomena
70	RAVAOARISOA Tahinjanahary Malandy	Membre GVEC –Vannerie	Andranomena
71	ZANAMANDROSO Angelina	Membre GVEC –Vannerie	Andranomena
72	RAFANOMEZANTSOA Safidiniaina	Membre GVEC –Vannerie	Andranomena
73	RAHELIARISOA Santatriniaina	Membre GVEC –Productrice de haricot	Andranomena
74	RAHELIARISOA Angeline	Membre GVEC –Vannerie	Andranomena
75	ELIZA	Membre GVEC –Vannerie	Andranomena
76	HASINIRINA Nomentsoa	Membre GVEC –Productrice de haricot	Andranomena
SITE PAVILLON DE VENTE – AMPASAMANATONGOTRA			
77	LANJANIAINA Tinasoa Véronique	Vannière	Ampasamanatongotra
78	FALIMANANA Josée	Vannière	Antsapandrano

N°	NOM et PRENOMS	INSTITUTION	CONTACT
79	RAZANADRAZAKA Marie Lalao	Vannière	Antsapandrano
80	BENJAHARIVONY Lalao Henriette	Vannière	Antsapandrano
81	GISELE Zinah	Vannière	Antsapandrano
82	RAZAMADY Alphonsia	Vannière	Antsapandrano
83	NIRINANDRASANA Lovasoa Florette	Vannière	Antsapandrano
84	RATSIMADRESY Marie	Vannière	Antsapandrano
85	RAKOTONDRATSIMBA André Fidel	Vannerie	Antsapandrano
86	RASOAZANAHARY	Vannière	Antsapandrano
87	RASOLOMANANA Daniel	Tissage	Morarano



REPUBLIKAN' I MADAGASIKARA
Fivavahana - Fahindrapetraka - Fahindrasoratra

MINISTRE AUPRES DE LA PRESIDENCE EN CHARGE
DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE



PROGRAMME DE SOUTIEN AUX PÔLES DE MICRO-ENTREPRISES RURALES
ET AUX ECONOMIES REGIONALES
PRET FIDA N° 737-MG - 737A-MG - 2000001241 - DON FIDA N° 996-MG - PRET OFID N° 1212-P

Equipe PROSPERER Nationale - EPN


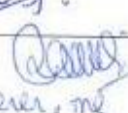





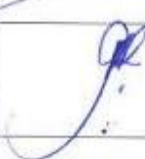

FICHE DE PRESENCE

Date : 21 juillet 2017

Objet : Mission de supervision – Réunion de restitution

N°	NOM ET PRENOMS	ORGANISME	TEL/MAIL	EMARGEMENT
01	RANARIVelo Lucien	MPAE DPSE Agriculture		
02	BAMBA Ibrahima	IFAD		
03	SENN H. Rachel	FIDA	032 0533528 r.sennadylal@gmail.com	
04	GUY RAUL SANON	Consultant	guy.raul@epn.org	
05	RAKOTOND RAISIMA Andrianainiasoa	Projet AD2M	034.05.415.21 rakotondraisima@gmail.com	
06	RAHARIMOTONA Fonja	MPAE/ DPSE	andrianainiasoa@gmail.com	
07	RANDRANARIMONY Hango	CITE	034491468	
08	RANAIVO R. Lina	MIDSP DITIE	034 07 52452 ranaivolina@gmail.com	
09	RANDRIAMIRIMJATO Jean Olivier	PROSPERER	0344444000 cp.tany@prospere.mg	
10	RAHARIMOTONA Andrianainiasoa	PROSPERER	034 14 260 00 cp.vatipitana@prospere.mg	

N°	NOM ET PRENOMS	ORGANISME	TEL/MAIL	EMARGEMENT
11	Andrianantenintra Rasoanahy	PROSPERER	0341422000 cp.analan@prosperer-mg	
12	RAHARISOA Clairemène	CNFI	raharisoa.clairemène@gmail.com 0320468555	
13	Ramparany Liana	CNFI	cnmf.tiana@gmail.com 0340762008	
14	RAMANANTSA Rany	MRHP	0320248421 ram_rany1@yahoo.fr	
15	Olivera Wane BURE	Consultant FIDA	meca@orange.sn	
16	RAKOTONIRAO Hany Zela	FORNAPROD	0343927866 en@formeproduct-mg	
17	RATSIMANDRESY Vladimir	PROSPERER	0341423000	
18	JOBO Soulemame	Consultant FIDA	+33088083 140	
19	Damien NGENANTSA	Consultant FIDA		
20	RAOZIANANTSO TANES	REAROPA	014076815	
21	Félicité NANANJORA	RECIN.	0340710105	
22	Caetan Ramundo	DGDI MIDSP	0340552410	
23	RABEARIVONY Malala Nirine	PROSPERER	0341422025	
24	RAZAFIARSOA Hani Donatienne	0347390967 chef de service d'orientation NCPASP	0347390967 donat02.razafi@gmail.com	
25	ANTANONJISA John	Consultant FIDA	0330555502	
26	RAHAINGO Hany	CAPPIA	0331512578 ciacappi@gmail.com	

N°	NOM ET PRENOMS	ORGANISME	TEL/MAIL	EMARGEMENT
27	ANDRIAMPARAWY Ando	PROSPERER RPN	cpm@prospereur.org 0341421008	
28	RANDRIAMAMPANINA William	PROSPERER Atsiganana Anakauji info	0341458000 cp.ats-jiraf@prospereur.org	
29	PAULIN	PROSPERER Boeny	0341427700	
30	RABENJA Tina Jose'	RA? PROSPERER	03414 210 02 ra@prospereur.org	
31	RAKOTONIAINA Angeliana	PROSPERER	03414 22015 rakotoniana@yaho.fr	
32	Jean. Bobohery RPN RPN RPN RPN RPN	PROSPERER National	03414 22015 cp.cpm@prospereur.org	
33	Toniama RAKOTONIAINA	EPRN	03414 22015	
34	Emile RAMAHYERIANA	EPRS	03414 250 21	
35	RAFARALAHY Redek	CR EPR Sepia	0341425000	
36				
37				
38				